

FRIEDRICH VON SCHILLER

HISTOIRE DE LA GUERRE
DE TRENTE ANS

Friedrich Schiller
Histoire de la Guerre
de Trente Ans

http://www.litres.ru/pages/biblio_book/?art=25448548

Histoire de la Guerre de Trente Ans:

Содержание

NOTICE SUR SCHILLER	4
NOTICE SUR L'HISTOIRE DE LA GUERRE DE TRENTE ANS	7
PREMIÈRE PARTIE	12
LIVRE PREMIER	12
LIVRE DEUXIÈME	123
Конец ознакомительного фрагмента.	135

Friedrich Schiller

Histoire de la Guerre de Trente Ans

NOTICE SUR SCHILLER

Schiller naquit en 1759, à Marbach, en Würtemberg, et mourut le 9 mai 1805 à Weimar. Parmi ses biographies, celle de Scherr, *Schiller und seine Zeit*, est une des meilleures¹. Quelle différence, entre sa vie et celle de Goëthe, son émule et son ami ! Mais toutes les difficultés accumulées devant lui, loin d'arrêter son génie, en hâtèrent l'essor. Le duc de Würtemberg eut beau le forcer à se faire chirurgien militaire; il eut beau lui défendre de s'occuper de philosophie et de poésie: Schiller persévéra. «Chassez le naturel, il revient au galop.»

Le jeune poëte s'enfuit de son pays pour échapper à son tyrannique protecteur. Déjà il s'était fait mettre aux arrêts pour être allé assister à Mannheim à la représentation de ses *Brigands* (1781). Ses autres tragédies sont la *Conjuration de Fiesque*, *Intrigue et Amour*, *Don Carlos*, la *Trilogie de Wallenstein*, *Marie Stuart*, la *Pucelle d'Orléans*, et son chef-d'œuvre *Guillaume Tell*. Sa première pièce fit une sensation prodigieuse en Allemagne;

¹ Leipzig, chez Wigand, 1859.

plus d'un jeune homme, voulant en imiter le héros, Charles Moor, déclara comme lui la guerre à la société existante et alla vivre dans les forêts. Mais plus se calmait en Schiller le feu de la jeunesse, plus son goût et son génie s'épurèrent. Ne pouvant analyser ici ses œuvres dramatiques, nous renverrons nos élèves à l'*Allemagne* de Mme de Stael², aux traductions en vers français de M. Braun, et à la thèse que notre regrettable ami, M. Blanchet³, ancien élève de l'École normale, professeur de rhétorique au lycée de Strasbourg, a soutenue, en 1855, devant la Faculté des lettres de Paris: il y a développé cette pensée de M. Saint-Marc Girardin⁴, qu'il a prise pour épigraphe de son opuscule: «Schiller est, selon moi, le plus dramatique de tous les poètes allemands. Cependant, ses drames ont besoin d'un commentaire, parce qu'ils renferment toujours quelque pensée profonde que le poète a voulu mettre en relief.»

Schiller n'est pas placé moins haut comme poète lyrique. Mais à ses poésies lyriques aussi on peut appliquer ce que M. Saint-Marc Girardin a dit de ses drames; il ne sait pas, comme Goethe, dans le *Pêcheur*, dans le *Roi de Thulé*, reproduire le ton simple de la vieille ballade; sa poésie est savante, je dirais presque *artificielle*, pour me servir de la distinction si vraie, faite d'abord par Herder. On y voit le poète, tandis que chez Goethe il s'efface.

² Chapitres XVII à XX de la seconde partie.

³ Mort, à trente-huit ans, en 1861. Auteur d'une excellente étude sur le *Faust* de Goethe.

⁴ *Cours de littérature dramatique*, 20.

Ce n'en sont pas moins d'admirables poèmes que la *Cloche*, le *Plongeur*, la *Caution*, *Rodolphe de Habsbourg*, les *Grues d'Ibycus*, l'*Anneau de Polycrate*, le *Lot du poète*, *Hector et Andromaque*; pas une anthologie n'omet de les citer.

En philosophie, Schiller est élève de Kant. Il passa plusieurs années à se pénétrer des doctrines si élevées de la *Critique de la raison pure* et de la *Critique du jugement*; ce dernier ouvrage renferme l'esthétique du philosophe de Königsberg. C'est dans ces études évidemment qu'il faut chercher l'origine du caractère philosophique de toutes ses œuvres. Il appliqua surtout les principes de son illustre maître dans ses *Lettres sur l'éducation esthétique de l'homme*.

Schiller fut quelque temps professeur d'histoire à Iéna. De là ses travaux historiques⁵. Pourtant il s'y livrait encore dans un autre but; c'étaient souvent des études préliminaires pour ses tragédies. Les chœurs de la *Fiancée de Messine*, la traduction métrique du deuxième livre de l'*Énéide* et celle de la *Phèdre* de Racine, prouvent à quel point il avait saisi les beautés des chœurs grecs, celles de Virgile et de notre grand tragique. Dans les vers lyriques de la *Fiancée* respire le souffle de Sophocle et d'Eschyle.

Comme Klopstock, l'auteur de la *Messiede*, Schiller, en 1792, fut nommé citoyen français par l'Assemblée nationale. Mais le diplôme, portant cette suscription: *Au sieur Gille, publiciste allemand*, ne lui parvint qu'en 1798.

⁵ Nous citons plus loin les deux principaux.

NOTICE SUR L'HISTOIRE DE LA GUERRE DE TRENTE ANS

Depuis bien longtemps, la *Guerre de Trente ans*, de Schiller, est un livre classique en France. Nous allons montrer, aussi succinctement que possible, qu'il mérite bien d'être mis entre les mains de la jeunesse de nos écoles. Et que cette démonstration au moins ne paraisse pas hors de propos. C'est qu'en Allemagne, depuis quelque temps, on a soulevé la question: Schiller est-il ou n'est-il pas historien? La question est grave, on le voit, et vaut bien la peine qu'on en dise quelque chose, d'autant plus que la plupart des critiques allemands répondent négativement. Voyons donc ce qu'il faut en penser. Schiller, en effet, après ce que l'histoire est devenue de nos jours, ne peut plus guère prétendre à ce titre. A quels travaux, à quelles patientes recherches ne se livrent pas les grands historiens contemporains de l'Allemagne, avant de prendre la plume? Nous parlons des Mommsen, des Ranke, des Gervinus. Ils remontent d'abord aux sources, ils fouillent dans la poussière des bibliothèques et des chancelleries, ils recueillent et déchiffrent des inscriptions, et, sans jamais lâcher la bride à leur imagination, ils cherchent à nous donner, de l'époque qu'ils décrivent ou qu'ils racontent, l'idée la plus exacte, la plus conforme à la vérité. De même chez nous ont fait les Thierry, les Guizot, les Villemain et les Thiers. Mais

tel n'a pas été le procédé suivi par Schiller. En quelques mois il avait non-seulement rassemblé les matériaux de son livre, mais écrit son livre. Il ne cite jamais les sources; il l'avait fait parcimonieusement pour sa première œuvre historique, la *Défection des Pays-Bas*; ici, on ne sait pas où il puise. Et où paraît d'abord la *Guerre de Trente ans*? Dans l'*Almanach des dames de Gæschen* (1791-1793). Est-ce bien là la place d'une œuvre historique sérieuse? Puis on cite de lui certains mots malheureux sur sa manière de concevoir l'histoire. Dans une lettre à Caroline de Beulwitz (10 décembre 1788), nous trouvons les passages suivants, que nous citerons dans la langue originale: «Ich werde immer eine schlechte Quelle für einen künftigen Geschichtsforscher sein, der das Unglück hat, sich an mich zu wenden... Die Geschichte ist überhaupt nur ein Magazin für meine Phantasie, und die Gegenstände müssen sich gefallen lassen, was sie unter meinen Händen werden⁶.»

Est-ce donc là sérieusement un livre classique? Eh bien, nous répondons hardiment oui, et voici nos raisons. D'abord, quoi qu'en puisse dire Niebuhr⁷, le style de Schiller est excellent. N'est-ce pas là un point essentiel pour des élèves qui cherchent un modèle de la bonne prose allemande? Ce sera toujours un des mérites immortels de Schiller d'avoir le premier écrit l'histoire d'une manière attrayante. Ensuite, au point de vue même des faits, nous ne croyons pas que l'on puisse reprocher à Schiller des

⁶ Janssen, *Schiller als Historiker*, p. 11. Fribourg en Brisgau, 1863.

⁷ Janssen, p. 125.

faussetés ou des erreurs graves. Il connaissait la guerre de Trente ans; il l'avait étudiée, dans des travaux de seconde main, soit; elle l'avait vivement intéressé; dès le début, il y voyait la matière d'un drame. Le reproche le plus sérieux que l'on puisse lui faire, c'est d'avoir écourté la fin, le cinquième livre, la période française en un mot. Déjà Duvau en fait la remarque dans la *Biographie universelle* de Michaud. Nous souscrivons donc volontiers au reproche que lui adresse M. Filon⁸ d'avoir tenu trop peu de compte des victoires de Condé. Mais pour Schiller, qui ne voyait dans l'histoire que des matériaux pour ses drames, quel intérêt pouvait avoir encore cette guerre, une fois que ses deux héros principaux, Gustave-Adolphe et Wallenstein, avaient disparu de la scène?

Où il faut peut-être le plus se défier de lui, c'est dans l'appréciation des faits et des personnages; mais ce n'est là qu'un petit inconvénient: même erronée, la manière de voir d'un Schiller a toujours son prix. Du reste, il a répondu lui-même à presque tous les reproches qu'on lui a adressés. Les voici en substance: Il a trop vu une guerre de religion dans ce qui était avant tout une guerre politique. Il peint trop en beau le vainqueur de Lützen. Il est allé trop loin dans ses attaques contre Tilly et Ferdinand. Eh bien! qu'on lise, à la fin du livre III, les considérations dont il fait suivre la mort de Gustave-Adolphe, et l'on verra qu'il ne le croyait pas aussi désintéressé

⁸ Dans le *Magasin de librairie*. La France et l'Autriche au dix-septième siècle. — 1859. Juillet, août, septembre.

qu'on veut bien le dire. Il est bien convaincu qu'il avait des projets de conquête en Allemagne: et il croit que sa mort vint à propos pour empêcher la guerre d'éclater entre lui et ses alliés; «enfin, dit-il, le plus grand service qu'il pût rendre à la liberté de l'Empire allemand, ce fut de mourir.» S'il est sévère pour Tilly, l'impitoyable vainqueur de Magdebourg, sans méconnaître ses talents comme général, n'est-il pas plein de réserve quand il s'agit du duc de Lauenbourg, François-Albert, que la voix publique accusait de complicité dans la mort du roi de Suède? Après avoir exposé tout ce qui a pu justifier ces soupçons, ne termine-t-il pas par ces belles paroles: «Mais ici, plus que partout ailleurs, il s'agit d'appliquer la maxime que, là où le cours naturel des choses suffit pleinement pour expliquer les événements, il ne faut pas déshonorer la dignité de la nature humaine par une accusation morale.» Quant à Wallenstein, voici ce qu'en dit M. Filon, à la page 328 de son article III: «La culpabilité de Wallenstein est encore un problème pour l'histoire. Qu'il ait été ambitieux, toute sa vie le prouve assez. Que, dans ses négociations comme dans ses guerres, il ait toujours consulté son intérêt particulier plus que celui de son maître; qu'il ait même rêvé la couronne de Bohême et qu'il ait espéré l'obtenir à l'aide des puissances étrangères, c'est ce dont on ne peut guère douter. Mais ce qui n'est point prouvé, c'est qu'il ait conspiré, comme on l'en a accusé, la mort de l'empereur et la ruine de la maison d'Autriche. Schiller, qui cherchait surtout un drame dans cette catastrophe, a accueilli sans examen les accusations portées contre le duc de Friedland;

mais les travaux de la critique moderne en Allemagne, ont rétabli la vérité. Le crime de trahison, qui fut le prétexte de l'assassinat, n'a été établi par aucun acte authentique. Les papiers originaux n'ont jamais été produits, et la cour de Vienne fut réduite à dire que les conjurés les avaient brûlés.» Évidemment, M. Filon ne peut avoir songé qu'au Wallenstein que Schiller a peint dans son drame. Car, à la fin du quatrième livre de son histoire, Schiller dit positivement la même chose que M. Filon.

Ainsi, nous le répétons, nous sommes persuadés que le livre de Schiller peut remplir, entre les mains de nos élèves, un double but et leur être doublement utile: d'abord, en leur offrant, dans la langue qu'ils étudient, un modèle de style, tout aussi bien que le *Charles XII* de Voltaire leur en offre un dans la leur; ensuite, en leur présentant un tableau vrai et animé de cette grande guerre de la première moitié du XVII^e siècle, qui eut des conséquences si fécondes pour la plupart des États de l'Europe.

Schmidt.

PREMIÈRE PARTIE

LIVRE PREMIER

Depuis l'époque où la guerre de religion commença en Allemagne, jusqu'à la paix de Westphalie, il ne s'est passé presque rien d'important et de mémorable dans le monde politique de l'Europe, où la réformation n'ait eu la part principale. Tous les grands événements qui eurent lieu dans cette période se rattachent à la réforme religieuse, si même ils n'y prennent leur source; et, plus ou moins, directement ou indirectement, les plus grands États, comme les plus petits, en ont éprouvé l'influence.

La maison d'Espagne n'employa guère son énorme puissance qu'à combattre les nouvelles opinions ou leurs adhérents. C'est par la réformation que fut allumée la guerre civile qui, sous quatre règnes orageux, ébranla la France jusque dans ses fondements, attira les armes étrangères dans le cœur de ce royaume, et en fit, pendant un demi-siècle, le théâtre des plus déplorables bouleversements. C'est la réformation qui rendit le joug espagnol insupportable aux Pays-Bas; c'est elle qui éveilla chez ce peuple le désir et le courage de s'en délivrer, et lui en donna, en grande partie, la force. Dans tout le mal que Philippe II voulut faire à la reine Élisabeth d'Angleterre, son seul but fut de se venger de ce qu'elle protégeait contre

lui ses sujets protestants et s'était mise à la tête d'un parti religieux qu'il s'efforçait d'anéantir. En Allemagne, le schisme dans l'Église eut pour conséquence un long schisme politique, qui livra, il est vrai, ce pays à la confusion durant plus d'un siècle, mais qui éleva en même temps un rempart durable contre la tyrannie. Ce fut en grande partie la réformation qui la première fit entrer les royaumes du Nord, la Suède et le Danemark dans le système européen, parce que leur accession fortifiait l'alliance protestante, et que cette alliance leur était à eux-mêmes indispensable. Des États qui, auparavant, existaient à peine les uns pour les autres, commencèrent à avoir, grâce à la réformation, un point de contact important, et à s'unir entre eux par des liens tout nouveaux de sympathie politique. De même que la réformation changea les rapports de citoyen à citoyen, et ceux des souverains avec leurs sujets, de même des États entiers entrèrent, par son influence, dans des relations nouvelles les uns avec les autres; et ainsi, par une marche singulière des choses, il fut réservé à la division de l'Église d'amener l'union plus étroite des États entre eux. A la vérité, cette commune sympathie politique s'annonça d'abord par un effet terrible et funeste: par une guerre de trente ans, guerre dévastatrice, qui, du milieu de la Bohême jusqu'à l'embouchure de l'Escaut, des bords du Pô jusqu'à ceux de la mer Baltique, dépeupla des contrées, ravagea les moissons, réduisit les villes et les villages en cendres; par une guerre où les combattants par milliers trouvèrent la mort, et qui éteignit, pour un demi-siècle, en Allemagne l'étincelle naissante

de la civilisation, et rendit à l'ancienne barbarie ses mœurs, qui commençaient à peine à s'améliorer. Mais l'Europe sortit affranchie et libre de cette épouvantable guerre, dans laquelle, pour la première fois, elle s'était reconnue pour une société d'États unis entre eux; et la sympathie réciproque des États, qui ne date, à proprement parler, que de cette guerre, serait déjà un assez grand avantage pour réconcilier le cosmopolite avec les horreurs qui la signalèrent. La main du travail a effacé insensiblement les traces funestes de la guerre, mais les suites bienfaisantes qui en découlèrent subsistent toujours. Cette même sympathie générale des États, qui fit ressentir à la moitié de l'Europe le contre-coup des événements de la Bohême, veille aujourd'hui au maintien de la paix qui a terminé cette lutte. Comme, du fond de la Bohême, de la Moravie et de l'Autriche, les flammes de la dévastation s'étaient frayé une route pour embraser l'Allemagne, la France, la moitié de l'Europe, de même, du sein de ces derniers États, le flambeau de la civilisation s'ouvrira un passage pour éclairer ces autres contrées.

Tout cela fut l'œuvre de la religion. Elle seule rendit tout possible; mais il s'en fallut beaucoup que tout se fît pour elle et à cause d'elle. Si l'intérêt particulier, si la raison d'État ne s'étaient promptement unis avec elle, jamais la voix des théologiens et celle du peuple n'auraient trouvé des princes si empressés, ni la nouvelle doctrine de si nombreux, si vaillants et si fermes défenseurs. Une grande part de la révolution ecclésiastique revient incontestablement à la force victorieuse de la vérité, ou

de ce qui était confondu avec la vérité. Les abus de l'ancienne Église, l'absurdité de plusieurs de ses doctrines, ses prétentions excessives devaient nécessairement révolter des esprits déjà gagnés par le pressentiment d'une lumière plus pure, et les disposer à embrasser la réforme. Le charme de l'indépendance, la riche proie des bénéfices ecclésiastiques devaient faire convoiter aux princes un changement de religion, et sans doute n'ajoutaient pas peu de force à leur conviction intime; mais la raison d'État pouvait seule les déterminer. Si Charles-Quint, dans l'ivresse de sa fortune, n'avait porté atteinte à l'indépendance des membres de l'Empire, il est peu probable qu'une ligue protestante se fût armée pour la liberté de religion. Sans l'ambition des Guises, jamais les calvinistes français n'auraient vu à leur tête un Condé, un Coligny; sans l'imposition du dixième et du vingtième denier, jamais le siège de Rome n'aurait perdu les Provinces-Unies. Les princes combattirent pour leur défense ou leur agrandissement; l'enthousiasme religieux recruta pour eux des armées et leur ouvrit les trésors de leurs peuples. La multitude, lorsqu'elle n'était pas attirée sous leurs drapeaux par l'espoir du butin, croyait répandre son sang pour la vérité, quand elle le versait pour l'intérêt des monarques.

Heureuses, cependant, les nations, que leur intérêt se trouvât cette fois étroitement lié à celui de leurs princes! C'est à ce hasard seulement qu'elles doivent leur délivrance de Rome. Heureux aussi les princes que le sujet, en combattant pour leur cause, combattît en même temps pour la sienne! A l'époque

dont nous écrivons l'histoire, aucun monarque d'Europe n'était assez absolu pour pouvoir se mettre au-dessus du vœu de ses sujets, dans l'exécution de ses desseins politiques. Mais que de peine pour gagner à ses vues la bonne volonté de son peuple et la rendre agissante! Les plus pressants motifs empruntés à la raison d'État ne trouvent que froideur chez les sujets, qui les comprennent rarement et s'y intéressent plus rarement encore. L'unique ressource d'un prince habile est alors de lier l'intérêt du cabinet à quelque autre intérêt qui touche de plus près le peuple, s'il en existe un de cette nature, ou de le faire naître, s'il n'existe pas.

Telle fut la position d'une grande partie des princes qui prirent fait et cause pour la réforme. Par un singulier enchaînement des choses, il fallut que le schisme de l'Église coïncidât avec deux circonstances politiques, sans lesquelles il aurait eu, selon les apparences, un tout autre développement. C'était, d'une part, la prépondérance soudaine de la maison d'Autriche, qui menaçait la liberté de l'Europe; de l'autre, le zèle actif de cette famille pour l'ancienne religion. La première de ces deux causes éveilla les princes; la seconde arma les peuples pour eux.

L'abolition d'une juridiction étrangère dans leurs États, l'autorité suprême dans les affaires ecclésiastiques, une digue opposée à l'écoulement des deniers envoyés à Rome, enfin la riche dépouille des bénéfices ecclésiastiques, étaient des avantages propres à séduire également tous les souverains: pourquoi, demandera-t-on peut-être, firent-ils moins

d'impression sur les princes de la maison d'Autriche? Qui empêcha cette maison, et surtout la branche allemande, de prêter l'oreille aux pressantes invitations d'un si grand nombre de ses sujets, et de s'enrichir, à l'exemple d'autres souverains, aux dépens d'un clergé sans défense? Il est difficile de se persuader que la croyance à l'infailibilité de l'Église romaine ait eu plus de part à la pieuse fidélité de cette maison, que la croyance contraire n'en eut à l'apostasie des princes protestants. Plusieurs motifs concoururent à faire des princes autrichiens les soutiens de la papauté. L'Espagne et l'Italie, d'où l'Autriche tirait une grande partie de ses forces, avaient pour le siège de Rome cet aveugle dévouement qui distingua, en particulier, les Espagnols dès le temps de la domination des Goths. La moindre tendance vers les doctrines abhorrées de Luther et de Calvin aurait enlevé irrévocablement au monarque d'Espagne les cœurs de ses sujets; la rupture avec la papauté pouvait lui coûter son royaume: un roi d'Espagne devait être un prince orthodoxe ou descendre du trône. Ses États d'Italie lui imposaient la même contrainte: il devait peut-être les ménager plus encore que ses Espagnols, parce qu'ils supportaient avec une extrême impatience le joug étranger, et qu'ils pouvaient le secouer plus aisément. D'ailleurs, ces États lui donnaient la France pour rivale et le chef de l'Église pour voisin: motifs assez puissants pour le détourner d'un parti qui détruisait l'autorité du pape, et pour qu'il s'efforçât de gagner le pontife romain par le zèle le plus actif pour l'ancienne religion.

A ces considérations générales, également importantes pour

tout roi d'Espagne, s'ajoutèrent pour chacun d'eux en particulier des raisons particulières. Charles-Quint avait en Italie un dangereux rival dans le roi de France, qui aurait vu ce pays se jeter dans ses bras, à l'instant même où Charles se serait rendu suspect d'hérésie. Précisément pour les projets qu'il poursuivait avec le plus de chaleur, la défiance des catholiques et une querelle avec l'Église lui auraient créé les plus grands obstacles. Quand Charles-Quint eut à se prononcer entre les deux partis religieux, la nouvelle religion n'avait pu encore se rendre respectable à ses yeux, et d'ailleurs on pouvait, selon toutes les vraisemblances, espérer encore un accommodement à l'amiable entre les deux Églises. Chez Philippe II, son fils et son successeur, une éducation monacale s'unissait à un caractère despotique et sombre pour entretenir dans son cœur, contre toute innovation en matière de foi, une haine implacable, qui ne pouvait guère être diminuée par la circonstance que ses adversaires politiques les plus acharnés étaient en même temps les ennemis de sa religion. Comme ses possessions européennes, dispersées parmi tant d'États étrangers, se trouvaient de toutes parts ouvertes à l'influence des opinions étrangères, il ne pouvait contempler avec indifférence les progrès de la réformation en d'autres pays, et son intérêt politique immédiat le poussait à prendre en main la cause de l'ancienne Église en général, pour fermer les sources de la contagion hérétique. La marche naturelle des choses plaça donc ce monarque à la tête de la religion catholique et de l'alliance que ses adhérents formèrent contre

les novateurs. Ce qui fut observé sous les longs règnes, remplis d'événements, de Charles-Quint et de son fils, devint une loi pour leurs successeurs, et plus le schisme s'étendit dans l'Église, plus l'Espagne dut s'attacher fermement au catholicisme.

La branche allemande de la maison d'Autriche semble avoir été plus libre; mais, si plusieurs de ces obstacles n'existaient pas pour elle, d'autres considérations l'enchaînaient. La possession de la couronne impériale, qu'on ne pouvait même pas se figurer sur une tête protestante (car comment un apostat de l'Église romaine aurait-il pu ceindre le diadème du saint empire romain?), attachait les successeurs de Ferdinand I^{er} au siège pontifical; Ferdinand lui-même lui fut dévoué sincèrement par des motifs de conscience. D'ailleurs, les princes autrichiens de la branche allemande n'étaient pas assez puissants pour se passer de l'appui de l'Espagne, et c'était y renoncer absolument que de favoriser la nouvelle religion. Leur dignité impériale les obligeait aussi à défendre la constitution germanique, par laquelle ils se maintenaient dans ce rang suprême, et que les membres protestants de l'Empire s'efforçaient de renverser. Si l'on considère encore la froideur des protestants dans les embarras des empereurs et dans les dangers communs de l'Empire, leurs violentes usurpations sur le temporel de l'Église, et leurs hostilités partout où ils se sentaient les plus forts, on comprendra que tant de motifs réunis devaient retenir les empereurs dans le parti de Rome et que leur intérêt particulier devait se confondre parfaitement avec celui de la religion

catholique. Comme le sort de cette religion dépendit peut-être entièrement de la résolution que prirent les princes autrichiens, on dut les considérer, dans toute l'Europe, comme les colonnes de la papauté. La haine qu'elle inspirait aux protestants se tourna donc aussi unanimement contre l'Autriche, et confondit peu à peu le protecteur avec la cause qu'il protégeait.

Cependant cette même maison d'Autriche, irréconciliable ennemie de la réforme, menaçait sérieusement par ses projets ambitieux, soutenus de forces prépondérantes, la liberté politique des États européens et surtout des membres de l'Empire. Ce danger tira nécessairement ces derniers de leur sécurité, et ils durent songer à leur propre défense. Leurs ressources habituelles n'auraient jamais suffi pour résister à un pouvoir aussi menaçant: ils durent donc demander à leurs sujets des efforts extraordinaires, et, les trouvant encore très-insuffisants, ils empruntèrent des forces à leurs voisins et cherchèrent, par des alliances entre eux, à contre-balancer une puissance trop forte pour chacun d'eux en particulier.

Mais les grandes raisons politiques qui engageaient les souverains à s'opposer aux progrès de l'Autriche n'existaient pas pour leurs sujets. Les avantages et les souffrances du moment peuvent seuls ébranler les peuples, et une sage politique ne doit jamais attendre ces mobiles-là. Ces princes eussent donc été fort à plaindre, si la fortune ne leur eût offert un autre mobile très-puissant qui passionna les peuples et excita chez eux un enthousiasme qu'on put opposer au danger politique, parce qu'il

se rencontrait dans un même objet avec ce danger. Ce mobile était la haine déclarée d'une religion que protégeait la maison d'Autriche; c'était le dévouement enthousiaste à une doctrine que cette maison s'efforçait de détruire par le fer et par le feu. Ce dévouement était ardent, cette haine implacable. Le fanatisme religieux craint les dangers lointains; l'enthousiasme ne calcule jamais ce qu'il sacrifie. Ce que le plus pressant péril politique n'aurait pu obtenir des citoyens, l'ardeur d'un zèle pieux le leur fit faire. Peu de volontaires eussent armé leurs bras pour l'État, pour l'intérêt du prince; mais pour la religion, le marchand, l'artisan, le cultivateur saisirent avec joie les armes. Pour l'État ou pour le souverain, on eût tâché de se dérober au plus léger impôt extraordinaire: pour la religion, on risqua son bien et son sang, toutes ses espérances temporelles. Des sommes trois fois plus fortes affluent maintenant dans le trésor du prince; des armées trois fois plus nombreuses entrent en campagne; et l'imminence du danger de la foi imprime à toutes les âmes un élan si prodigieux, que les sujets ne sentent point des efforts qui, dans une situation d'esprit plus calme, les auraient épuisés et accablés. La peur de l'inquisition espagnole ou des massacres de la Saint-Barthélemy fait trouver, chez leurs peuples, au prince d'Orange, à l'amiral Coligny, à la reine d'Angleterre, Élisabeth, et aux princes protestants de l'Allemagne, des ressources encore inexplicables aujourd'hui.

Cependant, des efforts particuliers, quelque grands qu'ils fussent, auraient produit peu d'effet contre une force qui était

supérieure même à celle du plus puissant monarque, s'il se présentait isolé; mais, dans ces temps d'une politique encore peu avancée, il n'y avait que des circonstances accidentelles qui pussent résoudre des États éloignés à s'entre-secourir. La différence de constitutions, de lois, de langage, de caractère national, qui faisait de chaque peuple et de chaque pays comme un monde à part et élevait entre eux de durables barrières, rendait chaque État insensible aux souffrances d'un autre, si même la jalousie nationale n'en ressentait pas une maligne joie. Ces barrières, la réformation les renversa. Un intérêt plus vif, plus pressant que l'intérêt national ou l'amour de la patrie, et tout à fait indépendant des relations civiles, vint animer chaque citoyen et des États tout entiers. Cet intérêt pouvait unir ensemble plusieurs États, et même les plus éloignés, tandis qu'il était possible que ce lien manquât à des sujets d'un même souverain. Le calviniste français eut avec le réformé genevois, anglais, allemand, hollandais, un point de contact, qu'il n'avait pas avec ses concitoyens catholiques. Il cessait donc, en un point essentiel, d'être citoyen d'un seul État, et de concentrer sur ce seul État toute son attention et tout son intérêt. Son cercle s'agrandit; il commence à lire son sort futur dans celui de peuples étrangers qui partagent sa croyance, et à faire sa cause de la leur. Ce fut seulement alors que les princes purent se hasarder à porter des affaires étrangères devant l'assemblée de leurs États; qu'ils purent espérer d'y trouver un accueil favorable et de prompts secours. Ces affaires étrangères sont devenues celles du pays, et l'on

s'empressent de tendre aux frères en la foi une main secourable, qu'on eût refusée au simple voisin et plus encore au lointain étranger. L'habitant du Palatinat quitte maintenant ses foyers, pour combattre en faveur de son coreligionnaire français contre l'ennemi commun de leur croyance. Le sujet français prend les armes contre une patrie qui le maltraite et va répandre son sang pour la liberté de la Hollande. Maintenant on voit Suisses contre Suisses, Allemands contre Allemands, armés en guerre pour décider, sur les rives de la Loire et de la Seine, la succession au trône de France. Le Danois franchit l'Eider et le Suédois le Belt, afin de briser les chaînes forgées pour l'Allemagne.

Il est très-difficile de dire ce que seraient devenues la réformation et la liberté de l'Empire, si la redoutable maison d'Autriche n'avait pris parti contre elles; mais ce qui paraît démontré, c'est que rien n'a plus arrêté les princes autrichiens dans leurs progrès vers la monarchie universelle que la guerre opiniâtre qu'ils firent aux nouvelles opinions. Dans aucune autre circonstance, il n'eût été possible aux princes moins puissants de contraindre leurs sujets aux sacrifices extraordinaires à l'aide desquels ils résistèrent au pouvoir de l'Autriche; dans aucune autre circonstance, les divers États n'auraient pu se réunir contre l'ennemi commun.

Jamais l'Autriche n'avait été plus puissante qu'après la victoire de Charles-Quint à Mühlberg, où il avait triomphé des Allemands. La liberté de l'Allemagne semblait anéantie à jamais avec la ligue de Smalkalde: mais on la vit renaître avec Maurice

de Saxe, naguère son plus dangereux ennemi. Tous les fruits de la victoire de Mühlberg périrent au congrès de Passau et à la diète d'Augsbourg, et tous les préparatifs de l'oppression temporelle et spirituelle aboutirent à des concessions et à la paix.

A la diète d'Augsbourg, l'Allemagne se divisa en deux religions et en deux partis politiques: elle ne se divisa qu'alors, parce qu'alors seulement la séparation devint légale. Jusque-là, on avait considéré les protestants comme des rebelles: on résolut alors de les traiter comme des frères, non qu'on les reconnût pour tels, mais parce qu'on y était forcé. La confession d'Augsbourg osa se placer dès lors à côté de la foi catholique, mais seulement comme une voisine tolérée, avec des droits provisoires de sœur. Tout membre séculier de l'Empire eut le droit de déclarer unique et dominante, sur son territoire, la religion qu'il professait, et d'interdire le libre exercice du culte à la communion rivale; il fut permis à tout sujet de quitter le pays où sa religion était opprimée. Alors, pour la première fois, la doctrine de Luther eut donc pour elle une sanction positive: si elle rampait dans la poussière en Bavière et en Autriche, elle avait la consolation de trôner en Saxe et en Thuringe. Toutefois, au souverain seul était réservé le droit de décider quelle religion serait professée ou proscrite dans ses provinces; quant aux sujets, qui n'avaient point de représentants à la diète, le traité ne s'occupait guère de leurs intérêts. Seulement, dans les principautés ecclésiastiques, où la religion catholique resta irrévocablement dominante, le libre exercice du culte fut stipulé en faveur des sujets protestants qui l'étaient avant

cette époque, et encore sous la seule garantie personnelle de Ferdinand, roi des Romains, qui avait ménagé cette paix: garantie contre laquelle avait protesté la partie catholique de l'Empire, et qui, insérée dans le traité de paix avec cette protestation, ne reçut point force de loi.

Au reste, si les opinions avaient seules divisé les esprits, avec quelle indifférence n'aurait-on pas considéré cette division! Mais à ces opinions étaient attachés des richesses, des dignités, des droits: circonstance qui rendit la séparation infiniment plus difficile. De deux frères qui avaient joui jusqu'alors en commun de leur patrimoine, l'un abandonnait la maison paternelle; de là résultait la nécessité de partager avec celui qui restait. Le père, n'ayant pu pressentir cette séparation, n'avait rien décidé pour ce cas. Pendant dix siècles, les bénéfices fondés par les ancêtres avaient formé successivement la richesse de l'Église, et ces ancêtres appartenaient aussi bien à celui qui partait qu'à son frère qui demeurait. Or, le droit de succession était-il attaché uniquement à la maison paternelle, ou tenait-il au sang? Les donations avaient été faites à l'Église catholique, parce qu'alors il n'en existait point encore d'autre; au frère aîné, parce qu'alors il était fils unique. Le droit d'aînesse serait-il appliqué dans l'Église, comme dans les familles nobles? De quelle valeur était la préférence accordée à une partie, quand l'autre ne pouvait pas encore lui être opposée? Les luthériens pouvaient-ils être exclus de la jouissance de ces biens, que pourtant leurs ancêtres avaient contribué à fonder, et en être exclus pour ce seul motif

qu'à l'époque de la fondation on ne connaissait pas encore cette division en luthériens et en catholiques? Les deux partis ont débattu et débattent encore cette question avec des arguments spécieux; mais il serait aussi difficile à l'un qu'à l'autre de prouver son droit. Le droit n'a de décisions que pour les cas supposables, et peut-être les fondations ecclésiastiques ne sont-elles pas de ce nombre, du moins lorsqu'on étend les volontés des fondateurs à des propositions dogmatiques. Comment supposer une donation éternelle faite à une opinion variable?

Quand le droit ne peut pas décider, la force décide, et c'est ce qui arriva ici. L'une des parties garda ce qu'on ne pouvait plus lui ôter; l'autre défendit ce qu'elle avait encore. Toutes les abbayes, tous les évêchés sécularisés avant la paix demeurèrent aux protestants; mais les catholiques prirent leurs sûretés en stipulant, par une réserve spéciale, qu'on n'en séculariserait plus d'autres à l'avenir. Tout possesseur d'une fondation ecclésiastique directement soumise à l'Empire, électeur, évêque ou abbé, est déchu de ses bénéfices et dignités, aussitôt qu'il passe à l'Église protestante; il doit évacuer ses possessions sur-le-champ, et le chapitre procède à une nouvelle élection, comme si la place était devenue vacante par un cas de mort. L'Église catholique d'Allemagne repose encore aujourd'hui sur cette ancre sacrée de la *réserve ecclésiastique*, qui fit dépendre de leur profession de foi toute l'existence temporelle des princes appartenant à l'Église. Que deviendrait cette Église, si l'ancre se brisait? Les membres protestants de l'Empire opposèrent à la réserve une

opiniâtre résistance, et, s'ils finirent par l'admettre dans le traité de paix, ce fut avec cette addition expresse que les deux parties ne s'étaient pas mises d'accord sur ce point. Pouvait-il être plus obligatoire pour eux que ne l'était pour les catholiques la garantie de Ferdinand en faveur des sujets protestants dans les domaines ecclésiastiques? La paix laissait donc subsister deux points litigieux, et c'est à leur sujet que la guerre s'alluma.

C'est ainsi que les choses se passèrent pour la liberté religieuse et les biens ecclésiastiques; il n'en fut pas autrement des droits et des dignités. Le système de l'Empire germanique était calculé pour une seule Église, parce qu'il n'en existait qu'une dans le temps où ce système prit naissance. L'Église s'est partagée, la religion divise la diète en deux partis: et l'on voudrait cependant que le système entier de l'Empire en suivit un seul exclusivement? Autrefois, tous les empereurs furent des fils de l'Église romaine, parce qu'elle était sans rivale en Allemagne; mais était-ce le rapport avec Rome qui constituait l'empereur des Allemands, et n'était-ce pas plutôt l'Allemagne qui se représentait dans son empereur? A l'ensemble du corps germanique appartient aussi la partie protestante: comment sera-t-elle représentée dans une suite non interrompue d'empereurs catholiques? Les membres de la diète se jugent eux-mêmes dans le tribunal suprême de l'Empire, parce que ce sont eux qui nomment les juges. Qu'ils soient eux-mêmes leurs juges, qu'il y ait une justice égale pour tous, c'est le but de l'institution: ce but peut-il être atteint, si les deux religions ne siègent pas dans le tribunal? Si, à l'époque de

la fondation, une seule croyance régnaît encore en Allemagne, ce fut un hasard; mais qu'aucun membre ne pût en opprimer un autre juridiquement, c'était l'objet essentiel de l'institution. Cet objet est manqué, si un des partis religieux est en possession exclusive de juger l'autre: or l'objet doit-il être sacrifié, par suite d'un changement accidentel? Les protestants ont fini, à grand'peine, par conquérir pour leur religion le droit de séance dans la chambre impériale, mais sans arriver encore à l'entière égalité des voix. Quant à la couronne d'empereur, aucun prince protestant ne s'y est élevé jusqu'à ce jour.

Quoi qu'on puisse dire de l'égalité que la paix religieuse d'Augsbourg introduisait entre les deux Églises, il est incontestable que l'Église catholique en sortit victorieuse. Tout ce qu'obtint la luthérienne, ce fut la tolérance; tout ce que l'Église catholique céda, elle le sacrifia à la nécessité et non à la justice. Ce n'était toujours pas une paix entre deux puissances jugées égales; c'était un simple compromis entre le souverain et un rebelle qu'il n'avait pu vaincre. Tous les procédés de l'Église catholique envers les protestants semblent avoir découlé de ce principe et en découler encore. C'était toujours un crime de passer dans l'Église protestante, puisque la défection était punie d'un dommage aussi grave que celui dont la réserve menace les princes ecclésiastiques apostats. Dans la suite encore, l'Église catholique préféra s'exposer à tout perdre par la force, plutôt que de céder volontairement et en droit le moindre avantage. On pouvait garder l'espoir de reprendre ce que la violence

aurait enlevé, et ce n'était jamais qu'une perte accidentelle; mais une prétention abandonnée, un droit concédé aux protestants, ébranlaient les fondements de l'Église catholique. Dans le traité même de la paix de religion, on ne perdit point de vue ce principe. Ce qu'on abandonna, dans cet accord, aux évangéliques, ne fut pas cédé sans réserve: il fut expressément déclaré que toutes les clauses ne seraient valables que jusqu'au prochain concile général, qui s'occuperait des moyens de réunir les deux Églises. Alors seulement, si cette dernière tentative échouait, la paix de religion serait d'une validité absolue. Si faible que fût l'espérance d'une réunion, si peu sérieuse que fût peut-être à cet égard l'intention des catholiques eux-mêmes, on n'en avait pas moins gagné de restreindre le traité par cette condition.

Ainsi cette paix de religion, qui devait éteindre pour toujours le feu de la guerre civile, ne fut au fond qu'un expédient temporaire, un ouvrage de la nécessité et de la force; elle ne fut point dictée par la loi de l'équité; elle ne fut point le fruit d'idées épurées sur la religion et la liberté de religion. Une paix qui eût eu ce caractère, les catholiques ne pouvaient la donner, et, si l'on veut être de bonne foi, les évangéliques ne pouvaient encore s'en accommoder. Bien loin de se montrer toujours absolument équitables envers les catholiques, ils opprimaient, quand cela était en leur pouvoir, les calvinistes, qui, il est vrai, n'étaient pas plus dignes de la tolérance, dans la meilleure acception du mot, vu qu'ils étaient eux-mêmes tout aussi éloignés de la pratiquer. Pour une paix de religion de ce genre, l'époque n'était pas mûre, et

il y avait encore trop de confusion dans les esprits. Comment une partie pouvait-elle demander à l'autre ce qu'elle était elle-même incapable d'accorder? Ce que chaque parti religieux sauva ou gagna dans le traité d'Augsbourg, il le dut à l'état accidentel de puissance où il se trouvait l'un par rapport à l'autre, lorsqu'on arrêta les bases de cette paix. Mais ce que la force avait gagné, la force dut le maintenir: il fallait donc que le rapport de puissance subsistât à l'avenir, sous peine de voir le traité perdre sa force. On avait tracé, l'épée à la main, les limites des deux Églises; il fallait les garder avec l'épée, ou sinon, malheur au parti qui désarmerait le premier! perspective incertaine, effrayante pour le repos de l'Allemagne, et qui déjà le menaçait du sein même de la paix.

L'Empire jouit alors d'une tranquillité momentanée: le lien d'une concorde passagère semblait réunir de nouveau en un seul corps ses membres divisés, en sorte que le sentiment du bien commun se réveilla même pour un temps. Mais la séparation avait atteint l'Empire au cœur; rétablir la première harmonie était chose désormais impossible. Si exactement que le traité de paix parût avoir déterminé les droits des deux parties, il n'en fut pas moins l'objet d'interprétations diverses. Il avait imposé un armistice aux combattants dans la plus grande chaleur de la lutte; il avait couvert le feu, il ne l'avait pas éteint, et, des deux côtés, il restait des prétentions non satisfaites. Les catholiques croyaient avoir trop perdu, les évangéliques n'avoir pas assez gagné; les uns et les autres se dédommageaient en interprétant, selon leurs vues, la paix, qu'ils n'osaient pas enfreindre encore.

Le puissant motif qui avait porté tant de princes protestants à embrasser avec un tel empressement la doctrine de Luther, je veux dire la prise de possession des biens ecclésiastiques, ne fut pas moins efficace après la conclusion de la paix qu'avant, et tous les bénéfices médiats, qui n'étaient pas encore dans leurs mains, y passèrent bientôt. Toute la basse Allemagne fut, en peu de temps, sécularisée, et, s'il en fut autrement dans la haute, cela tint à la vive résistance des catholiques, qui y avaient la supériorité. Quand un parti se sentait le plus fort, il molestait ou opprimait l'autre; les princes ecclésiastiques surtout, étant, de tous les membres de l'Empire, les plus dépourvus de moyens de défense, furent sans cesse inquiétés par le désir d'agrandissement de leurs voisins non catholiques. Quiconque se sentait incapable de repousser la force par la force se réfugiait sous les ailes de la justice, et les plaintes en spoliations, contre les membres protestants de la diète, s'accumulèrent devant le tribunal de l'Empire, assez disposé à poursuivre les accusés par ses sentences, mais trop peu soutenu pour les faire exécuter. La paix, qui accordait aux princes l'entière liberté de religion, avait aussi pourvu, en quelque manière, aux intérêts du sujet, en stipulant pour lui le droit de quitter en toute sécurité le pays où son culte serait opprimé. Mais la lettre morte du traité de paix ne pouvait le protéger contre les violences qu'un souverain peut se permettre envers un sujet détesté; contre les persécutions inouïes par lesquelles il peut entraver son émigration; contre les pièges, adroitement

tendus, dans lesquels l'artifice, joint à la force, peut enlacer les esprits. Le sujet catholique de princes protestants se plaignait hautement de la violation de la paix religieuse; l'évangélique, plus hautement encore, des persécutions que lui faisait subir son souverain catholique. L'animosité des théologiens et leur humeur querelleuse envenimaient des incidents insignifiants par eux-mêmes et enflammaient les esprits: heureux encore si cette rage théologique s'était épuisée sur l'ennemi commun, sans répandre son venin sur les alliés de sa propre croyance!

L'union des protestants entre eux serait à la fin parvenue à maintenir l'équilibre entre les deux partis opposés et à prolonger ainsi la paix; mais, pour mettre le comble à la confusion, cette union cessa bientôt. La doctrine que Zwingle avait répandue à Zurich et Calvin à Genève ne tarda pas à s'établir aussi en Allemagne et à diviser les protestants, au point qu'ils ne se reconnaissaient presque plus entre eux qu'à leur commune haine contre la papauté. Les protestants de cette époque ne ressemblaient plus à ceux qui avaient présenté, cinquante années auparavant, leur confession de foi à Augsbourg; et la raison de ce changement, c'est dans cette confession même qu'il faut la chercher. Par elle, une limite positive fut tracée à la croyance luthérienne, avant que l'esprit d'examen, qui s'était éveillé, acquiesçât à cette limite, et les protestants sacrifièrent aveuglément une partie de ce qu'ils avaient gagné à se séparer de Rome. Ils trouvaient déjà un point de réunion suffisant dans les griefs que tous les protestants élevaient également

contre la hiérarchie romaine et les abus de l'Église, dans leur commune improbation des dogmes catholiques; cependant, ils cherchèrent ce point de réunion dans un nouveau système de croyance positive, où ils placèrent le signe distinctif de leur Église, son caractère essentiel et sa prééminence, et auquel ils rattachèrent le traité qu'ils conclurent avec les catholiques. C'est simplement comme adhérents à la confession de foi qu'ils conclurent la paix de religion: ce titre seul donnait part aux avantages de cette paix; aussi, quel que fût le résultat, ces adhérents devaient bientôt se trouver dans une fâcheuse position. Une barrière permanente était opposée à l'esprit d'examen, si les prescriptions de la confession de foi obtenaient une aveugle soumission; mais le point de réunion était perdu, si l'on se divisait au sujet du formulaire adopté. Malheureusement ce double effet se produisit, et les conséquences funestes de l'un et de l'autre se manifestèrent. L'un des partis s'attacha fermement à la première confession, et, si les calvinistes s'en éloignèrent, ce fut uniquement pour s'enfermer, d'une manière semblable, dans un nouveau système de doctrine.

Les protestants ne pouvaient donner à leur ennemi commun de plus spécieux prétexte que cette division intestine, ni de spectacle plus agréable que celui de l'animosité avec laquelle ils se poursuivaient les uns les autres. Qui pouvait maintenant faire un crime aux catholiques de trouver ridicule l'arrogance avec laquelle les réformateurs avaient prétendu annoncer le seul vrai système de religion? qui pouvait les blâmer d'emprunter

aux protestants eux-mêmes des armes contre les protestants? et, en présence de ces opinions contradictoires, de s'attacher à l'autorité de leur croyance, qui, en partie, avait du moins pour elle une antiquité respectable et une majorité de suffrages plus respectable encore? Mais les protestants furent jetés par leur division dans des embarras plus sérieux encore. La paix de religion ne concernait que les adhérents à la confession de foi, et les catholiques les pressèrent de déclarer qui ils entendaient reconnaître pour leurs coreligionnaires. Les évangeliques ne pouvaient, sans charger leur conscience, admettre dans leur union les réformés; ils ne pouvaient les exclure sans convertir d'utiles amis en dangereux ennemis. Cette déplorable séparation ouvrit ainsi la voie aux machinations des jésuites, pour semer la défiance entre les deux partis et détruire l'accord de leurs mesures. Enchaînés par la double crainte des catholiques et des adversaires qu'ils avaient dans leur propre secte, les protestants négligèrent le moment unique de conquérir à leur Église un droit absolument égal à celui de l'Église romaine. Ils eussent échappé à tous ces embarras, la séparation des réformés eût été sans préjudice pour la cause commune, si l'on avait cherché le point de réunion uniquement dans ce qui éloignait de l'Église romaine, et non dans des confessions d'Augsbourg ou des formulaires de concorde.

Si divisé que l'on fût sur tout le reste, on sentait unanimement qu'une sûreté qu'on n'avait due qu'à l'égalité des forces ne pouvait être maintenue que par cette égalité. Les réformes continuelles

d'un parti, les efforts contraires de l'autre, entretenaient des deux côtés la vigilance, et la teneur du traité de paix était le sujet de contestations éternelles. Chaque démarche d'un parti semblait nécessairement à l'autre tendre à violer la paix; ce qu'on se permettait à soi-même n'avait pour objet que de la maintenir. Tous les mouvements des catholiques n'avaient pas un but offensif, comme le leur reprochaient leurs adversaires; de leurs actes, plus d'un leur était imposé par la nécessité de se défendre. L'autre parti avait fait voir, d'une manière non équivoque, à quoi devaient s'attendre les catholiques si malheureusement ils avaient le dessous. L'avidité de la secte protestante pour les biens de l'Église ne leur laissait espérer aucun ménagement, sa haine, aucune générosité, aucune tolérance.

Mais les protestants étaient excusables aussi de montrer peu de confiance en la loyauté des catholiques. Les traitements perfides et barbares qu'on se permettait en Espagne, en France et dans les Pays-Bas envers leurs coreligionnaires; le honteux subterfuge de certains princes catholiques, qui se faisaient délier par le chef de l'Église des serments les plus sacrés; l'abominable maxime, qu'on n'était pas tenu de garder sa foi et sa parole aux hérétiques, avaient déshonoré l'Église romaine aux yeux de tous les gens de bien. Point de promesse dans la bouche d'un catholique, point de serment si redoutable, qui pût rassurer le protestant. Comment se serait-il reposé sur la paix de religion, que les jésuites présentaient dans toute l'Allemagne comme une transaction provisoire, et que Rome avait même solennellement

rejetée?

Cependant le concile général, auquel on s'était référé dans le traité de paix, s'était tenu dans la ville de Trente, mais, comme on l'avait prévu, sans pouvoir réconcilier les deux partis qui se combattaient, sans leur avoir fait faire un seul pas vers cette réconciliation, enfin sans que les protestants y eussent seulement envoyé des députés. Ils étaient désormais solennellement condamnés par l'Église, dont le concile se déclarait le représentant. Pouvaient-ils trouver une garantie suffisante contre l'anathème dans un traité profane, et, de plus, imposé par la force des armes, un traité appuyé sur une condition qui semblait mise à néant par le décret du concile? L'apparence du droit ne manquait donc plus aux catholiques, s'ils se sentaient d'ailleurs assez forts pour enfreindre la paix de religion, et les protestants n'étaient plus protégés que par le respect qu'inspirerait leur propre force.

D'autres causes s'ajoutèrent à celles-là, pour augmenter la défiance. L'Espagne, sur qui s'appuyait l'Allemagne catholique, faisait alors aux Pays-Bas une violente guerre, qui avait amené aux frontières de l'Allemagne l'élite des forces espagnoles. Comme elles seraient bien vite au cœur de l'Empire, si un coup décisif les y rendait nécessaires! L'Allemagne était alors comme une place de recrutement pour presque toutes les puissances européennes. La guerre de religion y avait amassé des soldats que la paix laissait sans pain. Il était facile, à tant de princes, indépendants les uns des autres, de réunir des troupes, qu'ils

louaient ensuite à des puissances étrangères, soit par l'appât du gain, soit par esprit de parti. Philippe II attaqua les Pays-Bas avec des troupes allemandes, et ils se défendirent avec des troupes allemandes. En Allemagne, des levées de ce genre alarmaient toujours un des deux partis: elles pouvaient tendre à son oppression. Un envoyé qui parcourait le pays, un légat extraordinaire du pape, une conférence de princes, enfin toute nouveauté, était nécessairement une menace pour les uns ou pour les autres. Ainsi vécut l'Allemagne pendant un demi-siècle, toujours la main sur l'épée: le moindre bruit de feuille effrayait.

Ferdinand I^{er}, roi de Hongrie, et son excellent fils, Maximilien II, tinrent, durant cette époque difficile, les rênes de l'Empire. Avec un cœur plein de droiture, avec une patience vraiment héroïque, Ferdinand avait ménagé la paix d'Augsbourg et prodigué inutilement sa peine pour réunir les deux Églises dans le concile de Trente. Abandonné par son neveu, Philippe d'Espagne, pressé à la fois en Hongrie et en Transylvanie par les armes victorieuses des Turcs, comment cet empereur aurait-il pu songer à violer la paix de religion et à détruire lui-même son laborieux ouvrage? Les faibles ressources de ses domaines épuisés ne pouvaient suffire aux frais considérables de cette guerre des Turcs, toujours renaissante: il fallait recourir à l'assistance de l'Empire, dont la paix de religion tenait seule encore réunis en un même corps les membres divisés. L'état des finances de Ferdinand lui rendait les protestants aussi nécessaires que les catholiques, et lui imposait, par conséquent, l'obligation

de traiter les uns et les autres avec une égale justice: au milieu de leurs prétentions si contraires, c'était un véritable travail de géant. Aussi le succès fut loin de répondre à ses vœux; et sa condescendance envers les protestants ne servit qu'à réserver pour ses petits-fils la guerre, qui n'affligea pas ses derniers regards. La fortune ne fut pas beaucoup plus favorable à son fils Maximilien, que la contrainte des circonstances et sa vie trop courte empêchèrent seules peut-être d'élever la nouvelle religion sur le trône impérial. La nécessité avait appris au père à ménager les protestants; la nécessité et la justice dictèrent au fils la même conduite. Il en coûta cher au petit-fils de n'avoir ni écouté la justice ni cédé à la nécessité.

Maximilien laissa six enfants mâles: l'aîné, l'archiduc Rodolphe, hérita seul de ses États et monta sur le trône impérial; ses frères ne reçurent que de faibles apanages. Une ligne collatérale, continuée par leur oncle, Charles de Styrie, possédait quelques annexes de territoires, qui furent réunies à la succession dès le règne de Ferdinand II, son fils. Ainsi, ces pays exceptés, la vaste puissance de la maison d'Autriche se trouvait maintenant réunie tout entière dans une seule main; mais malheureusement cette main était faible.

Rodolphe II n'était pas sans vertus, qui certainement lui auraient gagné l'amour des hommes, si son lot eût été la condition privée. Son caractère était doux; il aimait la paix; il cultivait les sciences, surtout l'astronomie, l'histoire naturelle, la chimie et l'étude des antiquités, avec une ardeur passionnée, mais qui lui

fit négliger les affaires publiques, quand la situation inquiétante de l'État réclamait la plus sérieuse attention, et qui l'entraîna dans des prodigalités funestes, alors que ses finances épuisées rendaient nécessaire la plus rigoureuse économie. Son goût pour l'astronomie s'égara en rêveries astrologiques, auxquelles s'abandonne si aisément un esprit craintif et mélancolique, comme était le sien. Ce caractère et une jeunesse passée en Espagne ouvrirent son oreille aux inspirations de cette cour et aux mauvais conseils des jésuites, qui finirent par le gouverner absolument. Entraîné par des fantaisies d'amateur si peu dignes de son haut rang, effrayé par des prédictions ridicules, il se déroba, selon la coutume espagnole, aux yeux de ses sujets, pour s'enfouir au milieu de ses antiquités et de ses pierres gemmes, et s'enfermer dans son laboratoire ou dans ses écuries, tandis que la discorde la plus menaçante dénouait tous les liens du corps germanique, et que la flamme de la révolte commençait déjà à battre les marches de son trône. L'approche de sa personne était interdite à tous, sans exception. Il laissait en suspens les plus pressantes affaires. La perspective de la riche succession d'Espagne s'évanouit, parce qu'il ne sut se résoudre à épouser l'infante Isabelle. L'Empire était menacé de la plus épouvantable anarchie, parce que son chef, quoique sans héritier, ne pouvait se déterminer à faire élire un roi des Romains. Les états d'Autriche lui refusèrent l'obéissance; la Hongrie et la Transylvanie se détachèrent de sa souveraineté, et la Bohême ne tarda pas à suivre leur exemple. Les successeurs de ce Charles-Quint, si

redouté, couraient le danger d'être dépouillés d'une partie de leurs possessions par les Turcs, d'une autre par les protestants, et de succomber, sans espoir de salut, sous une ligue puissante de princes, qu'un grand monarque formait contre eux en Europe. Dans l'intérieur de l'Allemagne, il arriva ce qu'on avait toujours vu arriver quand le trône était vacant ou que l'empereur manquait des qualités impériales. Les membres de l'Empire, lésés ou abandonnés par leur chef suprême, cherchent leur secours en eux-mêmes, et il faut que des alliances suppléent à l'autorité qu'ils ne trouvent pas dans l'empereur. L'Allemagne se partage en deux *unions*, qui s'observent mutuellement les armes à la main. Rodolphe, adversaire méprisé de l'une, protecteur impuissant de l'autre, reste oisif et inutile entre elles, également incapable de disperser ses ennemis et de dominer ses partisans. Que pouvait attendre, en effet, l'empire germanique d'un prince qui n'était pas même capable de défendre contre un ennemi intérieur ses États héréditaires? Pour prévenir la ruine complète de la maison d'Autriche, sa propre famille se réunit contre lui, et une faction puissante se jette dans les bras de son frère. Chassé de tous ses domaines, il n'a plus à perdre que la couronne impériale, et la mort vient à propos lui sauver cette dernière ignominie.

Ce fut le mauvais génie de l'Allemagne qui lui donna pour chef un Rodolphe, à cette époque difficile, où une souple prudence et un bras puissant pouvaient seuls conserver la paix de l'Empire. En un temps plus tranquille, la Confédération germanique se serait elle-même tirée d'affaire, et Rodolphe,

comme tant d'autres de son rang, aurait caché sa faiblesse dans une obscurité mystérieuse. Le besoin pressant des vertus qui lui manquaient fit paraître au grand jour son incapacité. La situation de l'Allemagne demandait un empereur qui pût donner par ses propres forces du poids à ses résolutions, et les États héréditaires de Rodolphe, quelque considérables qu'ils fussent, se trouvaient dans une situation qui plaçait leur souverain dans un extrême embarras.

Les princes autrichiens étaient, à la vérité, catholiques, et de plus les soutiens de la papauté; mais il s'en fallait beaucoup que leurs États fussent catholiques comme eux. Les nouvelles opinions y avaient aussi pénétré; favorisées par les embarras de Ferdinand et la bonté de Maximilien, elles s'y étaient répandues avec un rapide succès. Les domaines autrichiens présentaient en petit le même spectacle que l'Allemagne en grand. La plupart des seigneurs et des chevaliers étaient évangéliques, et dans les villes les protestants avaient acquis une grande prépondérance. Lorsqu'ils eurent réussi à faire siéger dans les états des provinces quelques-uns des leurs, peu à peu les protestants occupèrent, l'une après l'autre, les charges provinciales, remplirent les conseils et supplantèrent les catholiques. Contre l'ordre nombreux des seigneurs et des chevaliers et les députés des villes, que pouvait faire la voix de quelques prélats, que des railleries grossières et un mépris insultant finirent même par chasser entièrement de la diète? L'assemblée des états d'Autriche devint ainsi insensiblement

toute protestante, et, dès lors, la réforme fit des pas rapides vers une existence publique. Le prince dépendait des états, parce que c'étaient eux qui refusaient ou consentaient les impôts. Ils profitèrent de la gêne financière de Ferdinand et de son fils, pour arracher à ces princes une liberté religieuse après l'autre. Enfin Maximilien accorda à l'ordre des seigneurs et des chevaliers le libre exercice de leur culte, mais seulement sur leur propre territoire et dans leurs châteaux. Le zèle indiscret des prédicateurs évangéliques franchit ces bornes fixées par la sagesse. Au mépris de la défense formelle, plusieurs se firent entendre publiquement dans les villes de province et même à Vienne, et le peuple courait en foule à ce nouvel évangile, dont le meilleur assaisonnement était les allusions et les invectives. Ce fut pour le fanatisme un aliment toujours nouveau, et l'aiguillon de ce zèle impur envenima la haine des deux Églises, si voisines l'une de l'autre.

Parmi les États héréditaires de l'Autriche, il n'en était pas de moins sûrs et de plus difficiles à défendre que la Hongrie et la Transylvanie. L'impossibilité de protéger ces deux pays contre la puissance voisine et supérieure des Turcs avait déjà amené Ferdinand à la détermination humiliante de reconnaître, par un tribut annuel, la suzeraineté de la Porte sur la Transylvanie: funeste aveu d'impuissance, et encore plus dangereuse amorce pour une inquiète noblesse, lorsqu'elle croirait avoir à se plaindre de son souverain. Les Hongrois ne s'étaient pas soumis sans réserve à la maison d'Autriche.

Ils maintenaient la liberté d'élire leur roi, et ils réclamaient fièrement tous les droits constitutionnels inséparables de cette liberté. Le proche voisinage de l'empire turc et la facilité de changer de maître impunément fortifiaient encore les magnats dans leur insolence. Mécontents de l'Autriche, ils se jetaient dans les bras des Ottomans; peu satisfaits de ceux-ci, ils revenaient à la souveraineté allemande. Leur passage fréquent et rapide d'une domination à une autre avait influé sur leur caractère: de même que leur pays flottait entre les deux souverainetés allemande et ottomane, leur esprit balançait incertain entre la révolte et la soumission. Plus ces deux pays souffraient de se voir abaissés à l'état de provinces d'une monarchie étrangère, plus ils aspiraient invinciblement à obéir à un chef choisi parmi eux: aussi n'était-il pas difficile à un noble entreprenant d'obtenir leur hommage. Le pacha turc le plus voisin s'empressait d'offrir le sceptre et la couronne à un seigneur révolté contre l'Autriche; un autre avait-il enlevé quelques provinces à la Porte, l'Autriche lui en assurait la possession avec le même empressement, heureuse de conserver par là une ombre de souveraineté et d'avoir gagné un rempart contre les Turcs. Plusieurs de ces magnats, Bathori, Boschkai, Ragoczy, Bethlen, s'élevèrent ainsi successivement, en Hongrie et en Transylvanie, comme rois tributaires, et ils se maintinrent sans autre politique que de s'attacher à l'ennemi, pour se rendre plus redoutables à leur maître.

Ferdinand, Maximilien et Rodolphe, tous trois souverains de Transylvanie et de Hongrie, épuisèrent leurs autres États pour

défendre ces deux pays contre les invasions des Turcs et les révoltes intérieures. A des guerres désastreuses succédaient sur ce sol de courtes trêves, qui n'étaient guère moins funestes. La contrée était au loin dévastée dans toutes les directions, et le sujet maltraité se plaignait également de son ennemi et de son protecteur. Dans ces provinces aussi, la réforme avait pénétré, et, à l'abri de leur liberté d'états, à la faveur du tumulte, elle avait fait de sensibles progrès. On l'attaqua alors aussi imprudemment, et l'exaltation religieuse rendit l'esprit de faction plus redoutable. La noblesse de Transylvanie et de Hongrie, conduite par un rebelle audacieux, nommé Boschkai, lève l'étendard de la révolte. Les insurgés hongrois sont sur le point de faire cause commune avec les protestants mécontents d'Autriche, de Moravie et de Bohême, et d'entraîner tous ces pays dans un même et formidable soulèvement. Dès lors, la ruine de la religion romaine y devenait inévitable.

Dès longtemps, les archiducs d'Autriche, frères de l'empereur, voyaient avec une indignation muette la chute de leur maison: ce dernier événement fixa leur résolution. Le deuxième fils de Maximilien, l'archiduc Matthias, héritier présomptif de Rodolphe et gouverneur de Hongrie, se leva pour soutenir la maison chancelante de Habsbourg. Dans ses jeunes années, entraîné par le désir d'une fausse gloire, ce prince avait, contre l'intérêt de sa famille, prêté l'oreille aux invitations de quelques rebelles des Pays-Bas, qui l'appelaient dans leur patrie, pour défendre les libertés de la nation contre son propre parent,

Philippe II. Matthias, qui avait cru reconnaître dans la voix d'une faction isolée celle du peuple néerlandais tout entier, parut, à cet appel, dans les Pays-Bas. Mais le succès répondit aussi peu aux désirs des Brabançons qu'à son attente, et il abandonna sans gloire une imprudente entreprise. Sa seconde apparition dans le monde politique n'en eut que plus d'éclat.

Ses représentations redoublées à l'empereur étant demeurées sans effet, il appela à Presbourg les archiducs, ses frères et ses cousins, et délibéra avec eux sur le danger croissant de leur maison. Ses frères sont unanimes pour lui remettre, comme à l'aîné, la défense de leur héritage, que laissait périr un frère imbécile. Ils déposent dans les mains de cet aîné tout leur pouvoir et tous leurs droits, et l'investissent de la pleine autorité d'agir selon ses vues pour le bien commun. Matthias ouvre aussitôt des négociations avec la Porte et les rebelles hongrois. Il est assez habile pour sauver le reste de la Hongrie, au moyen d'une paix avec les Turcs, et les prétentions de l'Autriche sur les provinces perdues, par un traité avec les rebelles. Mais Rodolphe, aussi jaloux de sa puissance souveraine que négligent pour la soutenir, refuse de ratifier cette paix, qu'il regarde comme une atteinte coupable à sa suprématie. Il accuse l'archiduc d'intelligence avec l'ennemi et de projets criminels sur la couronne de Hongrie.

L'activité de Matthias n'était rien moins qu'exempte de vues intéressées, mais la conduite de l'empereur hâta l'exécution de ces vues. La reconnaissance lui assurait l'attachement des Hongrois, auxquels il venait de donner la paix; ses négociateurs

lui promettaient le dévouement de la noblesse; en Autriche même, il pouvait compter sur un nombreux parti: il ose donc déclarer plus ouvertement ses desseins et contester, les armes à la main, avec l'empereur. Les protestants d'Autriche et de Moravie, préparés de longue main à la révolte et gagnés maintenant par l'archiduc, qui leur promet la liberté de conscience, prennent hautement et publiquement son parti, et effectuent leur réunion, depuis longtemps redoutée, avec les rebelles hongrois. Une formidable conjuration s'est formée tout à coup contre l'empereur. Il se résout trop tard à réparer la faute commise; en vain il essaye de dissoudre cette ligue funeste. Déjà tout le monde est en armes; la Hongrie, l'Autriche et la Moravie ont rendu hommage à Matthias, qui marche déjà sur la Bohême, où il va chercher l'empereur dans son château et trancher le nerf de sa puissance.

Le royaume de Bohême n'était pas pour l'Autriche une possession beaucoup plus tranquille que la Hongrie: la seule différence était que, dans celle-ci, c'étaient plutôt des causes politiques, et, dans celle-là, la religion qui entretenaient la discorde. La Bohême avait vu, un siècle avant Luther, éclater le premier feu des guerres de religion: la Bohême, un siècle après Luther, vit s'allumer la flamme de la guerre de Trente ans. La secte, à laquelle Jean Huss donna naissance, avait toujours subsisté depuis dans ce royaume, d'accord avec l'Église romaine pour les cérémonies de la doctrine, à l'exception du seul article de la cène, que les hussites prenaient sous les deux espèces.

Le concile de Bâle avait accordé ce privilège aux adhérents de Huss, dans une convention particulière, les *compactata de Bohême*, et, quoique les papes eussent ensuite contesté cette concession, les hussites continuaient d'en jouir sous la protection des lois. L'usage du calice étant l'unique signe remarquable qui distinguât cette secte, on la désignait par le nom d'*utraquistes* (les communiants sous l'une et l'autre espèce), et elle se complaisait dans cette dénomination, parce qu'elle lui rappelait le privilège qui lui était si cher. Mais sous ce nom se cachait aussi la secte, beaucoup plus rigide, des «frères bohêmes et moraves,» qui s'écartaient de l'Église dominante en des points beaucoup plus importants et qui avaient beaucoup de rapports avec les protestants d'Allemagne. Chez les uns comme chez les autres, les nouveautés religieuses allemandes et suisses firent rapidement fortune, et le nom d'*utraquistes*, sous lequel ils surent cacher toujours leur changement de principes, les garantissait de la persécution.

Au fond, ils n'avaient plus de commun que le nom avec les anciens *utraquistes*; ils étaient, en réalité, de vrais protestants. Pleins de confiance dans la force de leur parti et la tolérance de l'empereur, ils osèrent, sous le règne de Maximilien, mettre au jour leurs véritables sentiments. A l'exemple des Allemands, ils rédigèrent une confession de foi, dans laquelle luthériens et calvinistes reconnurent leurs opinions, et ils demandèrent que tous les privilèges de l'Église *utraquiste* d'autrefois fussent transférés à cette nouvelle confession. Cette demande rencontra

de l'opposition chez leurs collègues catholiques des états, et ils durent se contenter d'une assurance verbale de la bouche de l'empereur.

Tant que Maximilien vécut, ils jouirent, même sous leur nouvelle forme, d'une complète tolérance; mais, sous son successeur, les choses changèrent de face. Il parut un édit impérial qui enlevait aux soi-disant frères bohêmes la liberté de religion. Ces frères bohêmes ne se distinguaient en rien des autres utraquistes: la sentence de leur condamnation frappait donc nécessairement à la fois tous les associés à la confession de Bohême. Aussi s'opposèrent-ils unanimement dans la diète au mandat impérial, mais ce fut sans succès. L'empereur et les membres catholiques des états s'appuyèrent sur les *compactata* et sur le droit national de Bohême, où assurément il ne se trouvait rien encore en faveur d'une religion qui, au temps où cette ancienne législation naquit, n'avait pas encore pour elle la voix de la nation. Mais combien de changements s'étaient faits depuis! Ce qui n'était alors qu'une secte insignifiante était devenu l'Église dominante; et n'était-ce pas une véritable chicane de vouloir fixer par d'anciens pactes les limites d'une religion nouvelle? Les protestants de Bohême invoquèrent la garantie verbale de Maximilien et la liberté religieuse des Allemands, auxquels ils ne voulaient être inférieurs en aucun point. Efforts inutiles: on refusa tout.

Tel était en Bohême l'état des choses quand Matthias, déjà maître de la Hongrie, de l'Autriche et de la Moravie, parut devant

Kollin, pour soulever aussi les états du pays contre l'empereur. L'embarras de Rodolphe fut à son comble. Abandonné de tous ses autres pays héréditaires, il fondait sa dernière espérance sur les états de Bohême, et il pouvait prévoir qu'ils abuseraient de sa détresse pour le forcer d'admettre leurs prétentions. Après tant d'années, il reparut enfin publiquement à la diète de Prague. Pour montrer, au peuple aussi, qu'il vivait encore, il fallut ouvrir tous les volets de la galerie, longeant la cour, par laquelle il passa. C'est assez dire où, quant à lui, l'on en était venu. Ce qu'il avait craint arriva. Les états, qui sentaient leur importance, ne voulurent entendre à rien, avant d'avoir obtenu pour leurs privilèges constitutionnels et pour la liberté de religion une pleine sûreté. Il était inutile de recourir maintenant encore aux anciens subterfuges; le sort de l'empereur était dans leurs mains: il dut se plier à la nécessité. Cependant, il ne céda que pour les autres demandes: il se réserva de régler à la prochaine diète les affaires de religion.

Alors les Bohêmes prirent les armes pour la défense de Rodolphe: une sanglante guerre civile entre les deux frères paraissait inévitable; mais l'empereur, qui ne craignait rien tant que de rester dans cette servile dépendance des états, n'en attendit pas l'explosion et s'empessa de s'accommoder par une voie pacifique avec l'archiduc son frère. Par un acte formel de renonciation, il abandonna à celui-ci, ce qu'il ne pouvait plus lui reprendre, l'Autriche et la Hongrie, et il le reconnut pour son successeur au trône de Bohême.

L'empereur n'avait payé si cher sa délivrance que pour s'engager immédiatement après dans un nouvel embarras. Les affaires de religion de la Bohême avaient été renvoyées à la prochaine diète: elle s'ouvrit en 1609. Les états demandaient la liberté du culte, telle qu'elle avait existé sous le dernier empereur, un consistoire particulier, la cession de l'université de Prague, et la permission de nommer dans leur sein des défenseurs, ou protecteurs de leur liberté. Rodolphe s'en tint à sa première réponse: le parti catholique avait enchaîné toutes les résolutions du timide empereur. Si réitérées et si menaçantes que fussent les représentations des états, il persista dans sa première déclaration de n'accorder rien au delà des anciennes conventions. La diète se sépara sans avoir rien obtenu, et ses membres, irrités contre l'empereur, convinrent entre eux de se réunir à Prague, de leur propre autorité, pour aviser eux-mêmes à leurs intérêts.

Ils parurent en grand nombre à Prague, et les délibérations suivirent leur cours, sans égard à la défense de l'empereur, et presque sous ses yeux. La condescendance qu'il commença à montrer ne fit que leur prouver combien ils étaient redoutés et accrut leur audace: sur l'article principal, Rodolphe resta inébranlable. Alors ils exécutèrent leurs menaces, et prirent sérieusement la résolution d'établir eux-mêmes en tous lieux le libre exercice de leur culte et d'abandonner l'empereur dans sa détresse, jusqu'à ce qu'il eût approuvé cette mesure. Ils allèrent plus loin, et se donnèrent eux-mêmes les défenseurs que l'empereur leur refusait. On en désigna dix de chacun des

trois ordres; on résolut de mettre sur pied au plus tôt une force militaire, et le comte de Thurn, principal instigateur de cette révolte, fut nommé général major. Des actes si sérieux obligèrent enfin Rodolphe de céder: les Espagnols eux-mêmes le lui conseillèrent. Dans la crainte que les états, poussés à bout, ne se donnassent enfin au roi de Hongrie, il signa la fameuse *lettre impériale* ou *de Majesté* que les Bohêmes ont invoquée, sous les successeurs de Rodolphe, pour justifier leur soulèvement.

Par cette lettre, la confession de Bohême, que les états avaient présentée à Maximilien, acquérait absolument les mêmes droits que l'Église catholique. Les utraquistes (c'est par ce nom que les protestants de Bohême continuaient de se désigner) obtiennent l'université de Prague et un consistoire particulier, entièrement indépendant du siège archiépiscopal de Prague. Ils conservent toutes les églises qu'ils possèdent dans les villes, les villages et les bourgs, à la date de la publication de la lettre; et, s'ils veulent encore en bâtir de nouvelles, cette faculté ne sera interdite ni à l'ordre des seigneurs et chevaliers ni à aucune ville. C'est sur ce dernier article de la lettre impériale que s'éleva plus tard la querelle qui mit l'Europe en feu.

La lettre impériale faisait de la Bohême protestante une sorte de république. Les états avaient appris à connaître la force que leur donnaient la constance, l'union et le bon accord dans leurs mesures. Il ne restait guère plus à l'empereur qu'une ombre de sa puissance souveraine. L'esprit de révolte trouva un dangereux encouragement dans la personne des soi-disant protecteurs de la

liberté. L'exemple et le succès de la Bohême étaient un signal séduisant pour les autres États héréditaires de l'Autriche, et tous se disposaient à arracher les mêmes privilèges par les mêmes moyens. L'esprit de liberté parcourait une province après l'autre, et, comme c'était surtout la discorde des princes autrichiens que les protestants avaient mise à profit si heureusement, on se hâta de réconcilier l'empereur avec le roi de Hongrie.

Mais cette réconciliation ne pouvait être sincère. L'offense était trop grave pour être pardonnée, et Rodolphe continua de nourrir dans son cœur une haine inextinguible contre Matthias. Il s'arrêtait avec douleur et colère à la pensée que le sceptre de Bohême devait aussi venir à la fin dans cette main détestée; et la perspective n'était guère plus consolante pour lui, si Matthias mourait sans héritier. Alors Ferdinand, archiduc de Grætz, qu'il aimait tout aussi peu, devenait le chef de la famille. Pour l'exclure, ainsi que Matthias, du trône de Bohême, il conçut le dessein de faire passer cet héritage au frère de Ferdinand, l'archiduc Léopold, évêque de Passau, celui de tous ses agnats qu'il aimait le plus et qui avait le mieux mérité de sa personne. Les idées des Bohêmes sur leur droit de libre élection au trône, leur penchant pour la personne de Léopold, semblaient favorables à ce projet, pour lequel Rodolphe avait consulté sa partialité et son désir de vengeance plus que l'intérêt de sa maison. Cependant, pour accomplir son dessein, il avait besoin de forces militaires, et il rassembla en effet des troupes dans l'évêché de Passau. Nul ne connaissait la destination de ce corps;

mais une incursion soudaine qu'il fit en Bohême, par défaut de solde, et à l'insu de l'empereur, et les désordres qu'il y commit, soulevèrent contre Rodolphe tout le royaume. Vainement il protesta de son innocence auprès des états de Bohême: ils n'y voulurent pas croire. Vainement il essaya de réprimer la licence spontanée de ses soldats: il ne put s'en faire écouter. Supposant que ces préparatifs avaient pour objet la révocation de la lettre de Majesté, les défenseurs de la liberté armèrent toute la Bohême protestante, et Matthias fut appelé dans le pays. L'empereur, après que ses troupes de Passau eurent été expulsées, resta dans Prague, privé de tout secours. On le surveillait, comme un prisonnier, dans son propre château, et l'on éloigna de lui tous ses conseillers. Cependant, Matthias avait fait son entrée à Prague au milieu de l'allégresse, universelle, et, bientôt après, Rodolphe fut assez pusillanime pour le reconnaître roi de Bohême: sévère dispensation du sort, qui contraignit cet empereur de transmettre pendant sa vie, à son ennemi, un trône qu'il n'avait pas voulu lui laisser après sa mort! Pour comble d'humiliation, on le força de relever de toutes leurs obligations ses sujets de Bohême, de Silésie et de Lusace, par un acte de renonciation écrit de sa main. Il obéit, le cœur déchiré. Tous, ceux-là mêmes qu'il croyait s'être le plus attachés, l'avaient abandonné. Après avoir signé, il jeta par terre son chapeau, et brisa avec les dents la plume qui lui avait rendu ce honteux service.

Tandis que Rodolphe perdait l'un après l'autre ses États héréditaires, il ne soutenait pas beaucoup mieux sa dignité

impériale. Chacun des partis religieux qui divisaient l'Allemagne s'efforçait toujours de gagner du terrain aux dépens de l'autre ou de se garantir contre ses attaques. Plus était faible la main qui tenait le sceptre impérial, et plus les protestants et les catholiques se sentaient abandonnés à eux-mêmes: plus devaient s'accroître la vigilance avec laquelle ils s'observaient réciproquement, et leur mutuelle défiance. Il suffisait que l'empereur fût gouverné par les jésuites, et dirigé par les conseils de l'Espagne, pour donner aux protestants un sujet d'alarmes et un prétexte à leurs hostilités. Le zèle inconsidéré des jésuites, qui, dans leurs écrits et du haut de leur chaire, jetaient du doute sur la validité de la paix de religion, excitait toujours plus la défiance des religionnaires, et leur faisait soupçonner dans la démarche la plus indifférente des catholiques des vues dangereuses. Tout ce qui était entrepris, dans les États héréditaires de l'empereur, pour limiter la religion évangélique éveillait l'attention de toute l'Allemagne protestante, et ce puissant soutien, que les sujets évangéliques de l'Autriche trouvaient ou se flattaient de trouver chez leurs coreligionnaires, contribuait beaucoup à leur audace et aux rapides succès de Matthias. On croyait dans l'Empire que la durée prolongée de la paix de religion n'était due qu'aux embarras où les troubles intérieurs de ses États héréditaires jetaient l'empereur: aussi ne se pressait-on nullement de le tirer de ces embarras.

Presque toutes les affaires de la diète de l'Empire demeuraient en suspens, soit par la négligence de Rodolphe, soit par la faute des princes protestants, qui s'étaient fait une loi de ne

subvenir en rien aux besoins communs, tant qu'on n'aurait pas fait droit à leurs griefs. Ces griefs portaient principalement sur le mauvais gouvernement de l'empereur, sur la violation de la paix religieuse, et sur les nouvelles usurpations du conseil aulique de l'Empire, qui avait commencé sous ce règne à étendre sa juridiction aux dépens de la chambre impériale. Autrefois, les empereurs avaient prononcé souverainement par eux-mêmes dans les cas de peu d'importance, avec le concours des princes dans les cas graves, sur toutes les contestations qui s'élevaient entre les membres de l'Empire, et que le droit du plus fort n'avait pas terminées sans leur intervention; ou bien ils remettaient la décision à des juges impériaux, qui suivaient la cour. A la fin du quinzième siècle, ils avaient transféré cette juridiction souveraine à un tribunal régulier, permanent et fixe, la chambre impériale de Spire, et les membres de l'Empire, pour n'être pas opprimés par la volonté arbitraire de l'empereur, s'étaient réservé le droit d'en nommer les assesseurs et d'examiner les jugements par des révisions périodiques. Ce droit des membres de l'Empire, nommé le droit de *présentation* et de *visitation*, la paix de religion l'avait étendu aux membres luthériens, si bien que désormais les causes protestantes eurent aussi des juges protestants, et qu'une sorte d'équilibre parut exister entre les deux religions dans ce tribunal suprême de l'Empire.

Mais les ennemis de la réformation et des libertés germaniques, attentifs à tout ce qui pouvait favoriser leurs vues, trouvèrent bientôt un expédient pour détruire le bon

effet de cette institution. Peu à peu, l'usage s'introduisit qu'un tribunal particulier de l'empereur, le conseil aulique impérial, établi à Vienne, et sans autre destination, dans l'origine, que d'assister l'empereur de ses avis dans l'exercice de ses droits personnels incontestés; un tribunal dont les membres, nommés arbitrairement par l'empereur seul et payés par lui seul, devaient prendre pour loi suprême l'intérêt de leur maître, pour unique règle l'avantage de la religion catholique, qu'ils professaient: que ce conseil, dis-je, exerçât la haute justice sur les membres de l'Empire. Beaucoup d'affaires litigieuses, entre des membres de différente religion, sur lesquelles la chambre impériale avait seule le droit de prononcer, ou qui, avant son institution, ressortissaient au conseil des princes, étaient maintenant portées devant le conseil aulique. Il ne faut pas s'étonner si les sentences de ce tribunal trahissaient leur origine, et si des juges catholiques et des créatures de l'empereur sacrifiaient la justice à l'intérêt de la religion catholique et de l'empereur. Quoique tous les membres de l'Empire semblassent intéressés à s'élever à temps contre un abus si dangereux, cependant les protestants, qu'il blessait plus sensiblement, se levèrent seuls (encore ne furent-ils pas unanimes) pour défendre la liberté allemande, qu'une institution si arbitraire attaquait dans ce qu'elle a de plus sacré, l'administration de la justice. Certes l'Allemagne n'aurait eu guère à se féliciter d'avoir aboli le droit du plus fort et institué la chambre impériale, si l'on eût encore souffert, à côté de ce tribunal, la juridiction arbitraire de l'empereur. Les membres

de l'Empire germanique eussent fait bien peu de progrès, en comparaison des temps de barbarie, si la chambre impériale, où ils siégeaient à côté de l'empereur et pour laquelle ils avaient renoncé à leur ancien droit de princes souverains, avait dû cesser d'être une juridiction nécessaire. Mais, à cette époque, les esprits alliaient souvent les plus étranges contradictions. Alors, au titre d'empereur, légué par le despotisme romain, s'attachait encore une idée de pouvoir absolu, qui faisait avec le reste du droit public allemand le plus ridicule contraste, mais qui était néanmoins soutenue par les juristes, propagée par les fauteurs du despotisme et reçue par les faibles comme un article de foi.

A ces griefs généraux s'ajouta peu à peu une suite d'incidents particuliers, qui portèrent enfin les inquiétudes des protestants jusqu'à la plus vive défiance. A l'époque des persécutions religieuses exercées par les Espagnols dans les Pays-Bas, quelques familles protestantes s'étaient réfugiées dans la ville impériale catholique d'Aix-la-Chapelle, où elles s'établirent à demeure et augmentèrent insensiblement le nombre de leurs adhérents. Ayant réussi, par adresse, à faire entrer quelques personnes de leur croyance dans le conseil de la ville, les religionnaires demandèrent une église et l'exercice public de leur culte, et comme ils essayèrent un refus, ils se firent raison par la force et s'emparèrent même de toute l'administration municipale. C'était pour l'empereur et tout le parti catholique un coup trop sensible de voir une ville si considérable au pouvoir des protestants. Toutes les représentations de Rodolphe et ses ordres

de rétablir les choses sur l'ancien pied étant demeurés sans effet le conseil aulique mit la ville au ban de l'Empire, par une sentence qui ne reçut toutefois son exécution que sous le règne suivant.

Les protestants firent, pour étendre leur domaine et leur puissance, deux autres tentatives plus considérables. L'électeur de Cologne, Gebhard, né Truchsess de Waldbourg, conçut pour la jeune comtesse Agnès de Mansfeld, chanoinesse de Gerresheim, une violente passion, à laquelle Agnès ne fut pas insensible. Comme les yeux de toute l'Allemagne étaient fixés sur cette liaison, les deux frères de la comtesse, zélés calvinistes, demandèrent satisfaction de cette atteinte à l'honneur de leur maison, qui ne pouvait être sauvé par un mariage, tant que l'électeur demeurerait évêque catholique. Ils le menacèrent de laver cette tache dans son sang et celui de leur sœur, s'il ne renonçait aussitôt à tout commerce avec la comtesse ou ne lui rendait l'honneur devant les autels. L'électeur, indifférent à toutes les conséquences de sa démarche, n'écouta que la voix de l'amour. Soit qu'il eût déjà, en général, du penchant pour la religion réformée, soit que les charmes de son amante opérassent seuls ce miracle, il abjura la foi catholique et conduisit la belle Agnès à l'autel.

L'affaire était de la plus haute importance. D'après la lettre de la réserve ecclésiastique, l'électeur avait perdu par cette apostasie tous ses droits à l'archevêché; et, si les catholiques étaient jamais intéressés à faire exécuter la réserve, c'était surtout lorsqu'il s'agissait d'un électorat. D'un autre côté, il était bien dur de

renoncer au pouvoir suprême, et cela coûtait plus encore à la tendresse d'un époux qui aurait tant désiré de donner plus de prix à l'offre de son cœur et de sa main par l'hommage d'une principauté. La réserve ecclésiastique était d'ailleurs un point litigieux du traité d'Augsbourg, et toute l'Allemagne protestante jugeait d'une extrême importance d'enlever au parti catholique ce quatrième électorat. Déjà l'exemple d'actes pareils avait été donné, et avec un heureux succès, dans plusieurs bénéfices ecclésiastiques de la basse Allemagne. Plusieurs chanoines de Cologne étaient dès lors protestants et tenaient pour l'électeur; dans la ville même, il pouvait compter sur de nombreux adhérents de la même religion. Tous ces motifs, auxquels les encouragements de ses amis et de ses proches, et les promesses de plusieurs cours allemandes donnaient encore plus de force, décidèrent l'électeur à garder son archevêché, même après son changement de religion.

Mais on vit bientôt qu'il avait entrepris une lutte au-dessus de ses forces. En permettant le libre exercice du culte évangélique dans le pays de Cologne, il avait déjà provoqué la plus violente opposition de la part des chanoines et des membres des états. L'intervention de l'empereur et l'anathème de Rome, qui l'excommuniait comme apostat et le dépouillait de toutes ses dignités ecclésiastiques et séculières, armèrent contre lui ses États et son chapitre. Gebhard leva des troupes; les chanoines en firent autant. Pour s'assurer promptement un puissant soutien, ils se hâtèrent de nommer un nouvel électeur, et le choix tomba sur

l'évêque de Liège, prince de Bavière.

Alors commença une guerre civile, qui pouvait aisément aboutir à une rupture générale de la paix dans l'Empire, vu le grand intérêt que devaient prendre à cet incident les deux partis qui divisaient l'Allemagne. Les protestants s'indignaient surtout que le pape eût osé, en vertu d'un prétendu pouvoir apostolique, dépouiller de ses dignités impériales un prince de l'Empire. Même dans l'âge d'or de leur domination spirituelle, les papes s'étaient vu contester ce droit: combien plus dans un siècle où, au sein d'un parti, leur autorité était entièrement tombée et ne reposait chez l'autre que sur de très-faibles appuis! Toutes les cours protestantes d'Allemagne intervinrent énergiquement à ce sujet auprès de l'empereur. Henri IV, qui n'était encore alors que roi de Navarre, ne négligea aucune voie de négociations pour recommander avec instance aux princes allemands de maintenir leurs droits. Le cas était décisif pour la liberté de l'Allemagne. Quatre voix protestantes contre trois voix catholiques, dans le collège des électeurs, faisaient nécessairement pencher la balance en faveur des protestants et fermaient pour toujours à la maison d'Autriche l'accès du trône impérial.

Mais l'électeur Gebhard avait embrassé la religion réformée, et non la luthérienne: cette seule circonstance fit son malheur. L'animosité qui régnait entre ces deux Églises ne permit pas aux princes évangéliques de le regarder comme un des leurs et de l'appuyer comme tel avec énergie. Tous l'avaient encouragé, il est vrai, et lui avaient promis des secours; mais un prince apanagé de

la maison palatine, le comte palatin Jean Casimir, zélé calviniste, fut le seul qui lui tint parole. Malgré la défense de l'empereur, il accourut, avec sa petite armée, dans le pays de Cologne; mais il ne fit rien de considérable, parce que l'électeur, qui manquait même des choses les plus nécessaires, le laissa absolument sans aide. L'électeur nouvellement élu fit des progrès d'autant plus rapides, qu'il était puissamment soutenu par ses parents bavarois et par les Espagnols, qui le secoururent des Pays-Bas. Les soldats de Gebhard, laissés sans paye par leur maître, livrèrent à l'ennemi une place après l'autre; d'autres furent obligées de capituler. Gebhard se maintint un peu plus longtemps dans ses États de Westphalie, jusqu'à ce qu'il fut contraint là aussi de céder devant des forces supérieures. Après avoir fait pour son rétablissement plusieurs tentatives inutiles en Hollande et en Angleterre, il se retira dans l'évêché de Strasbourg, où il mourut doyen du chapitre: première victime de la réserve ecclésiastique ou plutôt du défaut d'harmonie entre les protestants d'Allemagne!

A cette querelle de Cologne s'en rattacha bientôt une autre dont Strasbourg fut le théâtre. Plusieurs chanoines protestants de Cologne, atteints de l'anathème papal en même temps que l'électeur, s'étaient réfugiés dans l'évêché de Strasbourg, où ils possédaient des prébendes. Les chanoines catholiques se faisant scrupule, vu qu'ils étaient proscrits, de leur en permettre la jouissance, ils se mirent eux-mêmes en possession, de leur autorité privée et par la force, et un puissant parti protestant de la bourgeoisie de Strasbourg leur donna bientôt la supériorité

dans le chapitre. Les chanoines catholiques s'enfuirent à Saverne; là, sous la protection de leur évêque, ils continuèrent de tenir leur chapitre, comme le seul régulier, et déclarèrent intrus les chanoines restés à Strasbourg. Cependant ceux-ci s'étaient renforcés par l'admission de plusieurs membres protestants de haute naissance, si bien qu'à la mort de l'évêque, ils osèrent en présenter un nouveau dans la personne d'un prince protestant, Jean-Georges de Brandebourg. Les chanoines catholiques, loin d'accepter ce choix, présentèrent l'évêque de Metz, prince lorrain, qui signala aussitôt son élection par des hostilités sur le territoire de Strasbourg.

La ville de Strasbourg ayant pris les armes pour le chapitre protestant et le prince de Brandebourg, et le parti contraire, soutenu par des troupes lorraines, cherchant à s'emparer des biens de l'évêché, il s'ensuivit une longue guerre, accompagnée, suivant l'esprit du temps, de barbares dévastations. Vainement l'empereur voulut interposer son autorité souveraine pour décider la querelle: les biens de l'évêché restèrent longtemps encore divisés entre les deux partis, jusqu'à ce qu'enfin le prince protestant abandonna ses prétentions pour un médiocre équivalent en argent. Ainsi l'Église catholique sortit encore triomphante de cette affaire.

Ce différend était à peine terminé, qu'il se passa à Donawert, ville impériale de Souabe, un événement plus inquiétant encore pour toute l'Allemagne protestante. Dans cette ville, jusque-là catholique, le parti protestant avait pris, par les voies

accoutumées, une telle prépondérance, sous les règnes de Ferdinand et de son fils, que les catholiques furent réduits à se contenter d'une église succursale dans le couvent de la Sainte-Croix et à dérober aux scandales de l'autre parti la plupart de leurs cérémonies religieuses. Enfin un abbé fanatique de ce couvent osa braver les sentiments populaires et ordonner une procession publique, avec la croix en tête et les bannières déployées; mais on le força bientôt de renoncer à son entreprise. L'année suivante, ce même abbé, encouragé par une déclaration favorable de l'empereur, ayant renouvelé cette procession, on se porta à des actes publics de violence. Comme la procession revenait, la populace fanatique ferma la porte aux religieux, abattit leurs bannières, et les accompagna chez eux avec des cris et des injures. Une citation impériale fut la suite de ces violences, et, le peuple furieux ayant menacé la personne des commissaires impériaux, toutes les tentatives d'accommodement amiable ayant échoué auprès de cette multitude fanatique, la ville fut mise formellement au ban de l'Empire, et le duc Maximilien de Bavière chargé d'exécuter la sentence. A l'approche de l'armée bavaroise, le découragement s'empara tout à coup de cette bourgeoisie naguère si arrogante, et elle posa les armes sans résistance. L'entière abolition du culte protestant dans ses murs fut le châtiment de sa faute. Donawert perdit ses privilèges, et, de ville impériale de Souabe, elle devint ville provinciale de Bavière.

Il y avait dans cette affaire deux circonstances qui devaient exciter au plus haut degré l'attention des protestants, quand

même l'intérêt de la religion aurait eu pour eux moins de force. C'était le conseil aulique de l'Empire, tribunal arbitraire et entièrement catholique, dont ils contestaient d'ailleurs si vivement la juridiction, qui avait rendu la sentence, et l'on avait chargé de l'exécution le duc de Bavière, le chef d'un cercle étranger. Des actes si contraires à la constitution faisaient prévoir, de la part des catholiques, des mesures violentes qui pouvaient bien s'appuyer sur une entente secrète et un plan dangereux, et finir par la ruine entière de leur liberté religieuse.

Dans un état de choses où la force fait la loi, où toute sûreté repose sur le pouvoir, le parti le plus faible sera toujours le plus pressé de se mettre en défense. C'est ce qu'on vit alors en Allemagne. Si les catholiques avaient réellement formé quelques desseins hostiles contre les protestants, il était raisonnable de croire que les premiers coups seraient portés sur l'Allemagne du sud plutôt que sur celle du nord, parce que, dans la basse Allemagne, les protestants étaient liés entre eux, sans interruption, sur une grande étendue de pays, et pouvaient, par conséquent, se soutenir fort aisément les uns les autres; tandis que, dans la haute Allemagne, séparés de leurs coreligionnaires, entourés de tous côtés par les catholiques, ils étaient exposés sans défense à toute irruption. En outre, si, comme il était à présumer, les catholiques voulaient mettre à profit les divisions intestines des protestants et diriger leur attaque contre une seule secte, les calvinistes, qui étaient les plus faibles et d'ailleurs exclus du traité de paix, se trouvaient évidemment dans un danger plus prochain,

et c'était sur eux que devaient tomber les premiers coups.

Les deux circonstances se rencontraient dans les États de l'électeur palatin: ils avaient dans le duc de Bavière un voisin redoutable, et leur retour au calvinisme ne leur permettait d'espérer ni la protection du traité de paix religieuse, ni de grands secours des membres évangéliques de l'Empire. Aucun pays d'Allemagne n'a éprouvé, en aussi peu d'années, des changements de religion aussi rapides que le Palatinat à cette époque. On vit, dans le court espace de soixante années, ce pays, malheureux jouet de ses maîtres, prêter deux fois serment à la doctrine de Luther, et deux fois l'abandonner pour celle de Calvin. D'abord l'électeur Frédéric III avait été infidèle à la confession d'Augsbourg, dont Louis, son fils aîné et son successeur, fit de nouveau, par un changement brusque et violent, la religion dominante. Les calvinistes furent dépouillés de leurs églises dans tout le pays; leurs ministres, et même les maîtres d'école de leur confession, furent bannis hors des frontières; ce prince évangélique si zélé les poursuivit jusque dans son testament, en ne donnant pour tuteurs à son fils encore mineur que des luthériens d'une sévère orthodoxie. Mais son frère, le comte palatin Jean Casimir, cassa ce testament illégal, et, en vertu de la bulle d'or, il prit possession de la tutelle et de toute l'administration. On donna au jeune électeur, Frédéric IV, âgé de neuf ans, des instituteurs calvinistes, à qui l'on recommanda d'extirper de l'âme de leur élève l'hérésie luthérienne, dussent-ils y employer les coups. Si l'on agissait de la sorte avec le maître,

il est aisé de deviner comment on traitait les sujets.

Ce fut sous ce Frédéric IV que la cour palatine se donna beaucoup de mouvement pour entraîner les membres protestants de l'Empire d'Allemagne à de communes mesures contre la maison d'Autriche, et, s'il était possible, à une ligue générale. Outre que cette cour était dirigée par les conseils de la France, conseils dont l'âme était la haine de l'Autriche, le soin de sa propre sûreté l'obligeait de se ménager à temps le secours, si douteux, des évangéliques contre un ennemi voisin et supérieur en forces. Mais de grandes difficultés s'opposaient à cette ligue: l'antipathie des évangéliques pour les réformés le cédait à peine à leur commune horreur des papistes. On chercha donc premièrement à réunir les deux communions, pour faciliter ensuite l'alliance politique; mais toutes les tentatives échouèrent: elles n'aboutirent le plus souvent qu'à fortifier chaque parti dans sa croyance. Il ne restait d'autre ressource que d'augmenter la défiance et la crainte des évangéliques, pour leur faire juger la réunion nécessaire. On amplifia les forces des catholiques; on exagéra le danger; des événements fortuits furent attribués à un plan médité; de simples incidents furent défigurés par des interprétations odieuses, et l'on prêta à toute la conduite des catholiques un accord et une préméditation, dont ils étaient vraisemblablement bien éloignés.

La diète de Ratisbonne, où les protestants s'étaient flattés de faire renouveler la paix de religion, s'était séparée sans résultat, et à leurs anciens griefs venait de s'ajouter l'oppression récente

de Donawert. Alors s'effectua, avec une incroyable rapidité, la réunion si longtemps désirée et tentée. L'électeur palatin Frédéric IV, le comte palatin de Neubourg, deux margraves de Brandebourg, le margrave de Bade et le duc Jean Frédéric de Wurtemberg, ainsi des luthériens avec des calvinistes, conclurent à Anhausen, en Franconie (1608), pour eux et leurs héritiers, une étroite alliance nommée l'*Union évangélique*. Les princes unis se promettaient, contre tout offenseur, conseils et secours mutuels, dans ce qui intéressait la religion et leurs droits de membres de l'Empire; ils se reconnaissaient tous solidaires. Si un membre de l'Union voyait ses États envahis, les autres devaient s'armer sur-le-champ et courir à sa défense. Les terres, les villes et les châteaux des alliés seraient ouverts, en cas de nécessité, aux troupes de chacun; les conquêtes seraient partagées entre tous selon la mesure du contingent fourni. En temps de paix, la direction de toute l'alliance serait remise à l'électeur palatin, mais avec des pouvoirs limités. Pour subvenir aux frais, on exigea des avances, et un fonds fut consigné. La différence de religion, entre luthériens et calvinistes, ne devait avoir sur l'Union aucune influence. On se liait pour dix ans. Chaque associé avait dû s'engager à recruter de nouveaux membres. L'électeur de Brandebourg se montra bien disposé, celui de Saxe désapprouva l'alliance; la Hesse ne put venir à bout de se déterminer; les ducs de Brunswick et de Lunebourg voyaient aussi à la chose des difficultés. Mais les trois villes impériales de Strasbourg, Nuremberg et Ulm ne furent pas pour l'Union une acquisition

de médiocre importance, parce qu'on avait grand besoin de leur argent, et que leur exemple pouvait être suivi par plusieurs autres villes impériales.

Les membres ligués de la diète, jusque-là timides et peu redoutés dans leur isolement, tinrent, l'Union une fois conclue, un langage hardi. Ils portèrent devant l'empereur, par le prince Christian d'Anhalt, leurs plaintes et leurs demandes communes, dont les principales étaient le rétablissement de Donawert, l'abolition de la juridiction aulique, et même une réforme dans l'administration et le conseil de l'empereur. Les princes avaient eu soin de choisir, pour lui faire ces représentations, le moment où les troubles de ses États héréditaires le laissaient à peine respirer; où il venait de perdre et de voir passer au pouvoir de Matthias l'Autriche et la Hongrie; où il n'avait sauvé sa couronne de Bohême que par la concession de la lettre impériale; enfin, où la succession de Juliers préparait déjà de loin un nouvel embrasement. Il ne faut donc pas s'étonner que l'indolent monarque se soit pressé moins que jamais de se résoudre, et que les princes unis aient pris les armes avant qu'il eût seulement délibéré.

Les catholiques observaient l'Union d'un regard soupçonneux; l'Union surveillait avec la même défiance les catholiques et l'empereur, qui suspectait lui-même l'un et l'autre parti: l'inquiétude et l'irritation étaient partout au comble. Et il fallut que, dans ce moment critique, la mort du duc Jean Guillaume de Juliers vint encore ouvrir, dans le pays de Juliers et de Clèves,

une succession très-litigieuse.

Huit prétendants réclamaient cet héritage, que des traités solennels avaient déclaré indivisible, et l'empereur, qui laissait voir le désir de le retirer, comme fief impérial tombé en déshérence, pouvait passer pour un neuvième compétiteur. Quatre d'entre eux, l'électeur de Brandebourg, le comte palatin de Neubourg, le comte palatin de Deux-Ponts et le margrave de Burgau, prince autrichien, réclamaient cette succession, comme fief féminin, au nom de quatre princesses, sœurs du feu duc. Deux autres, l'électeur de Saxe, de la ligne albertine, et les ducs de Saxe, de la ligne ernestine, s'appuyaient sur une expectative plus ancienne, que l'empereur Frédéric III leur avait accordée sur cet héritage, et que Maximilien I^{er} avait confirmée aux deux maisons de Saxe. On s'arrêta peu aux prétentions de quelques princes étrangers. L'électeur de Brandebourg et le comte de Neubourg avaient peut-être le droit le mieux fondé, un droit qui leur donnait, ce semble, des chances assez égales. Aussi, dès que la succession fut ouverte, ces deux princes firent prendre possession de l'héritage: Brandebourg agit le premier; Neubourg suivit son exemple. Ils commencèrent leur querelle avec la plume, et l'auraient vraisemblablement finie avec l'épée: mais l'intervention de l'empereur, qui voulait appeler cette cause devant son trône et mettre provisoirement le séquestre sur le pays en litige, amena bientôt les deux partis à conclure un accord, pour écarter le danger commun. Ils convinrent de gouverner conjointement le duché. Vainement l'empereur fit-il sommer les

états du pays de refuser l'hommage à leurs nouveaux maîtres; vainement envoya-t-il dans les duchés son parent, l'archiduc Léopold, évêque de Passau et de Strasbourg, afin de soutenir par sa présence le parti impérial: tout le pays s'était soumis, à l'exception de Juliers, aux princes protestants, et le parti de l'empereur se vit assiégé dans la ville capitale.

La contestation de Juliers était importante pour toute l'Allemagne; elle excita même l'attention de plusieurs cours de l'Europe. La question n'était pas seulement de savoir qui posséderait le duché de Juliers et qui ne le posséderait pas: on se demandait surtout lequel des deux partis qui divisaient l'Allemagne, le catholique ou le protestant, s'agrandirait d'une possession si considérable; laquelle des deux religions gagnerait ou perdrait ce territoire. On se demandait si l'Autriche réussirait encore une fois dans ses usurpations, et assouvirait par une nouvelle proie sa fureur de conquêtes, ou si la liberté de l'Allemagne et l'équilibre de ses forces seraient maintenus contre les usurpations de l'Autriche. La querelle de la succession de Juliers intéressait donc toutes les puissances ennemies de cette maison et favorables à la liberté. L'Union évangélique, la Hollande, l'Angleterre, et surtout Henri IV, y furent engagés.

Ce monarque, qui avait consumé la plus belle moitié de sa vie à lutter contre la maison d'Autriche, et qui n'avait enfin surmonté qu'à force de persévérance et de courage héroïque les obstacles que cette maison avait élevés entre le trône et lui, n'était pas resté jusqu'alors spectateur oisif des troubles d'Allemagne.

C'était précisément cette lutte des princes contre l'empereur qui donnait et assurait la paix à la France. Les protestants et les Turcs étaient les deux forces salutaires, qui pesaient, à l'orient et à l'occident, sur la puissance autrichienne; mais, aussitôt qu'on lui permettait de se dégager de cette contrainte, elle se relevait aussi formidable que jamais. Henri IV avait eu, pendant toute une moitié de vie d'homme, le spectacle continuel de la soif de domination et de conquête de l'Autriche. Ni l'adversité, ni même la pauvreté d'esprit, qui tempère cependant d'ordinaire toutes les passions, ne pouvaient éteindre celle-là dans un cœur où coulait une seule goutte du sang de Ferdinand d'Aragon. L'ambition d'agrandissement de l'Autriche avait déjà, depuis un siècle, arraché l'Europe à une heureuse paix et causé une violente révolution dans l'intérieur de ses principaux États. Elle avait dépouillé les champs de cultivateurs et les ateliers d'artisans, pour couvrir de masses armées, immenses, inconnues jusque-là, le sol de l'Europe, et de flottes ennemies les mers destinées au commerce. Elle avait imposé aux princes européens la nécessité funeste d'accabler d'impôts inouïs l'industrie de leurs sujets et d'épuiser, dans une défense contrainte, le meilleur des forces de leurs domaines, perdues pour le bonheur des habitants. Point de paix pour l'Europe, point de plan durable pour le bonheur des peuples, aussi longtemps qu'on laisserait cette redoutable famille troubler, à son gré, le repos de cette partie du monde.

Telles étaient les pensées qui couvraient d'un nuage l'âme de Henri, vers la fin de sa glorieuse carrière. Quels efforts n'avait-

il pas dû faire pour tirer la France du chaos où l'avait plongée une longue guerre civile, allumée et entretenue par cette même Autriche! Tout grand homme veut avoir travaillé pour le long avenir. Et qui pouvait garantir à ce monarque la durée de la prospérité où il laissait la France, aussi longtemps que l'Autriche et l'Espagne ne feraient qu'une puissance, maintenant épuisée et abattue, il est vrai, mais qui n'avait besoin que d'un heureux hasard pour se reformer soudain en un seul corps et renaître aussi formidable que jamais? S'il voulait laisser à son successeur un trône bien affermi et à son peuple une paix durable, il fallait que cette dangereuse puissance fût désarmée pour toujours. Telle était la source de la haine implacable que Henri IV avait jurée à l'Autriche: haine inextinguible, ardente et juste comme l'inimitié d'Annibal envers le peuple de Romulus, mais ennoblie par un principe plus généreux.

Toutes les puissances de l'Europe avaient, comme Henri IV, ce grand devoir à remplir; mais toutes n'avaient pas sa lumineuse politique, son courage désintéressé, pour agir en vue d'un tel devoir. Tout homme, sans distinction, est séduit par un avantage prochain: les grandes âmes sont seules touchées d'un bien éloigné. Aussi longtemps que, dans ses desseins, la sagesse compte sur la sagesse ou se fie à ses propres forces, elle ne forme que des plans chimériques et court le danger de se rendre la risée du monde; mais elle est assurée d'un heureux succès et peut se promettre les applaudissements et l'admiration des hommes, aussitôt que, dans ses plans de génie, elle a un rôle pour la

barbarie, la cupidité et la superstition, et que les circonstances lui permettent d'employer des passions égoïstes à l'accomplissement de ses beaux projets.

Dans la première supposition, le fameux dessein de Henri IV, de chasser la maison d'Autriche de toutes ses possessions et de partager cette proie entre les puissances de l'Europe, aurait effectivement mérité le nom de chimère, qu'on lui a tant prodigué; mais le méritait-il aussi dans l'autre hypothèse? Jamais l'excellent roi n'avait compté, chez les exécuteurs de son projet, sur un motif pareil à celui qui l'animait lui-même et son fidèle Sully dans cette entreprise. Tous les États dont le concours lui était nécessaire furent décidés à accepter le rôle qu'ils avaient à remplir, par les mobiles les plus forts et les plus capables d'entraîner une puissance politique. Aux protestants d'Autriche on ne demandait que de secouer le joug autrichien, et c'était déjà le but de leurs efforts; aux Pays-Bas, de s'affranchir de même de l'Espagne. Le pape et les républiques italiennes n'avaient pas de plus grand intérêt que de bannir pour jamais la tyrannie espagnole de leur péninsule; pour l'Angleterre, rien n'était plus désirable qu'une révolution qui la délivrait de son plus mortel ennemi. A ce partage des dépouilles de l'Autriche, chaque puissance gagnait ou une extension de territoire ou la liberté; des possessions nouvelles ou la sûreté pour les anciennes; et, comme toutes y gagnaient, l'équilibre ne recevait nulle atteinte. La France pouvait dédaigner généreusement toute part au butin, car sa force était plus que doublée par la ruine de

L'Autriche, et rien ne la rendait plus puissante que de ne pas agrandir sa puissance. Enfin, pour récompenser les descendants de Habsbourg de délivrer l'Europe de leur présence, on leur donnait la liberté de s'étendre dans tous les autres mondes, découverts et à découvrir. Les coups de poignard de Ravailac sauvèrent l'Autriche et retardèrent de quelques siècles le repos de l'Europe.

Les yeux attachés sur ce plan, Henri IV dut s'empresse de prendre une part active à l'Union évangélique en Allemagne, et à la querelle de la succession de Juliers, comme à deux événements de la plus grande importance. Ses négociateurs agissaient sans relâche auprès de toutes les cours protestantes d'Allemagne, et le peu qu'ils révélaient ou qu'ils laissaient pressentir du grand secret politique de leur maître suffisait pour gagner des esprits animés d'une haine si ardente contre l'Autriche et possédés d'une telle ambition de s'agrandir. Les habiles efforts de Henri resserrèrent encore les liens de l'Union, et le puissant secours qu'il promit éleva le courage de ses membres au plus haut degré de confiance. Une nombreuse armée française, commandée par le roi en personne, devait joindre sur le Rhin les troupes de l'Union et d'abord les aider à achever la conquête du pays de Clèves et de Juliers, marcher ensuite avec les Allemands en Italie, où la Savoie, Venise et le pape tenaient déjà prêt un puissant renfort, et renverser là tous les trônes espagnols. L'armée victorieuse devait après cela pénétrer, de la Lombardie, dans les domaines héréditaires de la maison de Habsbourg: là,

favorisée par une révolte générale des protestants, elle brisait le sceptre autrichien dans tous ses États allemands, dans la Bohême, la Hongrie et la Transylvanie. Pendant ce temps, les Brabançons et les Hollandais, renforcés des secours de la France, se délivreraient également de leurs tyrans espagnols, et ce torrent débordé, effroyable, qui naguère encore avait menacé d'engloutir dans ses sombres tourbillons la liberté de l'Europe, coulerait désormais, sans bruit et oublié, derrière les Pyrénées.

Les Français s'étaient toujours vantés de leur célérité: cette fois, ils furent devancés par les Allemands. Avant que Henri IV se fût montré en Alsace, une armée de l'Union y parut et dispersa un corps autrichien, que l'évêque de Strasbourg et de Passau avait rassemblé dans cette contrée, pour le conduire dans le pays de Juliers, Henri IV avait formé son plan en homme d'État et en roi, mais il en avait remis l'exécution à des brigands. Dans sa pensée, il ne fallait donner lieu à aucun membre catholique de l'Empire de se croire menacé par cet armement et de faire de la cause de l'Autriche la sienne. La religion ne devait être en aucune sorte mêlée dans cette entreprise. Mais comment les projets de Henri IV eussent-ils fait oublier aux princes allemands leurs vues particulières? La soif des conquêtes, la haine religieuse étaient leur mobile: ne devaient-ils pas saisir, chemin faisant, toutes les occasions de satisfaire leur passion dominante? Ils s'abattaient comme des vautours sur les États des princes ecclésiastiques et choisissaient, quels que fussent les détours à faire, ces grasses campagnes pour y asseoir leur camp. Comme s'ils eussent

été en pays ennemi, ils levaient des contributions, saisissaient arbitrairement les revenus de l'État, et prenaient de force tout ce qu'on ne voulait pas leur abandonner de gré. Pour ne pas laisser aux catholiques le moindre doute sur les vrais motifs de leur armement, ils annoncèrent hautement et sans détour le sort qu'ils réservaient aux bénéfices ecclésiastiques. On voit comme Henri IV et les princes allemands s'étaient peu entendus pour ce plan d'opérations, et combien l'excellent roi s'était trompé quant à ses instruments! Tant il est vrai toujours que, si la sagesse commande jamais une violence, il ne faut point charger l'homme violent de l'accomplir, et qu'à celui-là seul pour qui l'ordre est chose sacrée on peut confier la mission d'en enfreindre les lois.

La conduite de l'Union, qui révolta même plusieurs États évangéliques, et la crainte de maux encore plus grands, produisirent chez les catholiques quelque chose de plus qu'une oisive colère. L'autorité de l'empereur était trop déchue pour les protéger contre un tel ennemi. C'était leur alliance qui rendait les membres de l'Union si redoutables et si insolents: c'était une alliance qu'il fallait leur opposer.

L'évêque de Wurtzbourg traça le plan de cette union catholique, qui se distingua de l'évangélique par le nom de Ligue. Les points dont on convint furent à peu près les mêmes que ceux qui servaient de base à l'Union. La plupart des membres étaient des évêques. Le duc Maximilien de Bavière se mit à la tête de la Ligue, mais, en sa qualité de seul membre laïque considérable, avec un pouvoir bien supérieur à celui que les protestants avaient

laissé à leur chef. Outre que le duc de Bavière commandait seul toutes les forces militaires de son parti, ce qui donnait aux opérations une promptitude et une vigueur que ne pouvaient guère avoir celles de l'Union, la Ligue avait encore cet avantage que les contributions des riches prélats étaient payées bien plus régulièrement que celles des pauvres membres évangéliques de l'Union. Sans proposer à l'empereur, comme prince catholique de l'Empire, de prendre part à l'alliance, sans lui en rendre compte comme au chef de l'État, la Ligue se leva tout à coup, inattendue et menaçante, armée d'une force assez grande pour écraser à la fin l'Union et se maintenir sous trois empereurs. Elle combattait, il est vrai, pour l'Autriche, puisqu'elle était dirigée contre les princes protestants; mais l'Autriche elle-même fut bientôt réduite à trembler devant elle.

Cependant les armes des princes unis avaient été assez heureuses dans le duché de Juliers et en Alsace; ils tenaient Juliers bloqué étroitement, et tout l'évêché de Strasbourg était en leur pouvoir. Mais leurs brillants succès étaient arrivés à leur terme. Il ne parut pas d'armée française sur le Rhin: celui qui devait la commander, qui devait être l'âme de toute l'entreprise, Henri IV, n'était plus. Les fonds s'épuisaient; les États refusaient d'en fournir de nouveaux, et les villes impériales, membres de l'Union, s'étaient senties fort blessées qu'on leur demandât sans cesse leur argent et jamais leurs avis. Elles se montraient surtout irritées d'avoir dû se mettre en frais pour la querelle de Juliers, formellement exclue cependant des affaires de l'Union; de ce

que les princes s'adjugeaient de grosses pensions sur la caisse commune et, avant tout, de ce qu'ils ne leur rendaient aucun compte de l'emploi des fonds.

L'Union penchait donc vers sa chute, dans le temps même où la Ligue naissante se levait contre elle avec des forces entières et fraîches. La pénurie d'argent qui se faisait sentir ne permettait pas aux princes unis de tenir plus longtemps la campagne, et cependant il était dangereux de déposer les armes, à la vue d'un adversaire prêt à combattre. Pour se garantir au moins d'un côté, on se hâta de traiter avec l'ennemi le plus ancien, l'archiduc Léopold, et les deux partis convinrent de retirer leurs troupes d'Alsace, de rendre les prisonniers et d'ensevelir le passé dans l'oubli. C'est à ce vain résultat qu'aboutit cet armement, dont on s'était tant promis.

Le langage impérieux avec lequel l'Union, dans la confiance de sa force, s'était annoncée à l'Allemagne catholique, la Ligue l'employait maintenant vis-à-vis de l'Union et de ses troupes. On leur montrait les traces de leur expédition, et on les flétrissait hautement elles-mêmes des termes les plus sévères, que méritait leur conduite. Les évêchés de Wurtzbourg, Bamberg, Strasbourg, Mayence, Trèves, Cologne, et beaucoup d'autres, avaient éprouvé leur présence dévastatrice. On demanda que tous ces pays fussent dédommagés, que la liberté du passage par terre et par eau fût rétablie (car les princes unis s'étaient aussi rendus maîtres de la navigation du Rhin); enfin on exigeait que toutes choses fussent remises dans leur premier état. Mais, avant tout, on demanda

aux membres de l'Union de déclarer franchement et nettement ce qu'on avait à attendre d'eux. Leur tour était venu de céder à la force. Ils n'étaient pas en mesure contre un ennemi si bien préparé; mais c'étaient eux-mêmes qui avaient révélé au parti catholique le secret de sa force. Sans doute, il en coûtait à leur orgueil de mendier la paix, mais ils durent s'estimer heureux de l'obtenir. Un parti promit des dédommagements, l'autre le pardon. On mit bas les armes. L'orage se dissipa encore une fois, et l'on eut un intervalle de repos. Alors éclata en Bohême la révolte qui coûta à l'empereur la dernière de ses possessions héréditaires; mais ni l'Union ni la Ligue ne se mêlèrent à ce débat.

Enfin l'empereur Rodolphe mourut (1612). Descendu dans la tombe, son absence fut aussi peu remarquée que l'avait été sa présence sur le trône; mais, longtemps après, quand les malheurs des règnes suivants eurent fait oublier les malheurs du sien, sa mémoire fut entourée d'une auréole. De si affreuses ténèbres s'étendirent sur toute l'Allemagne, qu'on regretta avec des larmes de sang un tel empereur.

On n'avait jamais pu obtenir de Rodolphe qu'il fît élire son successeur à l'Empire, et chacun attendait avec inquiétude la prochaine vacance du trône; mais, contre toute attente, Matthias y monta promptement et paisiblement. Les catholiques lui donnèrent leurs voix, parce qu'ils espéraient tout de la vive activité de ce prince; les protestants lui donnèrent les leurs, parce qu'ils attendaient tout de sa débilité. Il n'est pas difficile de concilier cette contradiction: les uns se reposaient sur ce qu'on

avait vu de lui autrefois, les autres sur ce qu'on voyait de lui alors.

L'avènement d'un nouveau prince est toujours pour toutes les espérances comme le jour de tirage d'une loterie; dans un royaume électif, la première diète du nouveau roi est d'ordinaire sa plus rude épreuve. Tous les anciens griefs y sont produits, et l'on en cherche de nouveaux, pour les faire participer aux réformes qu'on espère: une création toute nouvelle doit commencer avec le nouveau règne. Chez les membres protestants de l'Empire vivait encore un tout frais souvenir des grands services que leurs coreligionnaires d'Autriche avaient rendus à Matthias dans sa révolte: et surtout la manière dont ceux-ci s'étaient fait payer de leurs secours semblait devoir maintenant leur servir de modèle à eux-mêmes.

C'était avec l'appui des diètes protestantes d'Autriche et de Moravie que Matthias s'était frayé la voie aux trônes de son frère et qu'il y était réellement monté; mais, emporté par ses projets ambitieux, il n'avait point réfléchi que par là, en même temps, la voie avait été ouverte à ses diètes pour dicter des lois à leur maître. Cette découverte l'arracha bientôt à l'ivresse de son bonheur. A peine reparaisait-il triomphant aux yeux de ses sujets autrichiens, après l'expédition de Bohême, que déjà l'attendait «une très-humble requête» qui suffisait pour empoisonner toute sa joie. On lui demandait, avant de procéder à l'hommage, une entière liberté de religion dans les villes et dans les bourgs, une parfaite égalité de droits entre catholiques et protestants, et, pour ceux-ci, l'accès de tout point égal à toutes

les charges. En plusieurs endroits, on se mit de soi-même en possession de cette liberté; et, dans la confiance qu'inspirait le régime nouveau, on rétablit arbitrairement le culte évangélique là où l'empereur l'avait aboli. A la vérité, Matthias n'avait pas dédaigné d'user contre Rodolphe des griefs des protestants, mais jamais il n'avait pu avoir la pensée d'y faire droit. Il se flatta qu'un langage ferme et résolu ferait tomber, dès le principe, ces prétentions. Il mit en avant ses droits héréditaires sur le pays, et il ne voulait entendre parler d'aucune condition avant l'hommage. C'était sans condition que les états voisins de Styrie, l'avaient prêté à l'archiduc Ferdinand; mais bientôt ils avaient eu lieu de s'en repentir. Avertis par cet exemple, les états d'Autriche persistèrent dans leur refus; et même, pour n'être pas violemment contraints à l'hommage, ils allèrent jusqu'à quitter la capitale, exhortèrent leurs co-états catholiques à la même résistance, et commencèrent à lever des troupes. Ils firent des démarches pour renouveler avec les Hongrois leur ancienne alliance, mirent dans leurs intérêts les princes protestants de l'Empire, et se disposèrent très-sérieusement à soutenir leur requête par les armes.

Matthias n'avait fait aucune difficulté de consentir aux exigences bien plus grandes des Hongrois. Mais la Hongrie était un royaume électif, et la constitution républicaine de ce pays justifiait les demandes des états aux yeux du prince, et sa propre condescendance vis-à-vis des états aux yeux de tout le monde catholique. En Autriche, au contraire, ses prédécesseurs avaient exercé des droits de souveraineté beaucoup plus étendus,

et il ne pouvait s'en laisser dépouiller par les états, sans se déshonorer devant toute l'Europe catholique, sans s'attirer la colère de Rome et de l'Espagne et le mépris de ses propres sujets catholiques. Ses conseillers, sévèrement orthodoxes, parmi lesquels Melchior Clésel, évêque de Vienne, avait sur lui le plus d'empire, l'exhortaient à se laisser arracher de force toutes les églises par les protestants, plutôt que de leur en céder une seule légalement.

Mais malheureusement ces embarras l'assaillirent dans un temps où Rodolphe vivait encore: spectateur de cette lutte, il pouvait aisément être tenté d'employer contre son frère les armes par lesquelles celui-ci avait triomphé de lui, à savoir des intelligences avec ses sujets rebelles. Afin d'échapper à ce coup, Matthias s'empressa d'accepter la proposition des états de Moravie, qui s'offraient à servir de médiateurs entre lui et les états d'Autriche. Un comité, des uns et des autres, se réunit à Vienne, où les députés autrichiens firent entendre un langage qui aurait surpris même à Londres, au sein du Parlement. «Les protestants, disaient-ils dans la conclusion, ne veulent pas être moins respectés dans leur patrie qu'une poignée de catholiques. C'est par le secours de sa noblesse protestante que Matthias a contraint l'empereur à céder; où se trouvent quatre-vingts barons papistes, on en compte trois cents évangéliques. L'exemple de Rodolphe doit être un avertissement pour Matthias. Qu'il prenne garde de perdre la terre, en voulant faire des conquêtes pour le ciel.» Les états de Moravie, au lieu d'exercer leur médiation au

profit de l'empereur, ayant fini par prendre eux-mêmes le parti de leurs frères autrichiens; l'union allemande étant intervenue en faveur de ceux-ci avec la plus grande énergie, et la crainte des représailles de Rodolphe ayant mis Matthias fort à la gêne, il se laissa enfin arracher la déclaration désirée en faveur des évangéliques.

Les membres protestants de l'empire d'Allemagne prirent alors pour modèle de leur conduite envers l'empereur celle des états autrichiens envers leur archiduc, et ils s'en promirent le même succès. A la première diète qu'il tint à Ratisbonne (1613), où les affaires les plus pressantes attendaient une solution, où une contribution générale était devenue nécessaire pour une guerre avec la Turquie et avec le prince Bethlen Gabor de Transylvanie, qui s'était déclaré maître de ce pays avec le secours des Turcs et menaçait même la Hongrie, ces membres protestants surprirent l'empereur par une demande toute nouvelle. Les voix catholiques étaient toujours les plus nombreuses dans le conseil des princes, et, comme tout se décidait à la pluralité des voix, on ne tenait d'ordinaire aucun compte des évangéliques, quelque étroite que fût leur union. Ils voulaient maintenant voir renoncer les catholiques à cet avantage de la pluralité des voix; ils voulaient qu'à l'avenir une religion n'eût plus la faculté d'annuler les voix de l'autre par une invariable majorité. Et, en effet, si la religion évangélique devait être représentée à la diète, il s'entendait, ce semble, de soi-même que la constitution de l'assemblée ne devait pas lui rendre impossible l'usage de son droit. A cette

demande, on ajoutait des plaintes sur les usurpations du conseil aulique et sur l'oppression des protestants, et les fondés de pouvoir des états avaient ordre de ne prendre aucune part aux délibérations générales, tant qu'ils n'auraient pas obtenu sur ce point préliminaire une réponse favorable.

Ainsi s'introduisit dans la diète une dangereuse division, qui menaçait de rendre à jamais impossible toute délibération commune. Si sincèrement que l'empereur eût désiré, à l'exemple de Maximilien, son père, tenir un sage milieu entre les deux religions, la conduite actuelle des protestants ne lui laissait plus que la fâcheuse nécessité de choisir entre elles. Dans ses pressants besoins, l'assistance de tout l'Empire lui était indispensable, et pourtant il ne pouvait s'attacher un parti sans perdre le secours de l'autre. Si mal affermi dans ses propres domaines héréditaires, il devait trembler à la seule pensée d'une guerre ouverte avec les protestants; mais toute l'Europe catholique, attentive à la résolution qu'il allait prendre, et les représentations des membres catholiques de l'Empire, celles des cours de Rome et d'Espagne, lui permettaient aussi peu de favoriser les protestants au préjudice de la religion romaine.

Une situation si critique aurait abattu un plus ferme génie que Matthias, et sa propre habileté l'aurait tiré difficilement de ce mauvais pas; mais l'intérêt des catholiques était lié étroitement avec l'autorité de l'empereur, et, s'ils la laissaient déchoir, les princes ecclésiastiques surtout étaient aussitôt livrés sans défense aux attaques des protestants. Voyant donc l'empereur balancer,

les catholiques jugèrent qu'il était grand temps de raffermir son courage qui faiblissait. On le fit pénétrer dans le secret de la Ligue; on lui en exposa toute l'organisation, les ressources et les forces. Si peu consolante que fût cette découverte pour l'empereur, la perspective d'un soutien si puissant lui donna cependant un peu plus de courage contre les évangeliques. Leurs demandes furent écartées, et la diète se sépara sans rien résoudre. Mais Matthias fut la victime de cette querelle. Les protestants lui refusèrent leurs subsides et se vengèrent sur lui de l'obstination des catholiques.

Cependant les Turcs se montraient eux-mêmes disposés à prolonger l'armistice, et on laissa le prince Bethlen Gabor en paisible possession de la Transylvanie. L'Empire se trouvait préservé des dangers extérieurs, et même au dedans, malgré toutes ces divisions si périlleuses, la paix régnait encore. Un accident fort imprévu avait donné à la querelle de la succession de Juliers la tournure la plus étrange. Ce duché était toujours possédé en commun par l'électeur de Brandebourg et le comte palatin de Neubourg; un mariage, entre le prince de Neubourg et une princesse de Brandebourg devait unir d'une manière indissoluble les intérêts des deux familles. Tout ce plan fut renversé par – un soufflet, que l'électeur de Brandebourg eut le malheur de donner, dans l'ivresse, à son gendre futur. Dès ce moment, la bonne harmonie fut détruite entre les deux maisons. Le prince de Neubourg se fit catholique. Une princesse de Bavière fut le prix de cette apostasie, et la puissante protection

de la Bavière et de l'Espagne la conséquence naturelle des deux événements. Pour aider le comte palatin à s'assurer la possession exclusive de Juliers, les troupes espagnoles furent attirées des Pays-Bas dans le duché. Pour se délivrer de ces hôtes, l'électeur de Brandebourg appela les Hollandais dans le pays, et, pour leur complaire, il embrassa le calvinisme. Les Espagnols et les Hollandais parurent, mais on put voir que c'était uniquement en vue de conquérir pour eux-mêmes.

La guerre voisine, des Pays-Bas, sembla vouloir prendre alors pour théâtre le territoire germanique, et quelle abondance de matières inflammables n'y trouvait-elle pas toute prête! L'Allemagne protestante vit avec effroi les Espagnols prendre pied sur le bas Rhin, et l'Allemagne catholique avec plus d'effroi encore les Hollandais franchir les limites de l'Empire. C'était à l'occident que devait éclater la mine depuis longtemps creusée sous tout le sol de l'Allemagne; la terreur et les alarmes s'étaient tournées de ce côté, et ce fut de l'orient que vint le coup qui amena l'explosion.

Le repos que la lettre de Majesté de Rodolphe II avait procuré à la Bohême se prolongea encore quelque temps sous le règne de Matthias, et jusqu'au jour où fut nommé un nouveau successeur à la couronne de ce royaume, dans la personne de Ferdinand de Grætz.

Ce prince, que nous apprendrons à mieux connaître dans la suite, sous le nom de Ferdinand II, s'était annoncé comme un zéléateur inexorable de l'Église romaine, en extirpant par

violence le protestantisme de ses États héréditaires: aussi la partie catholique de la nation bohême voyait-elle en lui le futur soutien de son Église. La santé caduque de Matthias rapprochait cette époque prévue, et les catholiques bohêmes, dans la confiance que leur inspirait un si puissant protecteur, commençaient déjà à traiter leurs adversaires avec moins de ménagements. Les sujets protestants de seigneurs catholiques étaient surtout exposés aux plus durs traitements. Plusieurs catholiques commirent même l'imprudence de parler assez haut de leurs espérances, et leurs menaces éveillèrent dans l'autre parti une fâcheuse méfiance contre leur futur souverain. Mais elle n'aurait jamais éclaté par des actes, si l'on s'en était tenu à des menaces générales, et si des attaques particulières contre certaines personnes n'avaient donné au mécontentement populaire des chefs entreprenants.

Henri Matthias, comte de Thurn, n'était pas né Bohême, mais il possédait quelques domaines dans le royaume; et son zèle pour la religion protestante, un amour enthousiaste pour sa nouvelle patrie, lui avaient gagné toute la confiance des utraquistes, ce qui lui ouvrit le chemin des postes les plus importants. Il avait servi avec gloire contre les Turcs. Par ses manières insinuantes, il gagna les cœurs de la multitude. Esprit ardent, impétueux; aimant le trouble, parce que ses talents y brillaient; assez inconsidéré et téméraire pour entreprendre des choses qu'une froide prudence et un sang plus tranquille ne hasardent point; assez peu scrupuleux pour jouer le sort des peuples, lorsqu'il s'agissait de satisfaire ses passions; assez habile

pour mener à la lisière une nation telle qu'était alors la Bohême: il avait déjà pris la part la plus active aux troubles sous le règne de Rodolphe, et c'était à lui principalement qu'on devait la lettre impériale, arrachée à ce prince par les états. La cour avait mis sous sa garde, comme burgrave de Karlstein, la couronne de Bohême et les chartes du royaume; mais, dépôt bien plus important, la nation s'était livrée elle-même à lui, en le nommant défenseur ou protecteur de la foi. Les grands qui gouvernaient l'empereur arrachèrent maladroitement au comte de Thurn la garde de choses mortes pour lui laisser son influence sur les vivants. Ils lui enlevèrent la dignité de burgrave, qui le faisait dépendre de la faveur de la cour, comme pour lui ouvrir les yeux sur l'importance de ce qui lui restait; ils blessèrent sa vanité, qui rendait pourtant son ambition inoffensive. Dès lors, il fut dominé par le désir de la vengeance, et l'occasion de le satisfaire ne lui manqua pas longtemps.

Dans la lettre de Majesté arrachée par les Bohêmes à Rodolphe II, aussi bien que dans la paix de religion des Allemands, un article important était resté indécis. Tous les droits que la paix de religion assurait aux protestants étaient pour les membres de la diète, pour le souverain, et non pour les sujets; on avait seulement stipulé pour les sujets des États ecclésiastiques une vague liberté de conscience. La lettre impériale de Bohême ne parlait non plus que des seigneurs, membres des états, et des villes royales, dont les magistrats avaient su conquérir des droits égaux à ceux des membres des états. A ces villes seules fut

accordée la liberté d'établir des églises, des écoles, et d'exercer publiquement le culte protestant. Dans toutes les autres villes, c'était aux seigneurs dont elles relevaient de statuer quel degré de liberté religieuse ils voulaient permettre aux sujets. Les membres de l'Empire germanique avaient usé de ce droit dans toute son étendue: les séculiers, sans opposition; les ecclésiastiques, auxquels une déclaration de l'empereur Ferdinand contestait ce droit, avaient combattu, non sans fondement, la validité de cette déclaration. Ce qui était *contesté* dans le traité de paix était *indéterminé* dans la lettre de Rodolphe; là, l'interprétation n'était pas douteuse, mais il était douteux de savoir si l'on devait l'obéissance; ici, l'interprétation était laissée aux seigneurs. Les sujets des membres ecclésiastiques des états de Bohême croyaient donc avoir le même droit que la déclaration de Ferdinand accordait aux sujets des évêques allemands: ils s'estimaient égaux aux sujets des villes royales, parce qu'ils rangeaient les domaines ecclésiastiques parmi les domaines de la couronne. Dans la petite ville de Klostergrab, qui dépendait de l'archevêque de Prague, et à Braunau, qui appartenait à l'abbé du couvent de ce nom, les sujets protestants osèrent bâtir des églises de leur propre autorité, et en terminèrent la construction malgré l'opposition de leurs seigneurs et même l'improbation de l'empereur.

Cependant, la vigilance des défenseurs s'était un peu ralentie, et la cour crut pouvoir hasarder un coup décisif. Sur un ordre impérial, l'église de Klostergrab fut démolie, celle de Braunau fermée de force, et les bourgeois les plus turbulents furent jetés

en prison. Un mouvement général parmi les protestants fut la suite de ces mesures; on cria à la violation de la lettre de Majesté. Le comte de Thurn, animé par la vengeance et pressé plus encore par son office de défenseur, se montra surtout très-actif pour échauffer les esprits. A son instigation, des députés de tous les cercles du royaume furent convoqués à Prague, pour prendre les mesures nécessaires dans ce danger commun. On convint de rédiger une supplique à l'empereur et d'insister sur l'élargissement des prisonniers. La réponse de l'empereur, déjà très-mal reçue des états parce qu'il ne l'avait pas adressée à eux-mêmes, mais à ses lieutenants, improuvait leur conduite, comme illégale et séditeuse, justifiait par un ordre impérial ce qui s'était fait à Klostergrab et à Braunau, et renfermait quelques passages qu'on pouvait interpréter comme des menaces.

Le comte de Thurn ne manqua pas d'augmenter la fâcheuse impression que cet écrit de l'empereur produisit sur l'assemblée des états. Il leur représenta le danger de tous ceux qui avaient pris part à la supplique et sut les entraîner par la peur et la colère à des résolutions violentes. Les soulever immédiatement contre l'empereur, c'eût été un pas encore trop hardi. Il ne les amena que par degrés à ce but inévitable. Il jugea bon de détourner d'abord leur mécontentement sur les conseillers de l'empereur, et fit répandre, à cet effet, le bruit que l'écrit impérial avait été rédigé à la lieutenance à Prague, et seulement signé à Vienne. Parmi les lieutenants impériaux, le président de la chambre Slawata et le baron de Martinitz, nommé burgrave de Karlstein à la

place de Thurn, étaient l'objet de la haine universelle. Depuis longtemps, l'un et l'autre avaient laissé voir assez clairement leurs dispositions hostiles aux membres protestants des états, en refusant seuls d'assister à la séance où la lettre impériale avait été enregistrée dans les statuts de Bohême. Dès lors, on les avait menacés de les rendre responsables de toute atteinte future portée à cet acte, et, depuis, tout ce qui était arrivé de fâcheux aux protestants leur avait été imputé, et non sans raison. Parmi tous les seigneurs catholiques, nuls ne s'étaient montrés aussi durs que ces deux hommes envers leurs sujets protestants. On les accusait de lâcher des chiens après eux, pour les pousser à la messe, et de les ramener de force au papisme, par le refus du baptême, du mariage et de la sépulture. Il n'était pas difficile d'enflammer la colère de la nation contre deux personnages si détestés, et on les choisit pour victimes du mécontentement universel.

Le 23 mai 1618, les députés, en armes et accompagnés d'une suite nombreuse, se présentèrent au château royal et entrèrent en tumulte dans la salle où les lieutenants de l'empereur, Sternberg, Martinitz, Lobkowitz et Slawata, étaient assemblés. Ils demandèrent d'un ton menaçant, à chacun d'eux, de déclarer s'il avait eu part à l'écrit impérial et s'il y avait donné son assentiment. Sternberg les accueillit avec modération; Martinitz et Slawata répondirent fièrement. Cela décida de leur sort. On conduisit par le bras hors de la salle Sternberg et Lobkowitz, moins haïs et plus redoutés; ensuite Slawata et Martinitz furent saisis, traînés vers une fenêtre et précipités, d'une hauteur de quatre-vingts

pieds, dans le fossé du château. On y jeta après eux le secrétaire Fabricius, leur créature à tous deux. Tout le monde civilisé s'étonna, comme de raison, d'une justice si étrange: les Bohêmes alléguèrent, pour s'excuser, l'usage national, et ne trouvèrent rien de surprenant dans cette affaire, sinon qu'on pût se relever, si bien portant, d'une telle chute. Un amas de fumier, sur lequel la lieutenance impériale eut le bonheur de choir, l'avait préservée du mal.

On ne pouvait se flatter d'avoir reconquis, par une si brusque exécution, les bonnes grâces de l'empereur; mais c'était là justement que le comte de Thurn avait voulu amener les états. S'ils s'étaient permis un pareil acte de violence dans la crainte d'un péril encore incertain, l'attente certaine d'un châtement et le besoin de sûreté, devenu plus pressant, devaient les entraîner bien plus loin encore. En se faisant justice à eux-mêmes d'une façon si brutale, ils avaient fermé toutes les voies à l'irrésolution et au repentir, et il ne paraissait possible de racheter ce crime unique que par une longue suite de violences. Comme on ne pouvait faire que l'acte n'eût pas été commis, il fallait désarmer le pouvoir qui devait punir. Trente directeurs furent nommés pour continuer légalement la révolte. On s'empara de toutes les affaires du gouvernement, de tous les revenus de la couronne; on reçut le serment des fonctionnaires royaux et des troupes; et l'on adressa à toute la nation bohême une sommation de défendre la cause commune. Les jésuites, que la haine générale accusait d'avoir provoqué jusque-là tous les actes d'oppression, furent

bannis de tout le royaume, et les états crurent nécessaire de justifier, dans un manifeste particulier, cette dure décision. Au reste, toutes ces mesures avaient pour objet le maintien des lois et de l'autorité royale: langage ordinaire des rebelles, jusqu'à ce que la fortune se soit prononcée pour eux.

L'émotion que la nouvelle de cette révolte de Bohême excita à la cour impériale fut loin d'être aussi vive que l'eût mérité une telle provocation. L'empereur Matthias n'était plus cet homme déterminé qui avait pu autrefois aller chercher son roi et son maître au sein de son peuple et le renverser de trois trônes. L'audacieux courage qui l'avait animé dans une usurpation l'abandonna dans une défense légitime. Les Bohêmes révoltés avaient pris les armes les premiers, et il était naturel qu'il armât comme eux. Mais il ne pouvait espérer de renfermer la guerre dans ce royaume; dans tous les pays de sa domination, les protestants étaient liés entre eux par une dangereuse sympathie: le péril commun de la religion pouvait les réunir tout à coup en une redoutable république. Que pouvait-il opposer à un pareil ennemi, si nos sujets protestants se séparaient de lui? Les deux partis n'allaient-ils pas s'épuiser dans une guerre civile si funeste? Tout n'était-il pas compromis s'il succombait, et, s'il était vainqueur, qui ruinait-il que ses propres sujets?

Ces considérations disposèrent Matthias et son conseil à l'indulgence et à des pensées de paix; mais d'autres voulaient voir dans cette indulgence même la cause du mal. L'archiduc Ferdinand de Grætz alla jusqu'à féliciter l'empereur d'un

événement qui justifierait devant l'Europe entière toutes les violences envers les protestants de Bohême. «La désobéissance, disait-il, l'anarchie et la révolte ont toujours donné la main au protestantisme. Toutes les libertés que Matthias et son prédécesseur ont accordées aux états n'ont eu d'autre effet que d'accroître leurs prétentions. C'est contre l'autorité souveraine que sont dirigées toutes les démarches des hérétiques; c'est par degrés que leur insolence en est venue à cette dernière attaque; bientôt, pour dernier outrage, ils attenteront à la personne de l'empereur. Contre de pareils ennemis, on ne trouvera de secours que dans les armes, de repos et d'autorité que sur les ruines de leurs dangereux privilèges, de sûreté pour la foi catholique que dans la destruction totale de cette secte. L'issue de la guerre était douteuse, il est vrai; mais, si on ne la faisait pas, la ruine était certaine. La confiscation des biens des rebelles suffirait largement aux dépenses, et la terreur des supplices enseignerait, pour l'avenir, aux autres diètes une prompt obéissance.»

Pouvait-on blâmer les protestants de Bohême de prendre à temps leurs mesures contre les effets de pareilles maximes? Aussi bien était-ce seulement contre l'héritier de l'empereur que cette révolte était dirigée, et non contre l'empereur lui-même, qui n'avait rien fait pour justifier les alarmes des protestants. Ce fut pour fermer le chemin du trône de Bohême à Ferdinand qu'on saisit les armes, dès le temps du règne de Matthias; mais on voulait, jusqu'à la mort de cet empereur, se tenir dans les bornes d'une apparente soumission.

Cependant la Bohême était en armes, et l'empereur ne pouvait pas même offrir la paix sans armer à son tour. L'Espagne avança de l'argent et promit qu'elle enverrait des troupes d'Italie et des Pays-Bas. On nomma généralissime un Néerlandais, le comte de Bucquoi, aucun homme du pays n'inspirant assez de confiance; le comte de Dampierre, étranger comme lui, commandait sous ses ordres. Avant que cette armée se mît en mouvement, l'empereur la fit précéder d'un manifeste, pour tenter les voies de la douceur. Il y déclarait aux Bohêmes que la lettre de Majesté était sacrée pour lui; qu'il n'avait jamais rien résolu contre leur religion ou leurs privilèges. Son armement actuel n'était lui-même que la suite nécessaire du leur; aussitôt que la nation aurait posé les armes, il licencierait, lui aussi ses troupes. Mais cette lettre clémente manqua son but, parce que les chefs de la révolte jugèrent prudent de cacher au peuple la bonne volonté de l'empereur. Au lieu de cela, ils répandirent du haut des chaires et dans des pamphlets les bruits les plus venimeux: ils faisaient trembler le peuple abusé, en le menaçant de nouvelles Saint-Barthélemy, qui n'existaient que dans leur tête. Toute la Bohême prit part à la révolte, excepté les villes de Budweiss, Krummau et Pilsen. Ces trois cités, qui étaient en grande partie catholiques, eurent seules le courage, au milieu de la défection générale, de rester fidèles à l'empereur, qui leur promit des secours. Mais il ne pouvait échapper au comte de Thurn combien il serait dangereux de laisser dans les mains de l'ennemi trois places d'une telle importance, qui tenaient ouverte en tout temps aux armes de

l'empereur l'entrée du royaume. Avec une prompte résolution, il parut devant Budweiss et Krummau, se flattant que l'épouvante lui livrerait l'une et l'autre. Krummau se rendit, mais Budweiss repoussa avec fermeté toutes ses attaques.

Alors l'empereur commença à montrer lui-même un peu plus de sérieuse vigueur et d'activité. Bucquoi et Dampierre se jetèrent dans la Bohême avec deux armées et commencèrent à la traiter en pays ennemi. Mais ces deux chefs impériaux trouvèrent le chemin de Prague plus difficile qu'ils ne s'y étaient attendus. Il leur fallut enlever, l'épée à la main, chaque passage, chaque poste un peu tenable, et la résistance augmentait à chaque pas, parce que les excès de leurs soldats, pour la plupart Hongrois et Wallons, poussaient les amis à la défection et les ennemis au désespoir. Mais, alors même que ses armées s'avançaient dans la Bohême, l'empereur continuait d'offrir la paix aux états et de se montrer disposé à un accommodement. De nouvelles perspectives qui s'ouvrirent pour les rebelles rehaussèrent leur courage. La diète de Moravie embrassa leur parti, et il leur vint d'Allemagne, en la personne du comte de Mansfeld, un défenseur aussi brave qu'inattendu.

Les chefs de l'Union évangélique avaient observé jusque-là les événements de Bohême en silence, mais non en spectateurs oisifs. La Bohême combattait pour la même cause qu'eux et contre le même ennemi: ils firent voir aux membres de l'alliance leur propre sort dans celui de ce peuple, et leur représentèrent sa cause comme l'intérêt le plus sacré pour l'union allemande.

Fidèles à ce principe, ils soutinrent le courage des rebelles par des promesses de secours, et une circonstance heureuse les mit en état de remplir à l'improviste cet engagement.

Le comte Pierre-Ernest de Mansfeld, dont le père, Ernest de Mansfeld, officier autrichien plein de mérite, avait commandé quelque temps avec beaucoup de gloire l'armée espagnole dans les Pays-Bas, fut l'instrument qui devait humilier la maison d'Autriche en Allemagne. Il avait fait lui-même ses premières campagnes au service de cette maison, et combattu, dans le pays de Juliers et en Alsace, sous les drapeaux de l'archiduc Léopold, contre la religion protestante et la liberté allemande; mais, gagné insensiblement par les principes de la nouvelle religion, il abandonna un chef intéressé, qui lui refusait le paiement des dépenses faites à son service, et il consacra à l'Union évangélique son zèle et son épée victorieuse. Il arriva précisément à cette époque que le duc de Savoie, engagé dans une guerre contre l'Espagne, demanda des secours à l'Union, dont il était l'allié. L'Union lui céda sa nouvelle conquête, et Mansfeld fut chargé de mettre sur pied en Allemagne, pour le duc et à ses frais, une armée de quatre mille hommes. Cette armée était prête à marcher, quand la guerre s'alluma en Bohême, et le duc n'ayant, à ce moment, aucun besoin de renforts, laissa ces troupes à la disposition de l'Union. Rien ne pouvait être plus au gré de celle-ci que de secourir, aux frais d'autrui, ses alliés de Bohême. Le comte de Mansfeld reçut aussitôt l'ordre de conduire ces quatre mille hommes dans ce royaume, et, pour cacher aux yeux du

monde les véritables auteurs de l'armement, on mit en avant un brevet délivré par les états de Bohême.

Manfeld parut dans le pays et s'y établit solidement par la prise de la ville forte de Pilsen, fidèle à l'empereur. Le courage des rebelles fut encore relevé par un autre secours, que leur envoyèrent les états de Silésie. Ils engagèrent alors avec les troupes impériales des combats, peu décisifs, mais qui n'en causèrent que plus de ravages et qui furent le prélude d'une guerre plus sérieuse. Afin de ralentir les opérations militaires de l'empereur, on négocia avec lui, et l'on accepta même la médiation offerte par la Saxe; mais, avant que le résultat pût montrer combien on était peu sincère, la mort fit disparaître l'empereur de la scène.

Qu'avait fait Matthias pour justifier l'attente du monde, qu'il avait provoquée en renversant son prédécesseur? Était-ce la peine de monter sur le trône de Rodolphe par un crime, pour l'occuper si mal et en descendre avec si peu de gloire? Tant que Matthias fut roi, il expia l'imprudence par laquelle il l'était devenu. Afin de porter la couronne quelques années plus tôt, il en avait sacrifié toute l'indépendance. Ce que les états, devenus plus puissants lui laissèrent d'autorité, ses propres agnats l'entravèrent par une humiliante contrainte. Malade et sans postérité, il vit l'attention des hommes courir au-devant de son orgueilleux successeur, qui, dans son impatience, anticipait sur sa destinée, et, sous le règne expirant d'un vieillard, ouvrait déjà le sien.

On pouvait regarder comme éteinte avec Matthias la branche

régnante de la maison d'Autriche en Allemagne. Car, de tous les fils de Maximilien, il ne restait plus que l'archiduc Albert, alors dans les Pays-Bas, qui, faible et sans enfants, avait cédé à la branche de Grætz ses droits à la succession. La maison d'Espagne s'était aussi désistée, dans un pacte secret, en faveur de l'archiduc Ferdinand de Styrie, de toutes ses prétentions sur les pays autrichiens. C'était en la personne de ce prince que la souche de Habsbourg devait pousser en Allemagne de nouvelles branches et faire revivre l'ancienne grandeur de l'Autriche.

Ferdinand eut pour père l'archiduc Charles de Carniole, de Carinthie et de Styrie, frère puîné de l'empereur Maximilien II, et pour mère une princesse de Bavière. Comme il avait perdu son père dès l'âge de douze ans, l'archiduchesse sa mère le confia à la garde du duc Guillaume de Bavière, frère de cette princesse, sous les yeux duquel il fut élevé et instruit par les jésuites, à l'université d'Ingolstadt. On imagine aisément quels principes Ferdinand dut puiser dans le commerce d'un prince qui avait renoncé par dévotion au gouvernement. On lui montrait, d'une part, l'indulgence des princes de la branche de Maximilien envers l'hérésie, et les troubles de leurs États; de l'autre, la prospérité de la Bavière et le zèle impitoyable de ses souverains pour la religion: entre ces deux modèles, on lui laissait le choix.

Préparé dans cette école à devenir un vaillant champion de Dieu, un actif instrument de l'Église, il quitta la Bavière, après un séjour de cinq ans, pour aller prendre le gouvernement de ses domaines héréditaires. Les états de Carniole, de Carinthie

et de Styrie, ayant demandé que leur liberté religieuse fût confirmée avant la prestation de l'hommage, Ferdinand répondit que l'hommage n'avait rien de commun avec la liberté religieuse. Le serment fut exigé et prêté sans condition. Plusieurs années s'écoulèrent avant que l'entreprise, dont le plan avait été conçu à Ingolstadt, parût mûre pour l'exécution. Avant de manifester son dessein, Ferdinand alla en personne implorer à Lorette la faveur de la Vierge Marie et chercher à Rome, aux pieds de Clément VIII, la bénédiction apostolique.

C'est qu'il ne s'agissait de rien moins que de bannir le protestantisme d'une contrée où il avait pour lui la supériorité du nombre et, de plus, une existence légale, grâce à un acte formel de tolérance que le père de Ferdinand avait octroyé à l'ordre des seigneurs et chevaliers du pays. Une concession si solennelle ne pouvait être retirée sans danger. Mais aucune difficulté n'effrayait le pieux élève des jésuites. L'exemple des autres princes de l'Empire, catholiques et protestants, qui avaient exercé sans contradiction, dans leurs domaines, le droit de réforme, et l'abus que les états de Styrie avaient fait de leur liberté religieuse, devaient servir de justification à cet acte de violence. Armé d'une loi positive, qui choquait le bon sens, on croyait pouvoir insulter sans pudeur aux lois de la raison et de l'équité. Au reste, dans cette injuste entreprise, Ferdinand montra un courage digne d'admiration et une louable constance. Sans bruit, et, il faut le dire aussi, sans cruauté, il supprima le culte protestant dans une ville, puis dans une autre, et, en peu d'années,

cette œuvre périlleuse fut achevée, à l'étonnement général de l'Allemagne.

Mais, tandis que les catholiques admiraient dans ce prince le héros et le chevalier de leur Église, les protestants commençaient à se prémunir contre lui, comme contre leur ennemi le plus dangereux. Néanmoins, la proposition de Matthias de lui assurer sa succession ne trouva point d'opposition, ou n'en trouva qu'une bien faible, dans les États électifs de l'Autriche, et les Bohêmes eux-mêmes le couronnèrent, sous des conditions très-acceptables, comme leur roi futur. Ce ne fut que plus tard, quand ils eurent reconnu la funeste influence de ses conseils sur le gouvernement de l'empereur, que leurs inquiétudes s'éveillèrent. Diverses pièces, écrites de la main de ce prince, que la malveillance fit tomber dans leurs mains et qui ne trahissaient que trop ses sentiments, portèrent leurs craintes au plus haut degré. Ils furent surtout révoltés d'un pacte secret de famille conclu avec l'Espagne, par lequel Ferdinand assurait à cette couronne le royaume de Bohême, à défaut d'héritiers mâles, sans avoir entendu la nation et sans nul égard au droit qu'elle avait d'élire ses souverains. Les nombreux ennemis que ce prince s'était faits, par sa réforme en Styrie, parmi les protestants en général, lui rendirent auprès des Bohêmes les plus mauvais services; et surtout quelques émigrés styriens, réfugiés en Bohême, et qui avaient apporté dans leur nouvelle patrie un cœur altéré de vengeance, se montraient fort actifs pour nourrir le feu de la révolte. Ce fut dans ces dispositions hostiles que le roi

Ferdinand trouva la nation bohême, lorsque l'empereur Matthias lui fit place.

De si mauvais rapports entre la nation et le prince candidat à la couronne auraient excité des orages, quelque paisible qu'eût été, du reste, la succession au trône: combien plus alors, au milieu du feu de la révolte; quand la nation avait repris sa souveraineté, qu'elle était revenue à l'état du droit naturel, qu'elle avait les armes à la main; que le sentiment de son union lui avait inspiré une foi enthousiaste en elle-même; que les plus heureux succès, des promesses de secours étrangers et des espérances folles avaient élevé son courage jusqu'à la plus ferme confiance! Oubliant les droits déjà conférés à Ferdinand, les états déclarèrent leur trône vacant et leur choix complètement libre. Il n'y avait aucun moyen de paisible soumission, et, si Ferdinand voulait posséder la couronne de Bohême, il avait le choix, ou de l'acheter au prix de tout ce qui rend une couronne souhaitable, ou de la conquérir l'épée à la main.

Mais par quels moyens la conquérir? De quelque côté qu'il tournât ses regards, tous ses États étaient en flammes. La Silésie était entraînée dans la révolte de la Bohême; la Moravie était sur le point de suivre cet exemple; dans la haute et la basse Autriche s'agitait, comme sous Rodolphe, l'esprit de liberté; aucune diète ne voulait prêter le serment. Le prince Bethlen Gabor de Transylvanie menaçait la Hongrie d'une irruption; un mystérieux armement des Turcs effrayait toutes les provinces situées à l'orient; et pour que la détresse de Ferdinand fût au

comble, il fallut encore que les protestants, éveillés par l'exemple général, levassent la tête dans ses domaines paternels. Ils avaient dans ces pays la supériorité du nombre; dans la plupart, ils étaient en possession des revenus avec lesquels Ferdinand devait faire la guerre. Les neutres commençaient à balancer; les fidèles, à désespérer; les malintentionnés montraient seuls du courage. Une moitié de l'Allemagne faisait signe aux rebelles de prendre patience, l'autre attendait l'événement sans agir; les secours de l'Espagne étaient encore dans des pays lointains: le moment qui donnait tout à Ferdinand menaçait de tout lui ravir.

Quelques offres qu'il fît maintenant, sous la dure loi de la nécessité, aux Bohêmes rebelles, toutes ses propositions de paix furent insolemment rejetées. Déjà le comte de Thurn se montre en Moravie, à la tête d'une armée, pour amener cette province, la seule qui fût encore chancelante, à prendre un parti. La vue de leurs amis donne aux protestants moraves le signal de la révolte. Brünn est emporté; le reste du pays se rend volontairement; dans toute la province, on change de religion et de gouvernement. Le torrent des rebelles, grossi dans sa course, se précipite dans l'Autriche supérieure, où un parti de même opinion le reçoit avec allégresse. «Plus de privilèges de religion! les mêmes droits pour toutes les Églises chrétiennes! Le bruit se répand qu'on lève dans le pays des troupes étrangères pour écraser la Bohême: ce sont elles qu'on vient chercher, dit-on, et l'on poursuivra jusqu'à Jérusalem l'ennemi de la liberté.» Aucun bras ne se remue pour défendre l'archiduc; à la fin, les rebelles viennent camper sous

les murs de Vienne, pour assiéger leur souverain.

Ferdinand avait éloigné ses enfants de Grætz, où ils n'étaient plus en sûreté, et les avait envoyés dans le Tyrol; lui-même, il attendait la révolte dans sa capitale. Une poignée de soldats était tout ce qu'il pouvait opposer à cet essaim furieux; et ce petit nombre d'hommes manquait de bonne volonté parce qu'ils étaient sans solde et même sans pain. Vienne n'était pas préparée à un long siège. Le parti des religionnaires, toujours prêt à se joindre aux Bohêmes, avait dans la ville la supériorité, ceux de la campagne rassemblaient déjà des troupes contre l'archiduc. Déjà la plèbe protestante le voyait enfermé dans un cloître, ses États partagés, et ses enfants élevés dans la nouvelle religion. Livré à des ennemis secrets, entouré d'ennemis déclarés, il voyait, à chaque instant, s'ouvrir l'abîme qui allait engloutir toutes ses espérances, l'engloutir lui-même. Les balles bohêmes volaient dans son palais impérial, où seize barons autrichiens, qui avaient pénétré dans son appartement, l'assiégeaient de reproches et voulaient lui arracher son consentement à une confédération avec les Bohêmes. Un de ces barons le saisit par les boutons de son pourpoint, lui lança ce cri au visage: «Ferdinand, signeras-tu?»

A qui n'eût-on pardonné de chanceler dans une position si terrible?.. Ferdinand songeait aux moyens de devenir empereur d'Allemagne. Il semblait n'avoir plus d'autre ressource que de fuir promptement ou de céder. Autour de lui, des hommes de cœur lui conseillaient le premier parti; des prêtres catholiques, le second. S'il abandonnait la ville, elle tombait dans les mains de

l'ennemi. Avec Vienne, l'Autriche était perdue; avec l'Autriche, le trône impérial. Ferdinand ne quitta point sa capitale et voulut tout aussi peu entendre parler de conditions.

L'archiduc discutait encore avec les barons qu'on lui avait députés; tout à coup, le son des trompettes retentit sur la place du château. Les assistants passent de l'étonnement à la crainte, un bruit sinistre se répand dans le palais: les députés disparaissent l'un après l'autre. On entend beaucoup de nobles et de bourgeois s'enfuir en toute hâte dans le camp de Thurn. Ce changement soudain avait été produit par un régiment de cuirassiers de Dampierre, qui, à ce moment décisif, avait pénétré dans la ville pour défendre l'archiduc. Un corps de fantassins les suivit bientôt; beaucoup de bourgeois catholiques, animés à cette vue d'un nouveau courage, et les étudiants eux-mêmes, prennent les armes. Une nouvelle qui arriva en même temps de Bohême acheva de sauver Ferdinand: le général néerlandais Bucquoi avait battu complètement le comte de Mansfeld près de Budweiss, et il marchait sur Prague. Les Bohêmes se hâtèrent de plier leurs tentes pour aller délivrer leur capitale.

Et maintenant l'ennemi laissait libres les passages qu'il avait occupés pour fermer à Ferdinand la route qui menait à Francfort, à l'élection impériale. S'il importait, en tout cas, au roi de Hongrie, pour l'ensemble de son plan, de monter sur le trône de l'Empire, c'était maintenant pour lui un intérêt d'autant plus grave, que son élection allait devenir le témoignage le moins suspect et le plus décisif pour la dignité de sa personne et

la justice de sa cause, en même temps qu'elle lui permettrait d'espérer les secours de l'Allemagne. Mais la même cabale, qui le poursuivait dans ses États héréditaires, travailla également contre lui dans sa candidature à la couronne impériale. On ne voulait plus voir monter aucun prince autrichien sur le trône d'Allemagne, et moins que tout autre ce Ferdinand, le persécuteur décidé de la religion protestante, l'esclave de l'Espagne et des jésuites. Pour l'écarter, on avait offert, du vivant de Matthias, la couronne impériale au duc de Bavière, et, après son refus, au duc de Savoie. Comme il n'était pas fort aisé de s'accorder avec celui-ci sur les conditions, on s'efforça du moins de retarder l'élection, jusqu'au moment où un coup décisif, en Bohême ou en Autriche, aurait ruiné toutes les espérances de Ferdinand et l'aurait rendu incapable de cette dignité. Les membres de l'Union ne négligèrent rien pour prévenir contre lui l'électeur de Saxe, qui était enchaîné aux intérêts de l'Autriche, et lui représenter le péril dont les maximes de ce prince et ses liaisons avec l'Espagne menaçaient la religion protestante et la constitution de l'Empire. Ils ajoutaient que, par l'élévation de Ferdinand au trône impérial, l'Allemagne ferait siennes les affaires particulières de l'archiduc et attirerait contre elle les attaques des Bohêmes. Mais, en dépit de tous les efforts contraires, le jour de l'élection fut fixé; Ferdinand y fut convoqué, comme roi légitime de Bohême; et, malgré la protestation des états de ce pays, sa voix d'électeur fut reconnue valable. Les trois voix des électeurs ecclésiastiques étaient à lui,

celle de la Saxe lui était aussi favorable; celle de Brandebourg ne lui était pas contraire, et une majorité décisive le nomma empereur (1619). C'est ainsi qu'il vit placée d'abord sur sa tête la plus douteuse de ses couronnes, pour perdre quelques jours après celle qu'il comptait parmi ses possessions assurées. Tandis qu'on le faisait empereur à Francfort, on le renversait, à Prague, du trône de Bohême.

Cependant presque tous ses États héréditaires d'Allemagne avaient formé une confédération formidable avec les Bohêmes, dont l'audace ne connut alors plus de bornes. Le 17 août 1619, dans une assemblée des états du royaume, ils déclarèrent l'empereur ennemi de la religion et de la liberté de la Bohême, pour avoir excité le feu roi contre eux par ses funestes conseils, prêté des troupes pour les opprimer, livré le royaume en proie aux étrangers, et même enfin, au mépris de leur souveraineté nationale, assuré le trône à l'Espagne, dans un pacte secret; il le déclarèrent déchu de tous ses droits à leur couronne et procédèrent sans retard à une nouvelle élection. Comme c'étaient des protestants qui avaient prononcé la sentence, le choix ne pouvait guère tomber sur un prince catholique: cependant, pour la forme, quelques voix se firent entendre en faveur de la Bavière et de la Savoie. Mais la haine religieuse acharnée qui divisait entre eux les évangéliques aussi et les réformés opposa quelque temps des obstacles, même à l'élection d'un roi protestant; enfin l'adresse et l'activité des calvinistes l'emportèrent sur les luthériens, supérieurs en nombre.

Parmi tous les princes qui furent proposés pour cette, dignité, l'électeur palatin Frédéric V s'était acquis les droits les plus fondés à la confiance et à la reconnaissance des Bohêmes. Chez aucun de ses compétiteurs, l'intérêt particulier de beaucoup de membres des états et l'inclination du peuple ne semblaient justifiés par autant d'avantages politiques. Frédéric V avait l'esprit libre et éveillé, une grande bonté de cœur, une générosité royale. Il était le chef des réformés en Allemagne; il dirigeait l'Union, dont les forces étaient à ses ordres: proche parent du duc de Bavière, gendre du roi de la Grande-Bretagne, qui pouvait le soutenir puissamment. Le parti calviniste fit valoir avec le plus heureux succès tous ces avantages, et les états du royaume, assemblés à Prague, élurent pour roi Frédéric V, au milieu des prières et des larmes de joie.

Tout ce qui s'accomplit à la diète de Prague était un coup trop bien préparé, et Frédéric avait pris lui-même à toute l'affaire une part trop active pour que l'offre des Bohêmes eût dû le surprendre. Mais, une fois en présence de la couronne, il fut effrayé de son éclat: la grandeur de l'attentat, jointe à celle du succès, intimida son cœur pusillanime. Selon l'habitude des âmes faibles, il voulut d'abord s'affermir dans son dessein par le jugement d'autrui; mais ce jugement n'avait aucun pouvoir sur lui lorsqu'il contrariait sa passion. La Saxe et la Bavière, auxquelles il avait demandé conseil, tous les électeurs ses collègues, tous ceux qui mettaient dans la balance, avec cette entreprise, ses talents et ses forces, lui montrèrent l'abîme où il se précipitait.

Le roi Jacques d'Angleterre lui-même aimait mieux voir une couronne arrachée à son gendre que de l'aider à violer la majesté sacrée des rois par un si funeste exemple. Mais que pouvait la voix de la sagesse contre l'éclat séducteur d'une couronne royale? Dans le moment où elle déploie sa plus grande énergie, où elle repousse loin d'elle le rejeton sacré d'une dynastie deux fois séculaire, une nation libre se jette dans ses bras; elle se fie à son courage et le choisit pour son chef dans la périlleuse carrière de la gloire et de la liberté; une religion opprimée attend de lui, de lui son défenseur-né, protection et appui contre son persécuteur: sera-t-il assez pusillanime pour avouer sa crainte, assez lâche pour trahir la religion et la liberté? Cette nation lui montre en même temps la supériorité de ses ressources et l'impuissance de ses ennemis; les deux tiers des forces autrichiennes armées contre l'Autriche, et, en Transylvanie, un belliqueux allié, tout prêt à diviser encore, par une attaque, les faibles restes de cette puissance. De si brillants appels n'éveilleraient pas son ambition? De telles espérances n'enflammeraient pas son courage?

Quelques instants de tranquille réflexion auraient suffi pour lui montrer la témérité de l'entreprise et le peu de valeur de la récompense; mais les encouragements parlaient à ses sens, les avertissements à sa raison. Ce fut son malheur que les voix qui l'entouraient, celles qui pouvaient le mieux se faire écouter, prissent le parti qui flattait ses désirs. L'agrandissement de leur maître ouvrait à l'ambition et à la cupidité de tous ses serviteurs palatins un vaste champ pour se satisfaire.

Tout zélé calviniste devait voir avec transport ce triomphe de son Église. Une tête si faible pouvait-elle résister aux séductions de ses conseillers, qui exagéraient ses ressources et ses forces autant qu'ils rabaissaient la puissance de l'ennemi; aux exhortations des prédicateurs de sa cour, qui lui présentaient les inspirations de leur zèle fanatique comme la volonté du ciel? Les rêveries des astrologues remplissaient son cerveau de chimériques espérances. La séduction vint même l'assaillir par la voix irrésistible de l'amour: «As-tu donc osé, lui disait l'électrice, recevoir la main d'une fille de roi pour trembler ainsi devant une couronne que l'on t'offre volontairement? J'aime mieux du pain à ta table de roi que des festins à ta table d'électeur.»

Frédéric accepta le trône de Bohême. Le couronnement se fit à Prague avec une pompe sans exemple: la nation étala toutes ses richesses pour honorer son propre ouvrage. La Silésie et la Moravie, annexes de la Bohême, suivirent l'exemple de l'État principal et prêtèrent serment. La réforme triomphait dans toutes les églises du royaume; l'allégresse était sans bornes; l'amour pour le nouveau roi allait jusqu'à l'adoration. Le Danemark et la Suède, la Hollande, Venise et plusieurs États d'Allemagne le reconnurent comme roi légitime, et Frédéric se mit à prendre ses mesures pour se maintenir sur son nouveau trône.

Sa plus grande espérance reposait sur le prince de Transylvanie, Bethlen Gabor. Ce redoutable ennemi de l'Autriche et de l'Église catholique, non content de la principauté qu'il avait enlevée, avec le secours des Turcs, à son maître

légitime, Gabriel Bathori, saisit avec empressement cette occasion de s'agrandir aux dépens des princes autrichiens, qui avaient refusé de le reconnaître comme souverain de la Transylvanie. Une attaque fut concertée avec les rebelles bohêmes contre la Hongrie et l'Autriche: les deux armées devaient faire leur jonction devant la capitale. Cependant Bethlen Gabor cacha sous un faux semblant d'amitié le véritable objet de ses préparatifs; il promit artificieusement à l'empereur d'attirer les Bohêmes dans le piège, en feignant de les secourir: il promit de lui livrer vivants les chefs de la révolte. Mais tout à coup il paraît en ennemi dans la haute Hongrie; la terreur le précède; derrière lui est la dévastation. Tout le pays se soumet, et il reçoit à Presbourg la couronne de Hongrie. Le frère de l'empereur, qui était gouverneur de Vienne, trembla pour cette capitale. Il se hâta d'appeler le général Bucquoi à son secours, et la retraite des Impériaux amena derechef l'armée bohême devant Vienne. Renforcée de douze mille Transylvains, et bientôt réunie avec les troupes victorieuses de Bethlen Gabor, elle menaça de nouveau d'emporter la ville. Tous les environs étaient ravagés, le Danube fermé, les communications interceptées; déjà l'on éprouvait les terreurs de la faim. Ferdinand, que ce pressant danger avait ramené précipitamment dans sa capitale, se voyait pour la seconde fois sur le bord de l'abîme. Enfin, la disette et la rigueur de la température forcèrent les Bohêmes à retourner chez eux; un échec en Hongrie rappela Bethlen Gabor: la fortune avait encore une fois sauvé l'empereur.

En peu de semaines, tout changea de face: par sa prudence et son activité, Ferdinand rétablit ses affaires, autant que Frédéric ruina les siennes par sa négligence et ses mauvaises mesures. Les états de la basse Autriche furent amenés à prêter l'hommage par la confirmation de leurs privilèges, et quelques membres, qui avaient refusé de paraître, furent déclarés coupables de lèse-majesté et de haute trahison. Ainsi l'empereur s'était rétabli dans un de ses États héréditaires, et en même temps il mettait tout en mouvement pour s'assurer des secours étrangers. Déjà, par ses représentations verbales lors de l'élection impériale de Francfort, il avait réussi à gagner à sa cause les électeurs ecclésiastiques, et, à Munich, le duc Maximilien de Bavière. De la part que l'Union et la Ligue prendraient à la guerre de Bohême dépendaient l'issue de cette guerre, le sort de l'empereur et celui de Frédéric. Toute l'Allemagne protestante semblait intéressée à soutenir Frédéric, et la religion catholique à ne pas laisser succomber l'empereur. Tous les princes catholiques d'Allemagne devaient trembler pour leurs possessions, si les protestants étaient vainqueurs en Bohême; s'ils succombaient, l'empereur pouvait faire la loi à toute l'Allemagne protestante. Ferdinand mit donc la Ligue en mouvement, et Frédéric l'Union. Le lien de la parenté, et son attachement personnel pour l'empereur, son beau-frère, avec qui il avait été élevé à Ingolstadt; le zèle pour la religion catholique, visiblement menacée du plus grand péril; les inspirations des jésuites; enfin, les mouvements suspects de l'Union, décidèrent le duc de Bavière à faire de la cause de Ferdinand sa propre cause,

et tous les princes de la Ligue imitèrent son exemple.

Maximilien de Bavière, après s'être assuré, par un traité conclu avec l'empereur, le dédommagement de tous ses frais de guerre et de toutes les pertes qu'il pourrait éprouver, prit, avec des pouvoirs illimités, le commandement des troupes de la Ligue, qui devaient marcher au secours de l'empereur contre les rebelles de Bohême.

Les chefs de l'Union, au lieu de faire obstacle à cette dangereuse alliance de la Ligue et de l'empereur, mirent plutôt tout en œuvre pour l'accélérer. S'ils amenaient la Ligue catholique à prendre une part déclarée dans la guerre de Bohême, ils avaient lieu de se promettre la même chose de tous les membres et alliés de l'Union. Si l'Union n'était menacée par une démarche publique de l'autre parti, on ne pouvait espérer de voir réunies les forces des protestants. Les princes saisirent donc le moment critique des troubles de Bohême pour demander aux catholiques le redressement de tous les anciens griefs et une complète garantie de la liberté religieuse. Cette demande, dont le ton était menaçant, ils l'adressèrent au duc de Bavière, comme chef des catholiques, et ils insistèrent pour avoir une réponse prompte et sans réserve. Que Maximilien se prononçât pour eux ou contre eux, ils atteignaient leur but. S'il cédait, le parti catholique était privé de son plus puissant défenseur; s'il résistait, il armait tout le parti protestant et rendait inévitable la guerre, de laquelle ils se promettaient un bon résultat. Maximilien, que tant d'autres motifs attiraient déjà dans le parti opposé,

prit cette sommation pour une formelle déclaration de guerre, et l'armement fut hâté. Tandis que la Bavière et la Ligue prenaient les armes pour l'empereur, on négociait des subsides avec la cour d'Espagne. Toutes les difficultés que la politique somnolente du ministère espagnol opposait à cette demande furent heureusement surmontées par le comte de Khevenhüller, ambassadeur impérial à Madrid. Outre l'avance d'un million de florins, que l'on sut arracher peu à peu à cette cour, on la décida à diriger des Pays-Bas espagnols une attaque sur le bas Palatinat.

En même temps qu'on s'efforçait d'attirer dans l'alliance toutes les puissances catholiques, on entravait avec la plus grande énergie la contre-alliance protestante. Il importait de rassurer l'électeur de Saxe et plusieurs autres princes évangéliques sur le bruit, répandu par l'Union, que les préparatifs de la Ligue avaient pour but de leur reprendre les bénéfices sécularisés. L'assurance du contraire, donnée par écrit, tranquillisa l'électeur de Saxe, que sa jalousie particulière contre le Palatinat, les suggestions de son prédicateur de cour, vendu à l'Autriche, enfin la mortification de s'être vu écarté par les Bohêmes, à l'élection de leur roi, faisaient déjà pencher pour l'empereur. Le fanatisme luthérien ne pouvait pardonner aux réformés «que tant de faibles pays dussent s'engouffrer (c'est ainsi qu'on s'exprimait) dans la gueule du calvinisme, et l'antechrist romain faire simplement place à l'antechrist helvétique.»

Tandis que Ferdinand mettait tout en œuvre pour améliorer sa fâcheuse position, Frédéric ne négligeait rien pour gâter sa

bonne cause. Sa liaison choquante avec le prince de Transylvanie, l'allié déclaré de la Porte, scandalisait les âmes faibles, et le bruit public l'accusait de chercher son agrandissement aux dépens de la chrétienté et d'avoir armé les Turcs contre l'Allemagne. Il irritait les luthériens de Bohême par son zèle inconsidéré pour la religion réformée, et les catholiques par ses attaques contre les images. L'introduction d'impôts onéreux lui enleva l'amour du peuple. Les grands du royaume, trompés dans leur attente, se refroidirent pour sa cause; le défaut de secours étrangers abattit leur confiance. Au lieu de se consacrer avec une ardeur infatigable à l'administration du royaume, Frédéric perdait son temps en plaisirs frivoles; au lieu d'accroître son trésor par une sage économie, il dissipait dans un faste inutile et théâtral, et par une libéralité mal entendue, les revenus de ses États. Avec une légèreté insouciant, il se mirait dans sa dignité nouvelle, et ne songeant, hors de saison, qu'à jouir de sa couronne, il oubliait le soin plus pressant de l'affermir sur sa tête.

Autant l'on s'était abusé sur le compte de Frédéric, autant il s'était malheureusement trompé lui-même dans son espoir d'assistance étrangère. La plupart des membres de l'Union séparaient les affaires de Bohême de l'objet de leur alliance; d'autres membres de l'Empire, dévoués à Frédéric, étaient enchaînés par une crainte aveugle de l'empereur: Ferdinand avait gagné l'électeur de Saxe et le duc de Hesse-Darmstadt; la basse Autriche d'où l'on attendait une puissante diversion, avait rendu hommage à l'empereur; Bethlen Gabor avait conclu avec lui

un armistice. La cour de Vienne sut endormir le Danemark par des ambassades, et occupa la Suède par une guerre avec la Pologne. La république de Hollande avait de la peine à se défendre contre les armes espagnoles; Venise et la Savoie restèrent dans l'inaction; le roi Jacques d'Angleterre se laissa tromper par les artifices de l'Espagne. Un ami après l'autre se retira; une espérance après l'autre s'évanouit. Si rapide avait été, en quelques mois, le changement de toutes choses!

Cependant les chefs de l'Union rassemblèrent un corps d'armée; l'empereur et la Ligue en firent autant. Les forces de la Ligue étaient réunies près de Donawert, sous les ordres de Maximilien; celles de l'Union, près d'Ulm, sous le margrave d'Ansbach. On croyait toucher enfin au moment décisif, qui devait terminer par un grand coup cette longue querelle et fixer irrévocablement les rapports des deux Églises en Allemagne. Les deux partis attendaient l'événement avec anxiété. Mais quel ne fut pas l'étonnement, lorsque la nouvelle de la paix arriva tout à coup, et que les deux armées se séparèrent sans coup férir!

L'intervention de la France avait produit cette paix, que les deux partis acceptèrent avec un égal empressement. Le ministère français, qui n'était plus dirigé par Henri le Grand, et d'ailleurs la politique de ce roi n'était peut-être plus applicable à la situation du royaume, craignait maintenant beaucoup moins l'agrandissement de l'Autriche que la puissance où s'élèveraient les calvinistes si la maison palatine se maintenait sur le trône de Bohême. Engagé lui-même, précisément alors, dans une lutte

difficile avec les huguenots de l'intérieur, il n'avait pas de plus pressant intérêt que de voir la faction protestante écrasée le plus tôt possible en Bohême, avant qu'elle pût offrir à la faction des huguenots en France un dangereux modèle. Afin que l'empereur eût les mains libres pour agir sans délai contre les Bohêmes, le ministère français s'interposa donc comme médiateur entre l'Union et la Ligue, et ménagea cette paix inattendue, dont l'article le plus important était «que l'Union ne prendrait aucune part aux affaires de Bohême, et que les secours qu'elle pourrait prêter à Frédéric V ne s'étendraient pas au delà des pays palatins.» La fermeté de Maximilien et la crainte de se voir prise entre les troupes de la Ligue et une nouvelle armée impériale, qui s'avancait des Pays-Bas, décidèrent l'Union à cette paix honteuse.

Toutes les forces de la Bavière et de la Ligue étaient maintenant aux ordres de l'empereur contre les Bohêmes, que le traité d'Ulm abandonnait à leur sort. Avant que la nouvelle de ce qui s'était passé à Ulm se fût répandue dans l'Autriche supérieure, Maximilien y parut tout à coup, et les états, consternés, nullement préparés à repousser une attaque, achetèrent le pardon de l'empereur en lui rendant l'hommage sur-le-champ et sans condition. Le duc fut renforcé, dans la basse Autriche, par les troupes néerlandaises du comte de Bucquoi, et cette armée austro-bavaroise, qui s'élevait, après la jonction, à cinquante mille hommes, pénétra, sans perdre un moment, sur le territoire de Bohême. Elle chassa devant elle tous les escadrons bohêmes, répandus dans la basse Autriche et la Moravie. Toutes

les villes qui tentèrent de résister furent prises d'assaut; d'autres, effrayées par le bruit du châtiment infligé à celles-ci, ouvrirent volontairement leurs portes: rien n'arrêtait la course impétueuse de Maximilien. L'armée bohême, sous les ordres du vaillant prince Christian d'Anhalt, se replia jusque dans le voisinage de Prague, et Maximilien lui livra bataille sous les murs de cette capitale.

Le mauvais état dans lequel il espérait surprendre l'armée des rebelles justifiait la précipitation de Maximilien et lui assura la victoire. Frédéric n'avait pas rassemblé trente mille hommes; le prince d'Anhalt lui en avait amené huit mille; Bethlen Gabor lui avait envoyé dix mille Hongrois. Une incursion de l'électeur de Saxe dans la Lusace avait intercepté tous les secours qu'il attendait de ce pays et de la Silésie; la pacification de l'Autriche le privait de tous ceux qu'il s'était promis de ce côté. Bethlen Gabor, le plus important de ses alliés, se tint en repos. L'Union avait livré Frédéric à l'empereur. Il ne lui restait plus que ses Bohêmes, qui manquaient eux-mêmes de bonne volonté, d'accord et de courage. Les magnats de Bohême étaient mécontents de se voir préférer des généraux allemands; le comte de Mansfeld resta à Pilsen, séparé du quartier général, afin de ne pas servir sous Anhalt et Hohenlohe. Le soldat, qui manquait du nécessaire, perdit toute ardeur et tout courage, et la mauvaise discipline de l'armée provoquait chez le paysan les plaintes les plus amères. Ce fut en vain que Frédéric se montra dans le camp, afin d'animer par sa présence le courage des soldats, et par son exemple

l'émulation de la noblesse.

Les Bohêmes commençaient à se retrancher sur la Montagne-Blanche, non loin de Prague, lorsque l'armée combinée austro-bavaroise les assaillit, le 8 novembre 1620. Au commencement de l'action, la cavalerie du prince d'Anhalt remporta quelques avantages, bientôt rendus vains par la supériorité de l'ennemi. Les Bavaois et les Wallons chargèrent avec une force irrésistible, et la cavalerie hongroise fut la première à tourner le dos. L'infanterie bohême ne tarda pas à suivre son exemple, et les Allemands furent enfin entraînés aussi dans la déroute générale. Dix canons, qui formaient toute l'artillerie de Frédéric, tombèrent dans les mains de l'ennemi. Quatre mille Bohêmes périrent dans la fuite et dans le combat; les troupes de l'empereur et de la Ligue perdirent à peine quelques centaines d'hommes. Cette victoire décisive avait été remportée en moins d'une heure.

Frédéric était à dîner dans Prague, tandis que ses troupes se faisaient tuer pour lui sous les murs de la ville. Il ne s'attendait probablement encore à aucune attaque, puisqu'il avait commandé ce jour-là même un grand repas. Un courrier le fit enfin sortir de table, et il put voir des remparts tout cet affreux spectacle. Il demanda une suspension d'armes de vingt-quatre heures pour se déterminer après réflexion: huit heures furent tout ce qu'il obtint du duc. Frédéric les employa à s'enfuir de la capitale, pendant la nuit, avec sa femme et les principaux officiers de l'armée. Cette fuite fut si précipitée, que le prince d'Anhalt oublia ses papiers les plus secrets et Frédéric sa couronne. «Je sais maintenant

ce que je suis,» disait ce malheureux prince aux personnes qui essayaient de le consoler. «Il y a des vertus que le malheur seul peut nous enseigner, et ce n'est que dans l'adversité que nous apprenons, nous autres princes, ce que nous sommes.»

Prague n'était pas encore perdue sans ressource, quand le pusillanime Frédéric l'abandonna. Mansfeld était toujours à Pilsen, avec son corps détaché, qui n'avait pas vu la bataille. A chaque instant, Bethlen Gabor pouvait commencer les hostilités et rappeler aux frontières de Hongrie les forces de l'empereur. Les Bohêmes battus pouvaient se relever, les maladies, la faim et le froid détruire les ennemis: toutes ces espérances s'évanouirent devant la crainte présente.

Frédéric redoutait l'inconstance des Bohêmes, qui pouvaient aisément céder à la tentation de livrer sa personne à l'empereur pour acheter leur grâce.

Thurn et ceux qui partageaient sa condamnation ne jugèrent pas prudent non plus d'attendre leur sort dans les murs de Prague. Ils se réfugièrent en Moravie, pour chercher, bientôt après, leur salut dans la Transylvanie. Frédéric s'enfuit à Breslau, mais il n'y séjourna que peu de temps, et trouva ensuite un asile à la cour de l'électeur de Brandebourg, puis enfin en Hollande.

La bataille de Prague avait décidé du sort de toute la Bohême. Prague se rendit dès le lendemain au vainqueur; les autres villes suivirent le sort de la capitale. Les états rendirent l'hommage sans condition; leur exemple fut imité en Silésie et en Moravie. L'empereur laissa s'écouler trois mois avant d'ordonner une

enquête sur le passé. Beaucoup de ceux qui avaient pris la fuite dans la première frayeur reparurent dans la capitale, rassurés par cette apparence de modération; mais, à un jour, à un moment fixé, l'orage éclata. Quarante-huit des plus actifs instigateurs de la révolte furent arrêtés et traduits devant une commission extraordinaire, composée de Bohêmes et d'Autrichiens. Vingt-sept d'entre eux périrent sur l'échafaud; dans la classe du peuple, une quantité innombrable eut le même sort. On somma les absents de comparaître, et, aucun d'eux ne s'étant présenté, ils furent condamnés à mort, comme coupables de haute trahison et de lèse-majesté impériale. Leurs biens furent confisqués, leurs noms cloués au gibet. On confisqua même les biens de rebelles déjà morts. Cette tyrannie était supportable, parce qu'elle ne pesait que sur certaines personnes, et que les dépouilles de l'un enrichissaient l'autre; mais d'autant plus douloureuse fut l'oppression qui accabla sans distinction tout le royaume. Tous les prédicateurs protestants, d'abord les bohêmes, et un peu plus tard les allemands, furent expulsés du pays. Ferdinand coupa de sa propre main la lettre de Majesté de Rodolphe et en brûla le sceau. Sept ans après la bataille de Prague, toute tolérance envers les protestants était abolie dans le royaume. Mais les violences que l'empereur se permit contre les privilèges religieux des Bohêmes, il se les interdit à l'égard de leur constitution politique, et, en même temps qu'il leur enlevait la liberté de penser, il leur laissait généreusement le droit de se taxer eux-mêmes.

La victoire de la Montagne-Blanche mit Ferdinand en

possession de tous ses États et les lui rendit même avec un pouvoir plus étendu que celui dont y avait joui son prédécesseur, parce que l'hommage fut rendu sans condition, et qu'aucune lettre impériale ne limitait plus son autorité souveraine. Tous ses justes désirs étaient donc satisfaits, et même au delà de son attente.

Il était libre maintenant de congédier ses alliés et de rappeler ses armées. La guerre était finie, si seulement il était juste; s'il était juste et généreux, les châtimens devaient cesser aussi. Tout le sort de l'Allemagne était dans sa main, et des millions de créatures humaines attendaient le bonheur ou le malheur de la détermination qu'il allait prendre. Jamais si grande décision ne fut au pouvoir d'un seul homme; jamais l'aveuglement d'un seul homme ne causa tant de calamités.

LIVRE DEUXIÈME

La résolution que prit alors Ferdinand donna à la guerre une tout autre direction, un autre théâtre et d'autres acteurs. D'une révolte en Bohême et d'une exécution militaire contre des rebelles, on vit naître une guerre allemande et bientôt européenne. Le moment est donc venu de jeter un coup d'œil sur l'Allemagne et sur le reste de l'Europe.

Tout inégal que fût, entre catholiques et protestants, le partage du territoire de l'Empire et des privilèges de ses membres, chaque parti n'avait qu'à profiter de ses propres avantages et à rester sagement uni, pour contre-balancer les forces de l'autre. Si les catholiques étaient plus nombreux et plus favorisés par la constitution de l'Empire, les protestants possédaient une suite continue de contrées populeuses, des princes belliqueux, une vaillante noblesse, de nombreuses armées, des villes impériales opulentes; ils étaient maîtres de la mer, et, en cas de nécessité, ils avaient un parti assuré dans les États des princes catholiques. Si les catholiques pouvaient compter sur les armes de l'Espagne et de l'Italie, la république de Venise, la Hollande et l'Angleterre ouvraient leurs trésors aux protestants; les États du Nord et les redoutables Ottomans étaient prêts à voler à leur secours. Le Brandebourg, la Saxe et le Palatinat opposaient dans le collège électoral trois voix protestantes, d'un poids considérable, aux trois voix ecclésiastiques; et, si les États protestants savaient

user de leur force, la dignité impériale devenait une chaîne pour l'électeur de Bohême, comme pour l'archiduc d'Autriche. L'épée de l'Union pouvait retenir l'épée de la Ligue dans le fourreau, ou, s'il fallait en venir à la guerre, elle en pouvait rendre l'événement incertain. Malheureusement, l'intérêt particulier rompit le lien politique qui devait unir entre eux tous les membres protestants de l'Empire. Cette grande époque ne trouva sur la scène que des esprits médiocres, et l'on ne profita point du moment décisif, parce que les courageux manquèrent de puissance, et les puissants d'intelligence, de courage et de résolution.

Les mérites de son aïeul Maurice, l'étendue de ses possessions et l'importance de son suffrage plaçaient l'électeur de Saxe à la tête de l'Allemagne protestante. La résolution qu'il allait prendre devait décider lequel des deux partis triompherait dans la lutte, et Jean-Georges n'était pas insensible aux avantages que lui assurait cette position considérable. Conquête également significative pour l'empereur et pour l'Union, il évitait soigneusement de se donner tout entier à l'un ou à l'autre; il ne voulait point, par une déclaration irrévocable, se fier à la reconnaissance de Ferdinand ni renoncer aux fruits qu'il pouvait retirer de la crainte inspirée à ce prince. Inaccessible au vertige de l'enthousiasme chevaleresque ou religieux, qui entraînaient un souverain après l'autre à risquer sa couronne et sa vie dans les hasards de la guerre, Jean-Georges aspirait à la gloire plus solide de ménager son bien et de l'augmenter. Si ses contemporains l'accusèrent d'avoir abandonné dans le fort de l'orage la cause protestante,

d'avoir préféré l'agrandissement de sa maison au salut de la patrie, d'avoir exposé à la ruine toute l'Église évangélique d'Allemagne, de peur de faire le moindre mouvement en faveur des réformés; s'ils l'accusèrent d'avoir fait par sa douteuse amitié presque autant de mal à la cause commune que ses plus ardents ennemis: il pouvait répondre que la faute en était à ces princes qui n'avaient pas su prendre pour modèle sa sage politique. Si, malgré cette sage politique, le paysan saxon eut à gémir, comme tous les autres, sur les horreurs qui accompagnaient le passage des armées impériales; si l'Allemagne tout entière put voir comme Ferdinand trompait son allié et se jouait de ses promesses; si Jean-Georges lui-même crut enfin s'en apercevoir: c'était à l'empereur de rougir, lui qui trahissait si cruellement une si loyale confiance.

Si cette confiance exagérée en la maison d'Autriche, et l'espérance d'agrandir ses domaines, lièrent les mains de l'électeur de Saxe, la crainte de l'Autriche et la frayeur de perdre ses États tinrent le faible Georges-Guillaume de Brandebourg dans des liens bien plus honteux. Ce qu'on reprochait à ces deux souverains aurait sauvé à l'électeur palatin sa gloire et ses États. Une confiance irréfléchie en ses forces non éprouvées, l'influence des conseils de la France, et l'éclat séduisant d'une couronne avaient entraîné ce malheureux prince dans une aventure à la hauteur de laquelle ne s'élevaient ni son génie ni sa situation politique. La puissance de la maison palatine était affaiblie par le morcellement de ses domaines et le peu

d'harmonie qui régnaît entre ses princes: réunie dans une seule main, cette puissance aurait pu longtemps encore rendre douteuse l'issue de la guerre.

Les partages affaiblissaient aussi la maison souveraine de Hesse, et la différence de religion entretenait entre Cassel et Darmstadt une division funeste. La ligne de Darmstadt, attachée à la confession d'Augsbourg, s'était mise sous la protection de l'empereur, qui la favorisait au détriment de la ligne réformée de Cassel. Tandis que ses frères dans la foi versaient leur sang pour la religion et la liberté, le landgrave Georges de Darmstadt recevait une solde de l'empereur. Mais, à l'exemple de son ancêtre, qui avait entrepris cent ans auparavant, de défendre la liberté allemande contre le redoutable Charles-Quint, Guillaume de Cassel préféra le parti du danger et de l'honneur. Supérieur à la crainte, qui faisait plier des princes bien plus forts que lui sous la toute-puissance de Ferdinand, le landgrave Guillaume fut le premier qui offrit le secours de son bras héroïque au héros suédois et qui donna aux princes d'Allemagne cet exemple que nul ne voulait risquer avant les autres. Autant sa décision annonçait de courage, autant sa persévérance montra de fermeté et ses exploits de bravoure. Avec une résolution intrépide, il se posta à la frontière de son pays ensanglanté et reçut avec un dédain railleur l'ennemi dont les mains fumaient encore du sac de Magdebourg.

Le landgrave Guillaume est digne de passer à l'immortalité, à côté de l'héroïque branche ernestine. Il se leva bien tard pour toi

le jour de la vengeance, infortuné Jean-Frédéric, noble prince, à jamais glorieux! Mais, s'il a été lent à paraître, quelle en fut la splendeur! On vit ton époque renaître, et ton héroïsme descendit sur tes petits-fils. Une race vaillante de princes sort des forêts de la Thuringe, pour flétrir, par ses exploits immortels, le jugement qui dépouilla ton front de la couronne électorale, et apaiser, en entassant les victimes sanglantes, ton ombre irritée. L'arrêt du vainqueur put leur enlever tes États, mais non la vertu patriotique qui te les fit sacrifier, ni le courage chevaleresque, qui, un siècle plus tard, fera chanceler le trône de son petit-fils. Ta vengeance et celle de l'Allemagne ont aiguisé le fer sacré, fatal à la race de Habsbourg, et de la main d'un héros à celle d'un autre se transmet le glaive invincible. Ce qu'ils ne peuvent faire comme souverains, ils l'accomplissent comme hommes de cœur, et meurent d'une mort glorieuse, comme les plus vaillants soldats de la liberté. Ils ne règnent pas sur d'assez grands domaines pour attaquer leur ennemi avec leurs propres armées, mais ils dirigent contre lui d'autres tonnerres et conduisent à la victoire des drapeaux étrangers.

La liberté de l'Allemagne, trahie par les membres puissants de l'Empire, qui pourtant en recueillaient tous les fruits, fut défendue par un petit nombre de princes pour qui elle avait à peine quelque valeur. La possession des terres et des dignités étouffa le courage; la pauvreté, à ce double égard, fit des héros. Tandis que la Saxe, le Brandebourg et d'autres encore se tiennent timidement en arrière, on voit les Anhalt, les Mansfeld,

les princes de Weimar et leurs pareils, prodiguer leur sang dans des batailles meurtrières. Mais les ducs de Poméranie, de Mecklembourg, de Lunebourg, de Wurtemberg, les villes impériales de la haute Allemagne, pour qui le nom du chef suprême de l'Empire avait été de tout temps redoutable, se déroberent craintivement à la lutte contre l'empereur et se courbent en murmurant sous sa main qui les écrase.

L'Autriche et l'Allemagne catholique avaient, dans le duc Maximilien de Bavière, un défenseur aussi puissant que politique et brave. Fidèle, dans tout le cours de cette guerre, à un même plan, mûrement calculé: jamais indécis entre son intérêt politique et sa religion; jamais esclave de l'Autriche, qui travaillait pour son propre agrandissement et tremblait devant le bras qui la sauvait. Maximilien eût mérité de recevoir d'une main meilleure que celle du despotisme les dignités et les domaines qui furent sa récompense. Les autres princes catholiques, la plupart membres du clergé, trop peu guerriers pour résister aux essais des soldats qu'attirait la prospérité de leurs contrées, furent successivement victimes de la guerre et se contentèrent de poursuivre dans le cabinet ou dans la chaire un ennemi devant lequel ils n'osaient se montrer en campagne. Esclaves de l'Autriche ou de la Bavière, tous furent éclipsés par Maximilien, et leurs forces ne prirent quelque importance que réunies dans sa puissante main.

La redoutable monarchie que Charles-Quint et son fils avaient formée, par un monstrueux assemblage, des Pays-Bas, du Milanais, des Deux-Siciles et des vastes contrées des Indes

orientales et occidentales, penchait déjà vers sa ruine sous Philippe III et Philippe IV. Enflée rapidement par un or stérile, on vit cette monarchie dépérir par une lente consommation, parce qu'on la priva du lait nourricier des États, de l'agriculture. Ses conquêtes dans les Indes occidentales avaient plongé l'Espagne dans la pauvreté, pour enrichir tous les marchés de l'Europe, et les changeurs d'Anvers, de Venise et de Gênes spéculaient longtemps d'avance sur l'or qui dormait encore dans les mines du Pérou. Pour les Indes, on avait dépeuplé les provinces espagnoles; et les richesses des Indes, on les avait prodiguées dans la guerre entreprise pour reconquérir la Hollande, dans la tentative chimérique de changer la succession au trône de France, dans une attaque malheureuse contre l'Angleterre. Mais l'orgueil de cette cour avait survécu à l'époque de sa grandeur, la haine de ses ennemis à sa puissance, et la terreur semblait régner encore autour de l'ancre vide du lion. La défiance des protestants prêtait au ministère de Philippe III la dangereuse politique de son père, et chez les catholiques allemands vivait toujours la confiance dans les secours de l'Espagne, comme la croyance miraculeuse aux reliques des martyrs. Un faste extérieur cachait les blessures saignantes qui épuisaient cette monarchie, et l'on croyait toujours à sa puissance, parce qu'elle gardait le ton superbe de son âge d'or. Esclaves chez eux, étrangers sur leur propre trône, ces fantômes de rois d'Espagne dictaient des lois en Allemagne aux princes de leur famille, et l'on peut douter que les secours qu'ils leur prêtèrent méritassent la honteuse dépendance par laquelle

les empereurs durent les acheter. Derrière les Pyrénées, des moines ignorants, des favoris artificieux, tramaient les destins de l'Europe. Mais on devait redouter encore, dans son plus profond abaissement, une puissance qui ne le céda pas aux premières en étendue; qui restait, sinon par une ferme politique, du moins par habitude, invariablement fidèle au même système d'États; qui avait à ses ordres des armées aguerries et des généraux excellents; qui, lorsque la guerre ne suffisait pas, recourait au poignard des assassins, et savait employer comme incendiaires ses propres ambassadeurs. Ce qu'elle perdait dans trois autres régions, elle s'efforçait de le regagner vers l'Orient, et les États européens se trouvaient pris dans son filet, si elle réussissait dans son entreprise, dès longtemps méditée, de porter, entre les Alpes et l'Adriatique, ses frontières jusqu'aux domaines héréditaires de l'Autriche.

Les princes italiens avaient vu avec une grande inquiétude cette puissance importune pénétrer dans leur pays, où ses efforts continuels pour s'agrandir faisaient trembler pour leurs possessions tous les souverains du voisinage. Pressé entre Naples et Milan par les vice-rois espagnols, le pape se trouvait dans la plus dangereuse situation. La république de Venise était resserrée entre le Tyrol autrichien et le Milanais espagnol; la Savoie entre cette dernière contrée et la France. De là cette politique changeante et ambiguë que les États italiens avaient suivie depuis Charles-Quint. Le double caractère du pontife romain le maintenait flottant entre deux politiques contradictoires. Si le

successeur de saint Pierre honorait dans les princes espagnols ses fils les plus dociles, les plus fermes défenseurs de son siège, le souverain des États de l'Église avait à redouter en leur personne ses plus fâcheux voisins et ses adversaires les plus menaçants. Rien n'importait plus au pontife que de voir les protestants anéantis et les armes de l'Autriche victorieuses; mais le souverain avait lieu de bénir les armes des protestants, qui mettaient son voisin hors d'état de devenir dangereux pour lui. L'une ou l'autre politique avait le dessus, selon que les papes avaient plus de souci de leur puissance temporelle ou de leur souveraineté spirituelle; mais en général, la politique de Rome se déterminait par le besoin le plus pressant; et l'on sait combien la crainte de perdre un avantage présent entraîne plus puissamment les esprits que le désir de recouvrer un bien depuis longtemps perdu. C'est ainsi qu'on s'explique comment le vicaire de Jésus-Christ pouvait se conjurer avec la maison d'Autriche pour la perte des hérétiques, et avec ces mêmes hérétiques pour la ruine de la maison d'Autriche. Ainsi s'entrelace merveilleusement le fil de l'histoire! Que serait devenue la réformation, que serait devenue la liberté des princes allemands, si l'évêque de Rome et le prince de Rome avaient eu constamment le même intérêt?

La France avait perdu, avec son excellent roi Henri, toute sa grandeur, et tout son poids dans la balance politique de l'Europe. Une minorité orageuse anéantit tous les bienfaits de l'administration vigoureuse qui l'avait précédée. Des ministres incapables, créatures de la faveur et de l'intrigue, dissipèrent en

peu d'années les trésors que le bon ordre de Sully et l'économie de Henri IV avaient amassés. A peine capables de maintenir contre les factions de l'intérieur leur autorité subreptice, ils devaient renoncer à diriger le grand gouvernail de l'Europe. Une guerre civile, pareille à celle qui armait l'Allemagne contre l'Allemagne, souleva les Français les uns contre les autres; et Louis XIII n'entra dans la majorité que pour combattre sa mère et ses sujets protestants. Ceux-ci, retenus dans le devoir par la politique éclairée de Henri IV, courent maintenant aux armes. Éveillés par l'occasion, encouragés par quelques chefs entreprenants, ils forment un État dans l'État et choisissent pour centre de leur naissant empire la forte et puissante ville de La Rochelle. Trop peu homme d'État pour étouffer, dès son principe, cette guerre civile par une sage tolérance, et bien éloigné d'être assez maître des forces de son royaume pour la conduire avec vigueur, Louis XIII se voit bientôt réduit à l'humiliante nécessité d'acheter par de grosses sommes d'argent la soumission des rebelles. Vainement la raison d'État le presse de soutenir contre l'Autriche les révoltés de Bohême, il faut que le fils de Henri IV reste pour le moment spectateur oisif de leur destruction: heureux si les calvinistes de son royaume ne se rappellent pas fort mal à propos leurs coreligionnaires d'au delà du Rhin! Un grand génie au timon de l'État eût réduit les protestants français à l'obéissance et conquis la liberté de leurs frères en Allemagne; mais Henri IV n'était plus, et sa politique ne devait renaître qu'avec Richelieu.

Tandis que la France descendait du faite de sa gloire, la

Hollande, devenue libre, achevait l'édifice de sa grandeur. Il n'était pas encore éteint, le courage enthousiaste qui, allumé par la maison d'Orange, avait changé cette nation de marchands en un peuple de héros et l'avait rendue capable de maintenir son indépendance dans la guerre meurtrière contre les rois d'Espagne. Se souvenant de tout ce qu'ils avaient dû, dans l'œuvre de leur délivrance, aux secours étrangers, ces républicains brûlaient du désir d'aider leurs frères allemands à s'assurer un sort pareil, et leur ardeur était d'autant plus grande, qu'ils combattaient les uns et les autres le même ennemi, et que la liberté de l'Allemagne devenait le plus ferme rempart pour la liberté de la Hollande. Mais une république qui luttait encore pour sa propre existence, qui, par les plus admirables efforts, pouvait à peine faire tête, sur son propre territoire, à un ennemi supérieur, n'osait se priver des forces nécessaires à sa défense et les prodiguer, par une magnanime politique, pour les États étrangers.

L'Angleterre elle-même, bien que, sur ces entrefaites, elle se fût agrandie de l'Écosse, n'avait plus en Europe, sous le faible Jacques I^{er}, l'influence que le génie dominateur d'Élisabeth avait su lui acquérir. Convaincue que la prospérité de son île était attachée à la sûreté des protestants, cette sage reine avait eu constamment pour maxime de favoriser toute entreprise qui tendait à l'affaiblissement de la maison d'Autriche. Son successeur manqua de génie pour comprendre ce système, aussi bien que de puissance pour le mettre en pratique. L'économe

Élisabeth n'épargna point ses trésors pour secourir les Pays-Bas contre l'Espagne, et Henri IV contre les fureurs de la Ligue: Jacques I^{er} abandonna fille, petits-fils et gendre à la merci d'un vainqueur impitoyable. Tandis que ce monarque épuisait son érudition à chercher dans le ciel l'origine de la majesté royale, il laissait dépérir la sienne sur la terre. Les efforts que faisait son éloquence pour démontrer le droit absolu de la royauté rappelaient à la nation anglaise ses droits à elle, et, par une vaine prodigalité, il sacrifiait la plus importante de ses royales prérogatives, celle de se passer du Parlement et d'ôter la parole à la liberté. L'horreur instinctive qu'il avait d'une épée nue le faisait reculer même devant la guerre la plus juste. Son favori Buckingham se jouait de ses faiblesses, et sa vanité complaisante faisait de lui la dupe facile des artifices de l'Espagne. Tandis qu'on ruinait son gendre en Allemagne et qu'on gratifiait des étrangers du patrimoine de ses petits-fils, ce vieillard imbécile respirait avec délices l'encens que l'Autriche et l'Espagne faisaient fumer devant lui. Pour détourner son attention de la guerre d'Allemagne, on lui montra à Madrid une épouse pour son fils, et ce père facétieux équipa lui-même son fils romanesque pour la scène bizarre par laquelle il surprit sa fiancée espagnole. Cette fiancée échappa à son fils, comme la couronne de Bohême et l'électorat palatin à son gendre, et la mort seule déroba Jacques I^{er}

Конец ознакомительного фрагмента.

Текст предоставлен ООО «ЛитРес».

Прочитайте эту книгу целиком, [купив полную легальную версию](#) на ЛитРес.

Безопасно оплатить книгу можно банковской картой Visa, MasterCard, Maestro, со счета мобильного телефона, с платежного терминала, в салоне МТС или Связной, через PayPal, WebMoney, Яндекс.Деньги, QIWI Кошелек, бонусными картами или другим удобным Вам способом.